

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# L'ARTISANAT RURAL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1<sup>er</sup> Décembre 1933, à 14 heures

PAR

**Luc GIRARDET**

---

*Président* : M. William OUALID, Professeur

*Suffragants* { MM. PERREAU, Professeur  
Roger PICARD, Professeur

---

ÉDITÉ PAR

L'IMPRIMERIE DEBARGE & C<sup>ie</sup>

17, Rue Saulnier, PARIS, 9<sup>e</sup>

---

1933



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

*A MES PARENTS,  
témoignage de ma profonde reconnaissance.*

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# L'ARTISANAT RURAL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1<sup>er</sup> Décembre 1933, à 14 heures

PAR

**Luc GIRARDET**

---

*Président* : M. William OUALID, Professeur

*Suffragants* { MM. PERREAU, Professeur  
                              Roger PICARD, Professeur

---

ÉDITÉ PAR

L'IMPRIMERIE DEBARGE & C<sup>ie</sup>

17, Rue Saulnier, PARIS, 9<sup>e</sup>

---

1933



**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme  
propres à leurs auteurs.**

---



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41547516\\_0036](https://archive.org/details/IA41547516_0036)

## INTRODUCTION

La vie des populations rurales ne saurait se concevoir sans l'existence d'artisans : le paysan a besoin de maçons pour bâtir sa maison, de tailleurs pour se vêtir, de maréchaux-ferrants pour ferrer ses animaux de trait, de forgerons et de mécaniciens pour réparer ses instruments de culture. Il convient de remarquer toutefois que si l'existence d'artisans dans nos campagnes est une nécessité depuis qu'est apparue la division du travail, leur rôle s'est considérablement transformé au cours des siècles, notamment avec le développement intense du machinisme agricole à la fin du xix<sup>e</sup> siècle.

L'une des caractéristiques de notre époque consiste, en effet, dans une immense extension du machinisme, dans le domaine agricole comme dans le domaine industriel. Or, l'emploi de machines présuppose, sur le lieu de leur utilisation, l'existence de techniciens capables de les conserver en état de bon fonctionnement; c'est là une nécessité absolue, et d'autant plus impérieuse en matière agricole que les machines servant à la culture ne peuvent être utilisées qu'au cours de périodes assez courtes, déterminées par les agents naturels de la production sur lesquels l'homme ne peut avoir aucune action. L'artisan rural, de nos jours, doit donc être avant tout un technicien capable de mettre

en état de fonctionnement les moissonneuses, faucheuses, tracteurs, etc., dont se servent les cultivateurs, et de les rendre utilisables non pas à n'importe quelle époque de l'année, mais au moment même où les conditions naturelles de la production en exigent l'emploi. C'est dire que l'artisan rural doit être sur place, au lieu même de l'utilisation des machines, de telle sorte que toute avarie survenue en cours de fonctionnement soit immédiatement réparée.

Mais non seulement le machinisme moderne a transformé le rôle de l'artisan rural, qui doit être maintenant capable d'exercer à la fois les anciennes professions de forgeron, maréchal-ferrant, charron, et les nouvelles professions de mécanicien et d'électricien, il a encore apporté les plus grandes modifications dans la technique même des métiers : le maréchal-ferrant ne forge plus ses fers, qu'il trouve tout préparés par la grande industrie; le serrurier ne fabrique plus ses serrures, qu'il achète toutes montées dans des usines spécialisées, etc. Par ailleurs, la diffusion de la force motrice électrique dans les campagnes — autre conséquence du machinisme — allège considérablement la tâche de l'artisan qui, à l'aide d'un petit outillage, peut effectuer mécaniquement les opérations élémentaires de sa profession.

Enfin, certains artisans qui fabriquaient des objets de grande consommation, tels les tailleurs, cordonniers, etc., se sont vus gravement concurrencés par la production en grande série des mêmes objets. Cependant, cette concurrence n'a fait disparaître en aucun pays l'artisan rural ou urbain.

En 1927, le professeur Sombart, dans son ouvrage

intitulé : *Der moderne Kapitalismus; das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus*, écrit « qu'à la fin de l'époque du grand capitalisme, presque la moitié de tous les travailleurs, sans compter l'agriculture, est occupée dans l'artisanat » (1). M. Sombart avoue lui-même qu'une telle constatation l'étonne; il estimait, en effet, dans la première édition de son ouvrage, en 1902, que le métier était une forme d'industrie surannée donnant des produits moins bons et plus chers que la grande industrie et destinée par conséquent à disparaître (2). Or, toutes les statistiques montrent, au contraire, que le métier est particulièrement vivace : la raison en est qu'entre la production de la grande industrie et le consommateur, il y a place pour une série de petits artisans installateurs, transformateurs, metteurs au point. Et c'est surtout dans les campagnes, nous l'avons vu, que se fait sentir le besoin pour le consommateur d'avoir sous la main « l'homme à tout faire ». Aussi, dès 1907, M. Bourguin note-t-il dans son ouvrage sur les systèmes socialistes et l'évolution économique (p. 189 et seq.) : « il ressort des observations faites en Allemagne que l'évolution des métiers est très différente dans les villes et dans les campagnes. Dans les villes, le personnel des métiers tend à diminuer d'importance relativement à la population; en même temps, se manifeste une tendance à la concentration des métiers... Dans les campagnes, au contraire, principalement dans les contrées riches et peuplées de l'Ouest, le personnel des métiers s'accroît

(1) Voir *Revue Internationale du Travail*, numéro de juin 1928, H. Rabbinovitch : « L'évolution récente de l'artisanat et ses problèmes », p. 868 et seq.

(2) Bourguin : « Les systèmes socialistes et l'évolution économique », Paris 1907.

relativement à la population sans que les entreprises tendent individuellement à augmenter d'importance. »

Une enquête effectuée en 1927 par le *Deutscher Handwerks und Gewerbekammertag* nous apprend d'ailleurs qu'il existe à cette époque en Allemagne 1.250.000 artisans occupant 1.378.000 compagnons et 693.000 apprentis (1).

Mêmes constatations en U.R.S.S., où les Commissaires du Peuple déclarent le 3 mai 1927 : « La grande industrie ne pourra pas pendant longtemps encore satisfaire par sa production aux besoins de la campagne, elle ne pourra pas non plus absorber toute la main-d'œuvre en excédent. La petite industrie artisanale utilisera la main-d'œuvre en excédent, surtout parmi les couches pauvres des paysans, et satisfera dans une large mesure aux demandes du marché rural et urbain. Cela explique son immense importance pour l'économie nationale de l'U.R.S.S. » De 2.381.000 en 1924, le nombre des artisans russes est passé à 2.709.000 en 1925, à 2.982.000 en 1926 : 75 % d'entre eux habitent la campagne, et les artisans ruraux, qui bien souvent sont en même temps cultivateurs, fournissent presque tous les articles manufacturés dont l'agriculteur a besoin (habillement, chaussures, outils agricoles simples).

En France, l'artisanat occupe également une grande place dans la production. A défaut du recensement de 1931, dont les résultats ne sont pas encore complètement connus, le recensement de 1926 nous permet de constater que le nombre des établissements où travail-

(1) Voir *Revue Internationale du Travail*, loc. cit.

laient moins de 10 ouvriers ou employés s'élevait à cette époque à 2.073.432 et le personnel de ces établissements à 4.201.049 patrons et compagnons. Ces chiffres sont d'ailleurs purement indicatifs, car nous verrons que le nombre d'ouvriers employés par un patron ne saurait à lui seul déterminer sa qualité d'artisan. Mais l'énergie artisanale française est encore amplement démontrée par l'activité des associations d'artisans, dont l'une, particulièrement puissante, la Confédération Générale de l'Artisanat Français, qui groupe plus de 80.000 membres, est parvenue depuis plusieurs années à faire voter toute une série de lois, plus ou moins favorables d'ailleurs aux véritables intérêts artisanaux.

En résumé, si la production en grande série a apporté de profonds bouleversements dans l'exercice des métiers, l'artisanat est loin d'être en voie de disparition : il s'est simplement transformé, il n'est plus, selon les paroles prononcées le 27 juillet 1927 par le Docteur Curtius, alors Ministre de l'Economie Nationale du Reich, « le vieil artisanat historique avec les méthodes de travail qui lui viennent de l'héritage des siècles ».

Du point de vue rural, il résulte de ce que nous avons montré précédemment qu'on ne peut que se féliciter de la vitalité dont font preuve les métiers. Elle est d'autant plus favorable à notre pays que nos villages se dépeuplent de jour en jour et que, seule, la machine peut remplacer les bras manquants. Or, l'emploi des machines agricoles est subordonné, nous l'avons dit, à la présence de techniciens sur le lieu même de leur utilisation. L'existence d'artisans ru-

raux est d'ailleurs une nécessité pour tous les pays souffrant du dépeuplement des campagnes. Ainsi, en Angleterre, il existe une Commission chargée d'accorder les crédits nécessaires au développement des petites industries rurales, après avis d'un organisme, le Bureau des Industries rurales, dont le rôle est de fournir des renseignements sur les petites entreprises, sur les sociétés d'approvisionnement, sur les méthodes d'écoulement.

Dans la lutte économique actuelle, notre agriculture, qui souffre du manque de main-d'œuvre, doit s'adapter aussi rapidement que possible aux procédés dits d'industrialisation. Mais un tel objectif ne pourra être atteint qu'autant que sera assuré d'une façon judicieuse le recrutement de ces véritables conseillers techniques que doivent être les artisans ruraux pour les cultivateurs. Le but de cette étude sera précisément de dégager les règles les plus favorables à cet indispensable recrutement.

Beaucoup de plaintes s'élèvent, à l'heure présente, touchant l'abandon des ateliers de village par les artisans de toujours. Certains voudraient combler les vides qui se produisent, en favorisant l'installation dans nos campagnes, en qualité d'artisans, des ouvriers en chômage (1). C'est là une conception inapplicable, car jamais l'ouvrier habitué à la vie urbaine ne sera tenté de retourner à la campagne: l'exode rural doit être enrayé par des mesures propres à éviter que les cultivateurs et artisans quittent leurs fermes et ateliers, mais non pas par des dispositions destinées à faciliter

(1) Voir notamment la *Revue d'économie sociale et rurale* (numéro de janvier 1932).

leur retour au village une fois qu'ils sont installés en ville. Tous les efforts en ce sens ne peuvent être que vains. C'est, du reste, la ligne de conduite qu'ont suivie les pouvoirs publics quant au recrutement des cadres de l'artisanat rural.

La question de l'artisanat dans nos campagnes présente, en effet, une telle importance dans l'économie générale de notre agriculture, que de grands efforts ont été faits par l'Etat en vue d'assurer la présence constante d'artisans dans nos villages. Son œuvre, en la matière, s'est inspirée d'une double considération : celle, quantitative, des besoins à satisfaire quant au nombre d'artisans à recruter; celle, qualitative, des transformations apportées dans la technique des métiers par l'organisation industrielle et commerciale moderne, transformations qui soulèvent pour l'artisanat des problèmes de formation professionnelle d'une part, des problèmes financiers d'autre part.

Notre étude reposera elle-même sur cette double considération : nous indiquerons tout d'abord ce qu'il faut entendre par artisan rural; puis, dans un exposé historique, nous montrerons l'évolution du rôle de l'artisan rural avec le développement du machinisme agricole; nous verrons ensuite que, malgré la diminution du nombre des artisans ruraux, et les doléances qui entourent cette diminution, ceux-ci sont encore en mesure de satisfaire aux besoins du monde agricole, parce que les transformations qui se sont produites dans la technique des métiers allègent leur tâche et leur permettent d'avoir un rendement plus élevé. Nous étudierons, enfin, les problèmes de formation professionnelle et les problèmes financiers sou-

levés par cette transformation des métiers, en montrant et jugeant l'effort déployé en la matière tant par les pouvoirs publics que par les associations artisanales.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### DEFINITION DE L'ARTISANAT RURAL

---

L'artisanat rural: deux mots, deux choses à définir.

Qu'est-ce que l'artisanat en général?

Que faut-il entendre plus spécialement par artisanat rural?

#### SECTION I. — DÉFINITION DE L'ARTISANAT.

On ne trouve de définition de l'artisanat ni dans le Code du Commerce, ni dans le Code du Travail. Autant, d'ailleurs, le terme artisan est traditionnel et expressif, autant il est difficile à définir et à préciser.

On se rend compte facilement pourtant qu'au point de vue économique, l'artisanat constitue en quelque sorte un trait d'union, un élément de fusion et de conciliation du capital et du travail. Mais cette définition, qui nous vient à l'esprit aussitôt que nous avons tant soit peu réfléchi aux conditions dans lesquelles s'exerce l'activité des artisans qui vivent autour de nous (menuisiers, électriciens, etc...), ne saurait nous suffire. Il nous faut une définition plus précise. Et puisque les textes juridiques fondamentaux ne peuvent nous la donner, cherchons la dans des textes postérieurs.

Nous allons trouver successivement des éléments de définition dans la législation fiscale, puis dans un ensemble de lois propres à l'artisanat. Nous verrons également qu'une proposition de loi est pendante devant le Parlement tendant à définir l'artisan avec une « précision mathématique ».

§ 1<sup>er</sup>. — *La définition de l'artisan au regard de la législation fiscale.*

Les artisans, nous le verrons, jouissent d'un régime spécial au point de vue fiscal, régime qui s'applique notamment en matière de patente (article 17 de la loi du 15 juillet 1880) et d'impôt cédulaire sur les traitements et salaires (article 10 de la loi du 30 Juin 1923). Toutefois, chose curieuse, les lois qui établissent ce régime fixent les conditions que doivent remplir les artisans pour en bénéficier, mais ne donnent pas à proprement parler de définition de ceux-ci. C'est seulement dans les règlements administratifs que nous trouverons quelque précision.

Nous constatons alors qu'au regard de la réglementation régissant la contribution des patentes, est artisan le travailleur qui se livre habituellement à des travaux de confection ou de main-d'œuvre, qui, en outre, n'effectue aucune opération présentant le caractère d'une spéculation industrielle ou commerciale et qui, enfin, exerce une profession essentiellement manuelle.

En matière d'impôt sur les traitements et salaires, l'Administration des Contributions Directes a donné une définition beaucoup plus précise de l'artisan. Aux termes mêmes de l'instruction ministérielle du

20 novembre 1928, qui ne fait que reproduire une circulaire de 1924, « l'artisan est celui qui exerce à ses risques et périls une industrie manuelle, travaillant lui-même comme ouvrier, en général avec des matières lui appartenant et exceptionnellement à façon ». Cette définition avait d'ailleurs été adoptée dès 1918 par la Commission chargée de déterminer les coefficients applicables au chiffre d'affaires pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (Cf. « Journal Officiel » du 18 mars 1918, page 2.466, 1<sup>re</sup> colonne).

On voit par là que l'artisan exerce une profession manuelle et travaille lui-même la matière première. L'exercice d'une profession manuelle n'exclut pas du reste l'emploi d'outils ou de machines, pourvu que le travail manuel continue à occuper une grande place dans le processus de la fabrication.

L'Administration des Finances est allée plus loin et, s'appuyant sur un arrêt de la Cour d'Appel de Toulouse du 26 Février 1908 (D. P. 1908-2-333) confirmé par un arrêt de la Cour de Cassation du 22 avril 1909 (D. P. 1909-1-344), a tracé les limites séparant les professions artisanales des professions commerciales. Aux termes de ses instructions, l'artisan se distingue du commerçant par les caractéristiques suivantes :

1° L'artisan n'achète et ne travaille les matières premières dont il a besoin que pour satisfaire aux commandes qui lui sont faites. Donc, il ne constitue pas d'approvisionnements hors de proportion avec les besoins normaux de sa profession;

2° L'artisan tire son gain de son travail manuel et ne se livre pas à une spéculation sur la matière pre-

mière, quoique cependant il puisse récupérer sur la fourniture de celle-ci une partie de ses frais généraux et tenir compte, dans le prix de cette fourniture, de l'intérêt des sommes qu'il avance pour la constitution de ses approvisionnements;

3° Enfin, l'artisan ne réalise pas la vente de ses produits au moyen de procédés en usage dans la pratique commerciale. Il peut cependant exposer les objets de sa fabrication dans un local muni de vitrages et d'une enseigne lui donnant extérieurement l'apparence d'un magasin.

Se basant sur ces indications, l'Administration des Contributions Directes a établi, à titre indicatif, une liste de professions artisanales. Nous verrons que les métiers ressortissant à l'artisanat rural n'y ont pas été oubliés.

## § 2. — *La définition de l'artisan au regard de la législation artisanale.*

Nous indiquerons au terme de notre étude que des modalités de crédit particulières ont été instituées en faveur de l'artisanat par une loi en date du 27 décembre 1923, qui a d'ailleurs fait l'objet de différentes modifications. Cette loi ne définit pas non plus ce qu'il faut entendre par artisan; elle laisse ce soin à la Commission spéciale de l'artisanat qu'elle crée dans son article 6. Cette Commission a, dans sa séance du 23 octobre 1924, donné la définition suivante du petit artisan : « Sont considérés comme petits artisans, au sens de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923, les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe exerçant un métier d'une façon indépendante, effectuant eux-mêmes les

travaux manuels qui font l'objet de ce métier et n'occupant comme auxiliaires en dehors des membres de leur famille que 2 personnes au plus; ce nombre peut être porté à 3 s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat d'apprentissage. » Cette définition fait intervenir un élément nouveau : tandis que l'Administration des Finances ne prend pas en considération, pour définir l'artisan, le nombre d'ouvriers employés — cet élément servant simplement à déterminer la nature de l'impôt auquel doit être assujetti le contribuable —, la Commission, au contraire, décide qu'un travailleur — même s'il exerce son métier d'une façon indépendante, même s'il effectue des travaux manuels — ne peut se prévaloir de la qualité d'artisan que s'il emploie un nombre limité de collaborateurs : deux ou trois, selon les cas, non compris les membres de la famille. Elle va même jusqu'à désigner ceux-ci (conjoint, ascendants, enfants et petits-enfants et leurs conjoints) et en exclut complètement les collatéraux.

Enfin, la loi du 26 juillet 1925, qui fait bénéficier l'artisanat d'une représentation professionnelle autonome dans les Chambres de Métiers, donne une définition de l'artisan. Il convient de noter que c'est le premier texte législatif qui s'occupe de la question. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de cette loi, il y a lieu d'entendre par maîtres-artisans « les travailleurs de l'un ou l'autre sexe qui exercent un métier manuel à condition, d'une part, qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis, et à condition, d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron ». Il n'est plus

question ici de faire du nombre d'ouvriers ou apprentis employés le critérium de la qualité d'artisan. Bien plus, une circulaire du Ministre du Travail aux Préfets en date du 17 juillet 1928, et relative aux Chambres de Métiers, précise que « le patron reste un artisan tant que le nombre des auxiliaires qu'il emploie ne l'empêche pas en fait de participer personnellement aux travaux matériels de sa profession. Cette participation personnelle aux travaux manuels que comporte le métier doit être courante, habituelle et réellement effective. Le nombre des collaborateurs n'est donc qu'un des éléments d'appréciation de la qualité d'artisan, il ne saurait d'ailleurs être fixé d'une façon uniforme pour tous les corps de métiers et toutes les exploitations... Ce sont là, en somme, des questions de fait auxquelles l'expérience pratique de chaque métier aura à répondre et qui, le cas échéant, seront tranchées par les tribunaux ».

Nous ne saurions trop nous rallier à cette manière de voir. Nous estimons que les principaux signes distinctifs de la profession artisanale sont :

1° L'exercice d'un métier manuel, ce qui implique une formation professionnelle étendue;

2° La participation effective du patron à l'exécution matérielle du travail;

3° L'indépendance totale du patron quant à la direction de son entreprise.

On peut mentionner, en outre, le caractère spécial que présente la vente des objets fabriqués par l'artisan, vente qui généralement est faite sans intermédiaire : la marchandise s'écoule directement du producteur au consommateur.

Quant au nombre d'ouvriers employés, il n'est pas possible de le comprendre parmi les critères de la profession artisanale. Un réparateur de machines agricoles, établi dans une région où celles-ci sont d'un usage général, devra nécessairement avoir plus de compagnons qu'un collègue installé dans un canton où le machinisme atteint un moindre développement : c'est l'importance des commandes, l'étendue du marché qui détermineront le nombre des compagnons de l'artisan, mais la qualité même de celui-ci ne saurait être influencée par ce nombre. Remarquons d'ailleurs que si la loi limitait le nombre de compagnons susceptibles d'être employés par un patron désireux d'avoir la qualité d'artisan, la situation des patrons touchant à la limite du plafond deviendrait des plus délicates, au moment où ils seraient obligés d'embaucher un ou des compagnons supplémentaires pour faire face à des travaux occasionnels ou saisonniers.

### § 3. — *La proposition de loi Courtier.*

Une proposition de loi, présentée au Sénat par M. le Sénateur Courtier, sous l'inspiration de la Confédération générale de l'Artisanat Français, et votée par la Haute Assemblée le 19 janvier 1933, tend cependant à limiter « avec une précision mathématique » (pour employer les termes de son auteur) le nombre de compagnons susceptibles d'être employés par un patron désireux de revendiquer la qualité d'artisan. Aux termes de cette proposition « le nombre des compagnons et apprentis ne devra en aucun cas dépasser dix unités, l'artisan devant assurer seul la direction de son travail ».

Pour les motifs invoqués plus haut, nous ne pouvons que nous élever contre cette proposition. Pourquoi 10 compagnons plutôt que 9, 11 ou 20? Pourquoi vouloir enfermer l'artisanat dans des cadres rigides? L'auteur de la proposition de loi invoque, il est vrai, la haute autorité du Bureau International du Travail qui, dans une étude sur la « Notion de l'artisanat et son évolution », estime — ce que personne ne songe à contester — que l'entreprise artisanale occupe, en général, un nombre relativement faible de travailleurs.

Mais, par contre, dans une deuxième étude faite en 1932 par le Bureau International du Travail après consultation des principaux spécialistes de l'Artisanat dans tous les pays, nous lisons qu'il y a « impossibilité d'englober dans une définition claire, rigoureuse et universelle, la notion complexe et mouvante de l'Artisanat.. Cette impossibilité est mise en évidence pour leur propre pays et a fortiori pour l'ensemble des pays par la majorité des personnalités dont les avis nous sont parvenus ». Et nous rencontrons encore dans la même étude des déclarations venant d'Allemagne — pays-type de l'Artisanat — ou du Danemark, aux termes desquelles il faut repousser toute définition abstraite, renoncer totalement à satisfaire en matière d'artisanat au besoin de définir, et se contenter de faire une appréciation de chaque cas concret. On ne saurait donc invoquer l'autorité du Bureau International du Travail à l'appui de la thèse de M. Courtier.

Observons d'ailleurs qu'en Alsace-Lorraine, où l'artisanat a été remarquablement organisé par la loi locale du 26 juillet 1897, les Chambres de Métiers de

Strasbourg et de Metz n'ont jamais cessé d'accueillir les artisans qui ont pu élargir leur entreprise et y occuper un nombre de compagnons et d'apprentis relativement élevé: elles englobent des entreprises comprenant jusqu'à trente compagnons et même davantage.

Nous ne saurions enfin mieux terminer ce débat qu'en citant l'opinion d'un artisan. Au cours de l'Assemblée des Présidents de Chambres de Métiers de France tenue à Paris en novembre 1932, M. Dupuis, Maître sculpteur, Président de l'Assemblée, a déclaré: « Pourquoi assigner une limite au développement possible des métiers de l'Artisanat et compartimenter ses représentants? Est-ce que les Chambres de Commerce ne défendent pas les intérêts de tous les commerçants petits et grands? Les Chambres d'Agriculture font-elles une différence entre leurs ressortissants? Il y a cependant des petits agriculteurs et des grands et parmi les petits, il en est qui grandissent. »

Ces paroles se passent de commentaires. Laissons donc la Confédération Générale de l'Artisanat Français entraver si bon lui semble le développement de l'Artisanat. Cette action vraiment curieuse trouve d'ailleurs son explication dans le fait que les candidats confédéraux se sont trouvés évincés des Chambres de Métiers de certains départements par des adversaires possesseurs d'une assez grosse entreprise.

Mais n'oublions pas que les faits ne nous permettent pas d'encadrer la définition de l'artisan dans des formules rigides, qui ne correspondent nullement à une réalité éminemment mobile et variée .

## SECTION II. — DÉFINITION DE L'ARTISANAT RURAL.

Nous avons, au cours des quelques pages précédentes, passé en revue les principales conceptions de la notion d'artisanat. Il s'agit d'étudier maintenant ce qu'il faut entendre par artisanat rural.

De même que le mot artisanat est des plus expressifs, mais ne peut se prêter à une définition englobant tous les cas d'espèce, de même il est quasi impossible d'établir une définition exacte et précise de l'artisanat rural, bien que cette expression, des plus évocatrices, dirige immédiatement nos pensées vers l'atelier du charron ou du maréchal-ferrant du village.

Il convient de noter cependant qu'à première vue, deux causes peuvent faire attribuer à un artisan la qualité de rural :

- 1° Le lieu d'installation de son entreprise;
- 2° La nature de son activité.

§ 1<sup>er</sup>. — *La définition de l'artisanat rural  
basée sur le lieu d'installation de l'entreprise.*

C'est la première qui se présente à l'esprit. On peut considérer comme artisan rural tout artisan installé dans une localité rurale. Mais alors il faut préciser ce qu'est une localité rurale. La population en constitue-t-elle le critérium? Nous ne pouvons répondre affirmativement. Certaines agglomérations d'importance, qui ne sont plus des villages et qui ne sont pas encore des villes, peuvent être composées d'habitants se livrant principalement à l'agriculture et constituer des localités rurales. Ce sera donc, à notre avis, la nature

des occupations des habitants qui déterminera le caractère rural ou autre de la localité.

Si nous admettons cette définition des artisans ruraux, nous voyons qu'ils se subdivisent en deux grandes catégories :

1° Les artisans nécessaires à la vie agricole du pays : bourreliers, maréchaux-ferrants, mécaniciens, etc...

2° Les artisans nécessaires à la vie propre du pays, rendant des services à la personne même de leurs compatriotes (coiffeurs, sabotiers, cordonniers, couturières, tailleurs), ou qui exercent leur activité dans un domaine voisin du précédent tel que celui de l'habitation, par exemple. Nous trouvons là les maçons, les charpentiers, les plâtriers, les couvreurs. Remarquons cependant que ce dernier groupe rend des services à la fois à la personne même du cultivateur et à son activité agricole. Un maçon et un électricien de village travaillent autant dans les locaux agricoles que dans les locaux d'habitation. Il est donc difficile de faire une délimitation précise.

A notre avis, cette définition de l'artisan rural, reposant sur le lieu d'installation de son établissement, ne saurait nous convenir à elle seule. Elle est à la fois trop limitative et trop extensive : trop limitative, parce qu'elle exclut, de la classe des artisans ruraux, des artisans exerçant dans une agglomération urbaine un métier en rapport direct avec l'agriculture, par exemple les maréchaux-ferrants et réparateurs de machines agricoles installés dans la plupart de nos chefs-lieux d'arrondissement et dans beaucoup de grandes villes

situées au cœur de nos régions agricoles; trop extensive, parce qu'elle permet de comprendre dans cette classe des professionnels qui sont totalement étrangers à l'activité agricole du pays : ainsi les tourneurs de pipes et tailleurs de pierres fines établis dans certains villages jurassiens.

§ 2. — *La définition de l'artisan rural  
basée sur la nature même de son activité.*

D'après cette conception, on peut considérer comme artisan rural tout artisan qui, par ses occupations professionnelles, vient directement ou indirectement en aide à l'activité agricole des cultivateurs .

Cette définition est meilleure que la précédente. Il est logique, en effet, de considérer comme artisan rural l'artisan dont l'activité est en rapport direct ou indirect avec les occupations propres aux populations rurales. Mais encore faut-il que cette activité s'exerce à proximité de ces populations pour qu'elle soit susceptible de leur venir en aide.

Nous estimons donc que la définition que nous venons d'énoncer doit être complétée et nous dirons que, d'une façon générale, on peut considérer comme artisan rural, l'artisan qui, par son activité professionnelle, vient en aide d'une façon directe ou indirecte à l'exécution normale des opérations agricoles et qui, par le lieu de son installation, se trouve à la portée de la clientèle agricole. Cette seconde partie de la définition ne reproduit pas entièrement la première conception examinée précédemment, car elle permet de comprendre dans les cadres de l'artisanat rural des

artisans qui, bien qu'établis dans des centres urbains, apportent une aide efficace aux populations agricoles environnantes. L'ensemble de la définition offre, en outre, la possibilité d'exclure des mêmes cadres des artisans installés dans de petits villages et dont les occupations professionnelles n'ont aucun rapport avec l'agriculture.

§ 3. — *La tendance de la Confédération Générale de l'Artisanat Français à l'égard de la définition de l'artisanat rural.*

Il n'est pas sans intérêt de rechercher quelle peut être l'opinion de cette grosse fraction du monde artisanal sur la définition de l'artisanat rural. Nous allons en retrouver des traces dans les travaux des Congrès Nationaux de l'Artisanat Français, organisés par le groupement dont il s'agit au cours des années 1931 et 1932.

En 1931, le rapporteur de la question de l'artisanat rural s'exprime en ces termes (1) : « Y a-t-il deux catégories d'artisans ? A notre sens, nous ne voyons aucune différence entre l'artisan rural et l'artisan urbain exerçant la même profession. Où commence le « rural » et où finit-il ? Exemples : l'artisan charpentier de ville travaille aussi souvent, sinon plus, à la campagne qu'à la ville, l'artisan charpentier de campagne par réciprocité peut être aussi appelé à monter une charpente à la ville ou à faire une réparation. Il en est de même du forgeron, du peintre, du maçon, du cordonnier, etc., etc...

(1) Voir *l'Artisan Français*, numéro de mai 1931, page 5.

« Ces métiers, qu'ils soient exercés en ville ou en campagne, sont indispensables et jouent dans la vie sociale un très grand rôle économique. Ceci dit afin de démontrer qu'il n'y a qu'une seule catégorie d'artisans qui ont les mêmes besoins, les mêmes droits, je dirai même les mêmes devoirs : l'Artisan tout simplement ».

Le même rapporteur, présentant son rapport devant le Congrès, s'écrie (1) : « Votre rapporteur ne voit pas de différence entre l'artisanat rural et l'artisanat tout court. Où commence l'artisanat rural et où finit-il ? Personne n'a pu le déterminer. Je ne discerne pas bien si un maréchal, un charpentier, un maçon, établis à un kilomètre de la ville, sont urbains ou ruraux. Est-ce que la clientèle de ce maréchal de campagne n'est pas la même que celle du maréchal de la ville ? »

Nous trouvons la même opinion en 1932 : « J'estime tout d'abord, écrit le rapporteur (2), qu'il n'y a pas de différence entre l'artisan des villes et celui des campagnes exerçant le même métier, puisque l'artisan des campagnes est bien défini professionnellement. Sont des ruraux : les maréchaux, charrons, bourreliers, mécaniciens, charpentiers, couvreurs, maçons, etc., etc... Parlons donc des professions rurales artisanales, qu'elles soient exercées dans n'importe quel lieu ou place ». Et, lors de la discussion devant le Congrès, le rapporteur s'exprime ainsi (3) : « **Tout** d'abord, comme je vous le disais l'an dernier, il n'y a pas d'artisan rural. Où commence-t-il et où finit-il ?

(1) Voir *l'Artisan Français*, numéro d'octobre 1931.

(2) Voir *l'Artisan Français*, numéro de mai 1932.

(3) Voir *l'Artisan Français*, numéros de juin, juillet 1932.

Puisque les artisans ruraux sont définis professionnellement, nous n'avons donc pas à discuter s'ils exercent à Avignon ou dans les environs. C'est toujours un artisan rural, le cordonnier, le maréchal, le charron, le couvreur et bien d'autres puisque la définition les a établis d'une façon bien nette ».

Nous avouons ne pas très bien saisir l'argumentation de ce membre de la Confédération Générale de l'Artisanat Français. Il commence par nous affirmer, en 1931, qu'il n'y a pas de différence entre l'artisanat rural et l'artisanat tout court. Puis en 1932, il nous le répète et ajoute, tant dans son rapport que dans la discussion de celui-ci, que l'« artisan des campagnes est bien défini professionnellement ». Mais alors, si « l'artisan des campagnes est bien défini professionnellement », c'est qu'il a une existence propre, c'est qu'il ne se confond pas avec la masse des autres artisans ! Et d'ailleurs, malgré qu'il soit bien défini professionnellement, le rapporteur se garde bien d'apporter cette définition. Il se contente d'une simple énumération qui du reste laisse à penser qu'il se rallie au second critérium que nous avons examiné, à savoir l'exercice d'une profession artisanale venant en aide à l'agriculture.

Quoi qu'il en soit, nous ne saurions nous rallier aux conclusions du rapporteur déclarant « qu'il n'y a qu'une seule catégorie d'artisans qui ont les mêmes besoins, les mêmes droits, les mêmes devoirs ». L'artisan rural, tel que nous l'avons défini, a une clientèle essentiellement agricole; son activité professionnelle ne peut venir en aide directement ou indirectement qu'à l'agriculture. Il exerce donc sa profession dans

des conditions toutes spéciales, dans un milieu très particulier, conditions et milieu qui ne sauraient être comparés à ceux dans lesquels se trouve l'artisan de ville. Que la Confédération Générale de l'Artisanat Français tente de grouper sous son égide les masses artisanales, c'est son droit, c'est également son intérêt. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'il est contraire aux faits d'affirmer l'identité des intérêts professionnels des forgerons de village ou des sabotiers et de ceux des ferronniers d'art ou des maîtres bottiers des quartiers luxueux de la grande ville.

§ 4. — *La définition des artisans ruraux*  
*d'après différents documents administratifs.*

Nous avons vu précédemment que l'Administration des Contributions Directes avait dressé, dès 1924, une liste de professions artisanales. Nous basant, d'une part, sur les indications fournies par cette liste, d'autre part, sur le fait que pour être rural, un artisan doit exercer une profession venant en aide d'une façon directe ou indirecte à l'accomplissement des opérations agricoles, nous pouvons dire que sont susceptibles d'être considérés comme ruraux, à condition toutefois d'être installés dans un milieu agricole, les artisans suivants : ajusteurs, balanciers, fabricants et réparateurs de bâches, fabricants de balais, bûcherons, constructeurs et réparateurs de barques, fabricants de bouchons, bouilleurs d'eau-de-vie, bourreliers-selliers, carrossiers, charpentiers, charrons, chaudronniers, cimentiers, cordiers, cordonniers, corroyeurs, couteliers, couvreurs, cureurs de fossés et de puits, électriciens, emballeurs-layetiers, étameurs, ferblantiers, fabri-

cants de filets, forgerons, fabricants de fouets, fumistes, affûteurs de lames, tailleurs de limes, maçons, maréchaux-ferrants, fabricants de colliers et muselières, mécaniciens, menuisiers, peintres en bâtiments, plâtriers, plombiers, poseurs de drains, réparateurs de pneumatiques, potiers, rejointoyeurs, rémouleurs, robinetiers, sabotiers, serruriers, taillandiers, tailleurs, tanneurs, tonneliers, tourneurs, vanniers, vitriers, zingueurs.

Il va de soi que cette liste n'est nullement limitative, mais, au contraire, purement indicative.

Par ailleurs, nous verrons que les lois des 5 août 1920, portant organisation du crédit agricole, et 17 mars 1931 ont institué un régime de crédit spécial en faveur des artisans ruraux faisant partie d'un syndicat agricole et satisfaisant à certaines conditions. Malheureusement, ces lois n'ont pas indiqué ce qu'il fallait entendre par artisans ruraux. Toutefois, les rapports présentés par le Ministre de l'Agriculture au Président de la République sur les opérations faites par les Caisses régionales de crédit agricole mutuel pendant les années 1930 et 1931 (1) indiquent que des prêts ont été consentis, au titre de la législation précitée, aux artisans suivants: maréchaux-ferrants, forgerons, charrons, menuisiers, charpentiers, maçons, couvreurs, plombiers, serruriers, bourreliers, sabotiers, tonneliers, scieurs, vanniers, mécaniciens, réparateurs de machines agricoles, cordonniers, tourneurs, puisatiers.

(1) Voir *Journal Officiel* du 5 novembre 1931 et du 16 décembre 1932 (Partie annexe).

Nous retrouvons dans cette énumération beaucoup de professions énumérées dans la liste précédente.

Nous pouvons en conclure que, malgré des discussions auxquelles peut donner lieu la définition de l'artisan, et malgré l'absence complète de définition légale de l'artisan rural, on parvient, en se basant sur les conditions d'exercice de la profession, sur le but de la profession, sur le lieu d'installation de l'entreprise, à déterminer ce qu'il faut entendre par artisan rural, et à dresser une liste indicative des professions artisanales agricoles.

Ces professions ont-elles toutes la même importance au regard de l'économie rurale? Ont-elles toujours été représentées dans nos campagnes et les progrès scientifiques n'ont-ils pas donné à certaines d'entre elles un rôle de premier plan? C'est ce que nous allons examiner dans les chapitres suivants en étudiant tout d'abord leur histoire, puis leur situation actuelle.

---

## CHAPITRE II

---

### HISTORIQUE

---

Il est certain qu'au cours des siècles, les conditions de la production agricole n'ont pas subi de profonds bouleversements jusqu'à l'apparition et au développement intensif du machinisme agricole dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle. Les artisans ruraux apportant une aide indispensable à la production agricole, il convient d'étudier leur histoire parallèlement à l'évolution des conditions de cette production, c'est-à-dire des origines à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, puis de la fin du xix<sup>e</sup> siècle à nos jours.

#### SECTION I. — DES ORIGINES A LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.

C'est une vérité élémentaire que celle d'énoncer que, depuis l'apparition de la division du travail, le paysan a eu besoin des services « d'hommes du métier » pour construire et entretenir sa maison, pour se vêtir, pour fabriquer et réparer, le cas échéant, ses instruments de culture. Il n'est, dès lors, pas douteux

que l'existence des artisans ruraux remonte à plusieurs siècles (1).

Il n'existe malheureusement aucune statistique, aucun document pouvant nous donner des précisions quant au nombre d'artisans établis dans nos campagnes sous l'ancien régime. Les historiens des populations rurales se sont intéressés avant tout aux questions touchant à l'organisation agraire, à la propriété foncière. Les historiens de la classe ouvrière se sont occupés presque exclusivement des corporations, des associations ouvrières, de la réglementation de la production, des rapports entre patrons et salariés. De sorte que nous ne rencontrons, chez les uns comme chez les autres, que de très rares remarques sur l'industrie dans les campagnes.

Il convient de noter d'ailleurs que personne, au cours des siècles passés, n'avait même l'idée de tenter de calculer le nombre des entrepreneurs, des petits patrons ou des ouvriers de telle ou telle région. Quand par hasard des tentatives de ce genre se produisaient, les auteurs avaient peu de foi dans l'exactitude de leurs statistiques. Ainsi, en Touraine, en 1781, l'Administration royale essaye de dresser des listes de fabricants, mais elle prévient elle-même que ces listes ne renferment pas ceux qui ne se présentent pas dans

(1) L'auteur grec Hésiode écrit 900 ans avant notre ère dans son poème « Les travaux et les jours » (Livre II) : « Apporte dans ta demeure si tu le trouves sur la montagne ou par les champs un manche de char-rue en yeuse ; c'est le manche le plus solide pour faire travailler les bœufs. Un élève d'Athénaïe l'adaptera au timon... » Par ailleurs, le Capitulaire « de Villis » promulgué par Charlemagne stipule que dans chaque villa « l'intendant aura sous ses ordres de bons ouvriers, forgerons, orfèvres, argentiers, tailleurs, tourneurs, charpentiers, constructeurs d'étables, oiseleurs, savonniers, brasseurs de bière, de cidre, de poiré ou de toute autre boisson, des boulangers qui font pour nous des gâteaux, des faiseurs de filets pour la chasse, et tous les artisans qu'il serait trop long d'énumérer ».

les bureaux de la visite et que le nombre de ces absents et inconnus est grand (Archives départementales d'Indre-et-Loire C. 114). Une lettre d'un habitant de la ville du Mans, conservée également aux archives départementales d'Indre-et-Loire (C. 114) et datant de la même époque, fait connaître qu'« il serait impossible d'avoir le dénombrement des fabricants et ouvriers répandus dans les bourgs, villages et hameaux ». Les Inspecteurs des Manufactures répètent souvent que le fabricant des campagnes est déjà inquiet lorsqu'on lui demande simplement son nom, et qu'aussitôt qu'il s'agit d'un dénombrement quelconque, il est mis en défiance à l'égard de l'inspecteur (Archives Nationales F. 12, 551-552. Observations des Inspecteurs ambulants des Manufactures, le 14 mai 1789). Enfin, M. de Balainvilliers, Intendant du roi, écrit que dans la province du Languedoc, les petits patrons et ouvriers des campagnes « se refusent avec obstination à donner aucun renseignement ».

Et pourtant l'artisanat rural existe. Il existe même depuis longtemps : nous en citerons pour preuve d'abord un traité de maréchalerie publié en 1564 (César Fieschi, Traité de la manière de bien emboucher, manier et ferrer les chevaux) qui ne décrit pas moins de 25 modèles de fers connus sinon employés de son temps. En admettant même que ces connaissances de maréchalerie soient le fruit des travaux des maréchaux-ferrants d'armées, il n'en reste pas moins certain qu'elles étaient appliquées également à la ferrure des chevaux de trait par de petits patrons maréchaux établis à la campagne. En 1780, nous trouvons un fait encore plus probant démontrant pertinemment l'exis-

tence d'artisans ruraux. Dans un rapport à l'Intendant du Commerce, l'Inspecteur des Manufactures de la Généralité de Caen signale, en effet, que dans toutes les villes et *dans tous les villages*, existent des fabricants de toile, travaillant sur commande directe du consommateur (Archives Nationales F. 12, 658 A). Un autre rapport fait connaître que dans le Poitou, existent des tisserands travaillant également sur commande directe du consommateur (Archives nationales F. 12, 564). Voilà bien des producteurs réunissant les principaux caractères, d'une part, de l'artisan puisqu'ils travaillent pour leur compte et vendent, sur commande directe du consommateur, le produit de leur propre travail et, d'autre part, de l'artisan rural puisqu'ils sont établis à la campagne et viennent indirectement en aide aux cultivateurs en leur fournissant leurs toiles et étoffes. Et à la même époque, on peut encore noter que le fer en barre est travaillé dans de nombreuses petites forges, non seulement urbaines, mais également rurales, où il est transformé en outils, objets de serrurerie, quincaillerie, etc... (1).

Quelques années plus tard, nous rencontrons des traces encore plus précises de l'existence d'artisans ruraux. Le baron Charles Dupin écrit, en effet, en 1827, dans son ouvrage intitulé « Forces productives et commerciales de la France », page 79: « Je voudrais que chaque année un petit prix d'honneur fût donné alternativement au cultivateur et à l'artisan qui se serait le plus distingué dans la commune, soit en suivant avec une perfection remarquable des méthodes an-

(1) Ministère de l'Instruction Publique. Comité des Travaux historiques et scientifiques. L'introduction du machinisme dans l'industrie française, par C. Ballot, page 420.

ciennement pratiquées, soit en exécutant le mieux et en se hâtant d'adopter des pratiques nouvelles reconnues pour être avantageuses. Je voudrais qu'il y ait également un prix plus considérable donné dans chaque sous-préfecture au cultivateur et à l'artisan qui l'auraient le mieux mérité. » Cette fois plus de doute : il existe des artisans ruraux, et, chose curieuse, on songe déjà à les encourager par un moyen se rapprochant beaucoup de nos expositions artisanales actuelles. On songe également à cette époque, soit plus d'un siècle avant la nôtre, à conseiller les artisans car, d'après le même auteur (Op. cit. p. 82), « les médecins qui sont en même temps chirurgiens doivent acquérir des connaissances mécaniques assez étendues pour effectuer leurs opérations d'une manière éclairée. Ces mêmes notions de mécanique les mettent à même de juger sainement d'un grand nombre de procédés des arts et par là d'indiquer aux habitants de la campagne une foule d'améliorations dans la forme des instruments et des machines qu'ils emploient. » On peut avoir des doutes sur la capacité d'un médecin à émettre un avis motivé apportant « une foule d'améliorations » à la construction d'une brouette ou d'une charrue, mais il est assez piquant de constater qu'il a fallu attendre le décret du 24 octobre 1932 portant institution des Conseillers des Métiers pour voir réaliser une conception dont, en 1827, le Baron Dupin entrevoyait déjà les avantages.

Quoi qu'il en soit, les textes que nous venons de citer semblent indiquer qu'on se préoccupe à l'époque de la situation matérielle et morale des corps de métiers ruraux. Cependant les doctrines économiques

d'alors ne sont guère favorables à l'artisanat : les socialistes, d'un côté, prédisent une disparition prochaine de la petite industrie qui sera victime de la loi de concentration; les libéraux, d'autre part, opposés à toute intervention étatiste ou corporative, ne sauraient envisager favorablement une organisation professionnelle des métiers. En tout cas, pendant toute la durée du xix<sup>e</sup> siècle, les artisans, qu'ils soient ruraux ou citadins, restent étrangers les uns aux autres et dépourvus de tout organe représentatif. Si, à la rigueur, on peut estimer que les artisans des villes ont été plongés dans une profonde léthargie, dans un complet désarroi, à la suite de la suppression de leurs corporations par la loi Le Chapelier, et n'ont pas encore pu réagir, il est permis, par contre, de s'étonner de voir les artisans ruraux rester épars, inorganisés, alors que la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats leur permet la constitution de groupements aptes à la défense de leurs intérêts professionnels (1).

Dès la fin du xix<sup>e</sup> siècle, en effet, les artisans de nos campagnes sont appelés à jouer un rôle de premier plan. Leur présence devient plus nécessaire que jamais. Or, un ensemble de corps de métiers, dont l'existence est une nécessité absolue, a des intérêts à défendre et doit être organisé dans ce but.

(1) Il n'est pas sans intérêt de souligner ici que la création de syndicats mixtes apparaissait à certains auteurs comme particulièrement désirable dans les professions artisanales. Ils estimaient qu'elle était d'autant plus rationnelle qu'il n'y avait guère de difficultés à réunir dans un même syndicat les ouvriers, apprentis et petits patrons puisqu'entre eux les contacts sont constants et que leur existence s'écoule côte à côte (Voir, notamment, en ce sens, Boissard. Le syndicat mixte, Institution professionnelle d'initiative privée (Thèse-Aix-1896). La réalité n'a nullement répondu à ces espérances, si ce n'est au sein de certaines organisations catholiques.

SECTION II. — DE LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE  
A NOS JOURS.

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par un développement intensif du machinisme dans le domaine agricole comme dans le domaine industriel. L'emploi des machines agricoles trouve d'ailleurs l'une de ses principales causes dans le dépeuplement des campagnes : seule la machine, en effet, est capable de remplacer les bras qui font défaut.

On constate donc que si les instruments agricoles ont été connus de temps immémorial, ils se perfectionnent considérablement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle; leur puissance s'accroît dans de grandes proportions et en même temps leurs formes, leur agencement s'adaptent mieux à tous les besoins de la pratique. Longtemps le cultivateur s'est contenté des modèles traditionnels que produisaient les charrons et forgerons de son village; mais quand, suivant l'exemple donné par l'Angleterre, de puissantes maisons de construction d'instruments agricoles se sont établies, quand, après quelques années de vente, elles ont pu pousser très loin la spécialisation de leur production et baisser leurs prix, le monde agricole a pris conscience de l'utilité qu'il y avait pour lui à employer l'outillage perfectionné qu'on lui offrait. A ce moment, beaucoup des opérations agricoles qui s'effectuaient autrefois à la main deviennent mécaniques, l'homme se bornant à diriger la machine. Ainsi le blé nous offre un exemple précis: il est, dès cette époque, semé à l'aide d'un semoir mécanique, récolté avec une moissonneuse-lieuse, battu avec une batteuse mécanique.

La même période voit, en outre, le commencement de la substitution du moteur inanimé au moteur animé: la vapeur et l'électricité pénètrent dans nos fermes, pour l'accomplissement des travaux intérieurs surtout, car eux seuls réunissent les conditions de concentration favorables à l'emploi d'un moteur inanimé (1).

Or, cette industrialisation de l'agriculture ne saurait se concevoir sans la présence au village d'artisans monteurs et réparateurs connaissant bien les métiers du fer. Placées, au début de leur utilisation, entre des mains inexpertes, les machines nouvelles font, en effet, une grande consommation de pièces de rechange. Si, à l'occasion de chaque accident, il faut qu'un spécialiste se déplace de l'usine, la réparation et l'entretien des machines représenteront de tels frais que leur utilisation ne sera plus possible. N'oublions pas cependant que toutes les machines agricoles sont construites en série avec des pièces indépendantes les unes des autres et qu'il est facile d'avoir en réserve telle ou telle pièce plus particulièrement sujette à

(1) D'après les statistiques établies par le Ministère de l'Agriculture, le nombre des machines agricoles employées en France au cours des années 1862, 1882, 1892, s'exprime par les chiffres suivants :

|                            | 1862      | 1882      | 1892      |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Machines à vapeur et loco- |           |           |           |
| mobiles .....              | 2.849     | 9.288     | 12.037    |
| Batteuses .....            | 100.733   | 211.045   | 251.798   |
| Semoirs .....              | 10.853    | 29.391    | 47.193    |
| Moissonneuses .....        | 8.907     | 16.025    | 23.432    |
| Faucheuses .....           | 9.442     | 19.147    | 38.753    |
| Charrues simples .....     | 3.206.421 | 3.267.187 | 3.404.489 |
| — polysocs .....           | »         | »         | 198.506   |
| — défonceuses .....        | »         | »         | 66.217    |
| Houes à cheval.....        | 25.846    | 195.410   | 251.798   |

Ces chiffres permettent de constater le développement intensif du machinisme agricole au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

avarie. Tous les éléments sont d'ailleurs numérotés, la plupart du temps, et il suffit de l'indication du numéro de la machine et de la pièce pour que la maison constructrice ou son dépositaire le plus proche puisse envoyer la pièce de rechange. Mais ce n'est pas tout d'avoir celle-ci : il faut encore la placer. S'il n'y a qu'un boulon à dévisser et à revisser, le cultivateur lui-même peut s'en charger, mais généralement, c'est beaucoup plus compliqué. Le fonctionnement de la machine a pu dérégler plus ou moins certaines pièces ; la pièce de rechange neuve ne s'adapte plus au lieu et place de l'ancienne. Il faut alors limer, ajuster, évider, aléser, c'est-à-dire faire appel à un homme du métier. Or, cet homme du métier ne saurait être, nous l'avons vu, un ouvrier envoyé par la maison constructrice : économiquement, ce serait une charge qui absorberait et au delà le bénéfice retiré de l'emploi de la machine. C'est donc le petit forgeron ou maréchal-ferrant du pays, qui a sous la main les outils nécessaires, qui a dans la main l'habileté et l'adresse indispensables, qui pourra seul remettre la machine en état.

Au surplus, il convient de remarquer que c'est bien souvent lorsque la machine sera en fonctionnement, c'est-à-dire au moment où elle sera indispensable, les travaux des champs devant se faire à date fixe, qu'un accident se produira. Dans ces conditions, la présence sur place d'un artisan réparateur est absolument nécessaire : si le cultivateur n'a personne sous la main pour faire, en plein travail, les réparations de fortune, il hésitera à employer les machines, quitte à payer très cher les ouvriers agricoles de plus en plus rares, ou, conséquence plus grave, à abandonner une partie de son train de culture.

Mais non seulement l'artisan mécanicien est nécessaire à la vie du paysan : il est, en outre, un puissant agent de vente et de publicité pour les maisons de construction d'appareils agricoles. Quel représentant peuvent-elles, en effet, trouver qui soit mieux qualifié que le forgeron ou le maréchal du pays, lequel est en contact permanent avec la population agricole, connaît ses besoins et bien souvent aussi ses ressources et ses facultés de paiement?

Les faits confirment d'ailleurs ces idées.

En effet, en 1911 « il existe en France une cinquantaine de grands constructeurs de machines agricoles. Indépendamment de ceux-ci, 400 ateliers s'occupent de la construction du matériel agricole, la moitié au moins sont des ateliers de petits artisans locaux qui servent souvent de représentants aux grandes maisons et se chargent des réparations ». Ainsi s'exprime le rapporteur de la question de la « Production des Machines agricoles » devant le Congrès de mécanique agricole organisé à Paris, les 22 et 23 février 1911, par la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture, en vue de faire connaître les progrès réalisés et ce qui reste à faire en matière de mécanique agricole. Le rapporteur général du Congrès note, au surplus, que « la vente du matériel agricole est assez difficile et doit se faire par un intermédiaire de la localité (quincaillier, forgeron, charron ou maréchal) ».

La plupart des professeurs départementaux d'agriculture ont, par ailleurs, adressé au Congrès un rapport sur la fabrication et l'emploi des machines agricoles dans leur département. Voyons ces principaux

rapports, en ce qui touche le rôle de l'artisan mécanicien à la campagne.

*1° Région du Nord-Ouest.*

En Ille-et-Vilaine, les propagateurs les plus efficaces des charrues brabant et des petits semoirs ont été certainement les maréchaux de village qui, après adoption de ces machines par des cultivateurs éclairés de leur voisinage ou à l'imitation de confrères voisins, se sont mis à construire des appareils analogues, puis sont devenus les représentants ou sous-agents des maisons de production. Ils ont ajouté peu à peu à leur commerce la vente des autres instruments agricoles (scarificateurs, herses), puis des faucheuses, râpeaux, faneuses et, en dernier lieu, des moteurs.

Dans l'Orne, trente ans avant le Congrès, les charrons ou petits mécaniciens locaux suffisaient à fabriquer les charrues, herses, rouleaux et autres instruments plus ou moins rudimentaires en usage dans le département. Mais, peu à peu, ces petits fabricants ont pris l'habitude de réparer les instruments nouveaux qu'il ne pouvaient fabriquer. Ils se sont ingénies à les imiter, puis décidés à les vendre; en combinant ainsi la vente avec la réparation, ils ont rendu de réels services aux cultivateurs. Ceux-ci, trouvant à leur portée des mécaniciens capables de faire toutes les réparations urgentes et ayant intérêt à les faire consciencieusement, ont pris l'habitude de leur réserver leurs achats. Aussi maintenant, jusque dans les moindres centres ruraux, il s'est établi des petits fabricants ou mécaniciens qui ont en magasin la plupart des instruments perfectionnés et qui en propa-

gent l'emploi autant qu'ils peuvent. Les réparations qu'il effectuent sont toujours faites convenablement.

Dans la Sarthe, les grandes usines de construction françaises et étrangères sont très largement représentées par tous les forgerons des chefs-lieux de cantons et des communes.

### *2° Région du Nord.*

Les rapports relatifs aux départements de l'Aisne et de l'Eure signalent que dans presque tous les cantons, il existe des ateliers de maréchaux ferrants qui se livrent exceptionnellement à la confection d'instruments agricoles et qui s'occupent toujours de réparations.

### *3° Région du Nord-Est.*

Dans les Ardennes, les maréchaux de village se livrent à une petite fabrication d'araires, scarificateurs, herse, houes, et en même temps et surtout à la réparation des machines et à la vente des pièces de rechange. Très nombreux sont les représentants pour la vente des machines soit françaises, soit étrangères. D'assez grosses maisons de représentation de grandes marques existent dans chaque sous-préfecture; ces maisons ont, à leur tour, un grand nombre de dépositaires soit dans les chefs-lieux de cantons, soit dans de simples villages, et ces dépositaires sont les maréchaux-ferrants. Il convient même de remarquer que l'emploi de la machinerie agricole n'a pu se généraliser dans ce département qu'autant que le cultivateur a été certain d'avoir à sa portée quelqu'un pour monter, mettre en marche, réparer les instruments et fournir les pièces de rechange. C'est d'ailleurs pour-

quoi le cultivateur préfère acheter sur place à un mandataire local, qui se chargera des réparations et de la fourniture des pièces de rechange, qu'à un syndicat ou une coopérative agricole qui, malgré les rabais assez considérables qu'ils sont en mesure d'obtenir, ne pourront jamais procurer les divers avantages que nous venons d'énumérer.

Notons un état de fait analogue dans la Marne, où le maréchal-ferrant fait les réparations courantes et se livre souvent à la représentation des grands constructeurs. L'acheteur préfère également s'adresser à ces représentants locaux, plutôt qu'aux groupements agricoles, car ceux-ci n'assurent pas le montage, la mise en marche et les réparations des appareils.

#### *4° Région de l'Ouest.*

En Touraine et dans le département de Maine-et-Loire, presque tous les forgerons et mécaniciens de village font à la fois la vente et la réparation des machines agricoles fabriquées par les grosses maisons de construction dont ils sont dépositaires. Ces représentants, qui vivent au milieu des agriculteurs et connaissent leurs besoins, ont beaucoup contribué aux progrès du machinisme au sein des campagnes tourangelles.

En Vendée, la plupart des forgerons de campagne construisent eux-mêmes la charrue brabant double, mais ils se contentent de représenter une grande maison pour beaucoup d'autres machines. Les agriculteurs, en achetant celles-ci sur place, ont la certitude de sortir plus facilement d'embarras lors de la mise en marche et des remplacements de pièces que s'ils s'adressaient à une grande maison installée dans une ville généralement éloignée.

Même son de cloche en Haute-Vienne où les forgerons, maréchaux, charrons, sont à la fois constructeurs d'appareils simples (hermes, rouleaux, etc...) et représentants de maisons de construction françaises et étrangères pour les appareils qu'ils ne fabriquent pas et, notamment, pour les faucheuses, les moissonneuses, les râteliers, les semoirs, etc...

#### *5° Région du Centre.*

La représentation de grandes maisons de construction dans chaque commune par le forgeron ou le charron n'y est pas encore aussi développée que dans les régions précédentes. Dans le Cher, la charrue du pays, construite par le forgeron de la localité, est toujours très répandue. Dans la Creuse, l'Indre, le Loir-et-Cher, les maréchaux et forgerons fabriquent ou plutôt montent des charrues, puisqu'ils se bornent à ajuster des pièces achetées au loin. Mais tous commencent à se familiariser avec les détails de construction de l'outillage mécanique et rendent de grands services aux agriculteurs pour la réparation des machines.

#### *6° Région de l'Est.*

Dans les Vosges, les charrons, maréchaux, forgerons, qui se confinaient autrefois dans la construction et la réparation des charrues, hermes, rouleaux, voitures, étendent leurs opérations à la plupart des instruments agricoles modernes. Et nous notons un fait analogue à celui rencontré dans le Nord-Est et l'Ouest: les associations agricoles font des essais infructueux dans le placement des instruments mécaniques; et les grands constructeurs qui n'ont pas de dépositaires locaux éprouvent de la difficulté à placer leurs produits, tandis que les cultivateurs s'adressent en foule aux

petits artisans de leur village qui leur garantissent la mise en marche et les réparations de leurs machines.

#### *7° Région du Sud.*

A part le Cantal et le Tarn, départements dans lesquels les cultivateurs et artisans ont tout à apprendre concernant la conduite, le montage et les réparations des machines agricoles, on trouve à peu près dans toutes les bourgades rurales des forgerons dont le rôle principal consiste dans l'entretien et la réparation de l'outillage agricole et dans la représentation des grosses maisons de construction de faucheuses, moissonneuses, râteleurs à cheval et charrues brabants. Dans l'Ariège, la Haute-Garonne, le Lot, l'Hérault, les machines sont souvent entièrement montées par les artisans locaux, qui font venir les pièces détachées et les adaptent dans leur petit atelier de village.

Dans l'Aveyron, on constate que les divers constructeurs de machines agricoles trouvent d'autant plus facilement à écouler leurs produits qu'ils possèdent dans les bourgs des représentants plus actifs, plus compétents, aux relations plus étendues. La plupart des agriculteurs, en effet, ne sont pas fâchés de trouver à leur portée des mécaniciens, ou tout au moins des forgerons habiles, qui non seulement viennent monter et mettre en train leurs instruments, mais qui encore exécutent les réparations et fournissent les pièces de rechange. C'est pour cette raison que les syndicats agricoles de ce département n'ont pas pris, au point de vue de la vente des machines, l'importance que l'on pouvait attendre d'eux.

#### *8° Région du Sud-Est.*

La plupart des maréchaux-ferrants et forgerons

construisent des outils agricoles simples et représentent les grandes maisons de construction. Il en est ainsi notamment dans les Hautes-Alpes, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône.

Quelles sont les conclusions à tirer de ces rapports ? En premier lieu, nous sommes frappés par leur concordance : que nous soyons en pays de grande, moyenne, ou petite culture, et quelle que soit la nature des productions, tous notent que l'outillage mécanique se développe plus facilement là où il existe un ou des artisans susceptibles de réparer les machines. En second lieu, nous remarquons que les maréchaux, forgerons, charrons des campagnes, ont suivi à peu près partout la même évolution ; ils ont commencé par fabriquer, d'une façon rudimentaire, les instruments de culture en se transmettant d'une génération à l'autre les procédés que leur avait appris l'expérience, puis ils ont essayé de copier les premières machines perfectionnées apparues dans leur village, enfin ils se sont mis à représenter les grandes maisons de construction et à réparer les instruments détériorés. A ce moment, ils deviennent les principaux placiers des grands constructeurs et concurrencent sérieusement les syndicats agricoles, en raison du fait qu'ils se trouvent installés d'une façon permanente au lieu même de l'utilisation de la machine qu'ils vendent et qu'ainsi ils peuvent mettre, au moment voulu, à la disposition du paysan, leurs connaissances techniques et leur habileté professionnelle.

Enfin, il convient de noter un fait essentiel : un groupe d'artisans ruraux va, à partir de cette époque, prendre une importance capitale qui ne sera pas at-

teinte par les autres corps de métiers ruraux, c'est le groupe des métiers du fer, des métiers qui comprennent tous les artisans susceptibles de s'intéresser à une machine, d'en comprendre le mécanisme et de la réparer. Les mécaniciens, les maréchaux, les forgerons, les charrons vont donc être les hommes indispensables au village. Cette tendance des métiers du fer, et surtout de la mécanique, à la prééminence, va d'ailleurs s'accroître avec les années, au fur et à mesure que se développera l'électrification des campagnes.

Nous avons vu ci-dessus en note le nombre de machines agricoles utilisées en France en 1892, soit près de 4.300.000. Ce nombre s'est certainement accru en 1911, au moment où se tient le Congrès de Mécanique Agricole. Malgré cela, on estime à ce moment qu'il faudrait encore 450.000 semoirs, 300.000 faucheuses, 400.000 moissonneuses, ce qui porterait l'ensemble de l'outillage à 5 millions et demi d'appareils mécaniques.

L'entretien de ce matériel formidable va incomber uniquement aux artisans ruraux spécialisés dans les métiers du fer. Seront-ils assez nombreux pour assurer leur tâche? Leurs connaissances techniques seront-elles suffisantes pour effectuer leurs travaux convenablement? Mais d'un autre côté, la standardisation croissante de la construction mécanique et la fabrication en série ne vont-elles pas réduire l'ampleur et la difficulté de leur tâche? Autant de questions que nous allons examiner en étudiant la situation de l'artisanat rural de nos jours.

---

## CHAPITRE III

---

### LE NOMBRE DES ARTISANS RURAUX DE NOS JOURS

---

Au cours du chapitre précédent, il nous a été permis de constater que si, dès la fin du xix<sup>e</sup> siècle et le commencement du xx<sup>e</sup> siècle, on entrevoyait le rôle de premier plan qu'était appelé à jouer l'artisanat rural dans l'économie agricole de notre pays, personne, par contre, n'envisageait l'hypothèse d'une crise de l'artisanat rural, personne ne se figurait qu'un jour les artisans de nos campagnes pourraient sinon disparaître, tout au moins diminuer dans des proportions telles que l'agriculture serait appelée à en souffrir.

On trouve trace, il est vrai, en 1908, d'une « Ligue Nationale pour le développement des industries rurales et agricoles » qui, dès 1904, existe déjà sous le nom d' « Association pour le relèvement des petites industries rurales ». Mais ce groupement ne s'occupe nullement d'artisanat rural. Conformément aux circulaires que ses dirigeants répandent en 1904, dans un but de propagande, cette Association se propose de « venir au secours de ces petits ateliers où se fabriquent, à l'aide d'outils très simples, des objets souvent pleins de cachet pittoresque et artistique et qui

ont, pendant des siècles, contribué à la vie et à la stabilisation de la population locale comme à la physiologie et à la richesse de la contrée ». Le même groupement se propose encore de « former la fermière à la bonne fabrication et à l'utilisation de tous les produits de la basse-cour, de la ruche, du verger, du potager ». Cette Association défend donc plutôt l'industrie à domicile que l'artisanat rural tel que nous l'avons défini. Les cultivateurs ont à peu près partout sous la main, à cette époque, les maréchaux-ferrants, charrons, bourreliers et maçons nécessaires à leur existence. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du silence qui entoure ces petits artisans.

De nos jours, par contre, la situation est tout autre et un concert de lamentations s'élève autour des mêmes artisans.

Dans les sphères parlementaires, des hommes politiques écrivent qu'ils entendent chaque jour « les gens de nos campagnes déplorer l'indifférence qui a vidé peu à peu les ateliers d'autrefois, éteint la forge du maréchal, rendu muette l'enclume au son clair, interrompu la gaie chanson du maçon ou du charpentier et chassé de nos villages, dont ils étaient l'activité et la joie, tous ceux-là, bourreliers, charrons, menuisiers, ouvriers de nos industries régionales, qui étaient pour nos cultivateurs les auxiliaires de chaque jour » (1). Au Congrès de l'Alliance Démocratique, en 1927, un sénateur, parlant de dépopulation des campagnes et d'artisanat, déclare : « Il y a là comme deux maux qui s'engendrent l'un l'autre, la désertion de la

(1) Voir *l'Artisan Français*, avril 1931. Article de M. Courtier, sénateur, sur « La taxe sur le chiffre d'affaires et les Coopératives d'Artisans ».

terre incitant les gens de métier à chercher ailleurs une clientèle qui paraît se raréfier, et le départ des artisans enlevant aux petites communes un élément de vie et de communauté dont l'absence diminue encore pour certains l'attrait de la vie des champs ».

Dans les milieux administratifs, nous trouvons au *Journal Officiel* un décret, en date du 25 décembre 1926, chargeant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts « de l'organisation et de l'administration des établissements et œuvres ayant pour but la formation des artisans ruraux ». Ce décret est précédé d'un rapport au Président de la République, signé des Ministres de l'Instruction Publique et de l'Agriculture, rapport dans lequel nous pouvons lire : « Le recrutement de l'artisanat rural est actuellement bien mal assuré. Dans un grand nombre de régions, il est tout à fait insuffisant au point d'y produire une véritable crise. Il y a là un danger sérieux qu'il faut conjurer à tout prix. La crise de l'artisanat rural est une des causes de l'exode rural : le malaise qu'elle engendre est en tout cas un obstacle au développement de la production agricole et au retour à la terre ».

La Revue Internationale du Travail elle-même consacre quelques lignes à la question et nous y lisons (1) qu'en France, le problème de l'exode rural est étroitement lié à celui de l'artisanat, mais qu'il est toutefois impossible de soutenir que le manque d'artisans à la campagne soit la cause de la désertion des villages.

(1) Voir *Revue Internationale du Travail*, juin 1928. Article intitulé « L'Evolution récente de l'Artisanat et ses problèmes ». Loc. cit.

Certains auteurs sont beaucoup plus affirmatifs. Ainsi M. Delage écrit dans les Cahiers du Redressement Français (1) : « On peut dire sans exagération que l'artisanat rural est mourant, mort dans certains endroits... Dans bien des cas, l'artisan a le premier quitté le village, attiré par l'usine ou par la ville, tout ce qui était neuf pour lui. Le paysan est alors parti après l'artisan parce que son départ lui enlevait toute possibilité de bien-être... Des gens vous disent : mettez le cinéma et le dancing aux champs, les paysans y reviendront. C'est une pauvre plaisanterie. Les paysans ne sont pas aussi futiles. Donnez-leur les auxiliaires dont ils ont besoin : les artisans ».

Les milieux artisanaux ont naturellement émis, eux aussi, leur avis en la matière. Tous parlent de crise dans l'artisanat rural, crise de recrutement surtout, ou parfois mauvaise répartition dans une région des artisans y existant. Le rapporteur de la question au Congrès National de l'Artisanat Français organisé en 1932 par la Confédération Générale de l'Artisanat Français cite comme exemple le département du Calvados, qui est un grand centre d'élevage de chevaux, et où il existe, en 1932, 4 apprentis maréchaux, dont 3 fils de patrons (2). Depuis longtemps d'ailleurs, cette Confédération organise chaque année dans différentes régions des manifestations en faveur de l'Artisanat rural.

Des groupements moins puissants s'émeuvent également et nous pouvons lire en octobre 1932, dans l'Artisan de Bourgogne et de Franche-Comté, organe offi-

(1) Voir Jean Delage, *l'Artisanat*, p. 94 et suiv.

(2) Voir *l'Artisan Français*, numéro de mai 1932.

ciel de la Fédération régionale des Artisans de ces provinces, que « nos campagnes ne connaissent plus guère le forgeron, le charpentier-menuisier-tapissier, le charron, le sellier-bourrelier-harnacheur, qui représentaient le travail et sa tradition ».

Qu'il s'agisse donc des milieux officiels ou artisanaux, partout nous entendons le même cri d'alarme : l'artisanat rural disparaît et cette disparition est une des causes — et même la seule cause, disent certains auteurs — de la dépopulation de nos campagnes.

La situation est-elle vraiment aussi angoissante ? Avant de donner une réponse, il faut nous reporter aux différentes enquêtes faites sur la question tant par les groupements agricoles ou artisanaux que par les pouvoirs publics.

#### SECTION I. — L'ENQUÊTE FAITE A LA SUITE DU XII<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL DE MUTUALITÉ ET COOPÉRATION AGRICOLES.

Effectuée au cours des années 1925 et suivantes, à la suite du XII<sup>e</sup> Congrès National de Mutualité et Coopération Agricoles tenu en 1924, cette enquête porte sur une soixantaine de départements. Elle contient malheureusement peu de chiffres. Voici le questionnaire adressé au Directeur des Services Agricoles de chaque département :

1° Les artisans ruraux sont-ils en nombre suffisant, insuffisant ?

2° S'ils sont insuffisants, quelle est la profession dont l'insuffisance est la plus considérable ?

3° Depuis combien de temps constatez-vous la diminution du nombre des artisans?

4° Quel est le motif de cette diminution?

5° Quelles sont, pour la culture, les conséquences de cette diminution?

6° Quels sont les moyens employés par la culture pour remédier à cette diminution?

7° Quels moyens préconisez-vous pour enrayer cette crise de l'artisanat?

8° Les groupements organisés dans votre département seraient-ils susceptibles de faire un effort pécuniaire pour faciliter le recrutement des artisans?

A la première question, 15 départements ont répondu que le nombre des artisans ruraux était suffisant; 45, par contre, l'ont déclaré nettement insuffisant. En Loire-Inférieure, notamment, on signale que 700 artisans de cette région ont disparu du fait de la guerre.

Les professionnels pour lesquels l'insuffisance se fait le plus vivement sentir sont, en général, les charrons, puis les maréchaux. La pénurie est moins accentuée chez les bourreliers. La plupart des départements signalent, en outre, le mauvais entretien des bâtiments agricoles par suite du manque de maçons et de couvreurs.

En ce qui concerne le laps de temps depuis lequel se fait sentir le manque d'artisans ruraux, il a été répondu que c'était en général depuis une dizaine ou une quinzaine d'années, mais surtout pendant et depuis la guerre.

Enfin, des réponses décevantes sont faites aux questions visant les moyens employés par les milieux ruraux ou préconisés par les Directeurs des Services agricoles pour remédier à la crise. La plupart des départements répondent, en effet, qu'aucun moyen n'est employé ou envisagé.

Cette enquête est trop peu précise pour que nous puissions en tirer des conclusions utiles. Elle présente un intérêt surtout historique, car ce fut une des premières enquêtes faites sur l'artisanat rural. Elle nous montre cependant qu'il y a déjà beaucoup de plaintes touchant l'abandon des ateliers de village par les petits artisans de toujours .

## SECTION II. — L'ENQUÊTE EFFECTUÉE EN 1927 PAR LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE L'ARTISANAT FRANÇAIS. (1)

Effectuée en accord avec la Direction de l'Enseignement technique, cette enquête a pour but de demander aux maires des communes rurales de faire connaître au moyen de fiches spécialement établies :

1° Si leur commune possède suffisamment :

a) De professionnels artisans nécessaires à la vie agricole, tels que bourreliers, selliers, maréchaux-fer-rants, charrons, forgerons, réparateurs de machines agricoles et autres mécaniciens;

b) De professionnels artisans nécessaires à sa vie propre, tels que coiffeurs, cordonniers, sabotiers, menuisiers, tonneliers, tailleurs et couturières, charpen-tiers, maçons, plâtriers, couvreurs, peintres, plom-biers, fumistes, électriciens, serruriers, vanniers.

(1) Voir *l'Artisan Français*, numéro de novembre 1928.

2° Quels sont les besoins par nature de professions?

3° Si des petits métiers manuels tels que : tissage, dentelle, broderie, horlogerie, etc..., peuvent y être installés facilement.

Les maires sont également priés :

1° De faire connaître s'il y a dans la commune des jeunes gens désirant apprendre un métier artisanal.

2° De demander aux artisans habitant leurs communes de faire connaître leurs desiderata au point de vue de l'exercice normal de leur profession.

3° De chercher parmi les ouvriers et artisans habitant les villes ceux désirant s'installer dans les communes rurales ayant besoin de professionnels et de faciliter leur installation.

4° De rechercher des débouchés permettant d'écouler la production des petites industries familiales pouvant être exercées dans les communes rurales.

A lire les buts que poursuit la C. G. A. F., en effectuant cette enquête, on est en droit de penser que celle-ci fournira les plus précieux renseignements sur la situation économique générale de l'artisanat rural. Non seulement d'ailleurs elle s'occupe de l'artisanat rural, tel que nous l'avons défini, mais, en outre, des professionnels tels que les horlogers dont l'activité n'a aucun rapport avec l'accomplissement des opérations agricoles. Elle envisage même, pour l'ensemble des populations rurales, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de compléter les occupations agricoles du paysan par un métier d'appoint exercé en famille, ce qui en réalité touche beaucoup plus aux problèmes de l'industrie à domicile qu'à ceux de l'artisanat rural au sens où nous l'entendons.

Mais hélas! les résultats donnés par cette enquête réalisent dans une bien faible mesure les espérances qu'avait fait naître en nous l'examen du questionnaire. Ce dernier n'a été, en effet, envoyé que dans huit départements. C'est bien peu pour avoir une idée d'ensemble sur la question et il n'est pas possible, dans ces conditions, de tirer des conclusions. Ce serait faire une induction qui véritablement n'aurait rien de scientifique que d'étendre aux quatre-vingt-dix départements de notre pays les résultats d'une enquête effectuée dans huit d'entre eux.

Au surplus, cette statistique est établie par un groupement artisanal dont l'intérêt est évidemment de grossir le mal pour avoir un motif de plus d'intéresser les pouvoirs publics à son activité. Les huit départements sur lesquels elle porte ont donc pu être choisis parmi ceux où le manque d'artisans ruraux se fait le plus vivement sentir.

Quoi qu'il en soit le tableau suivant exprime les résultats de l'enquête.

| Départements consultés | Nombre de communes dans lesquelles des demandes de renseignements ont été envoyées | Nombre de communes ayant répondu aux demandes de renseignements | Nombre de communes n'ayant pas besoin d'artisans | Nombre de communes demandant des artisans ou sollicitant la création d'industries artisanales |
|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Jura.....              | 495                                                                                | 205                                                             | 123                                              | 82                                                                                            |
| Loir-et-Cher...        | 260                                                                                | 121                                                             | 80                                               | 41                                                                                            |
| Haute-Marne..          | 490                                                                                | 251                                                             | 130                                              | 121                                                                                           |
| Puy-de-Dôme..          | 420                                                                                | 272                                                             | 120                                              | 152                                                                                           |
| Hautes-Alpes..         | 160                                                                                | 70                                                              | 23                                               | 47                                                                                            |
| Seine-et-Marne         | 460                                                                                | 239                                                             | 161                                              | 78                                                                                            |
| Isère.....             | 485                                                                                | 227                                                             | 87                                               | 140                                                                                           |
| Calvados.....          | 645                                                                                | 343                                                             | 251                                              | 92                                                                                            |
| <b>Totaux.....</b>     | <b>3.415</b>                                                                       | <b>1.728</b>                                                    | <b>975</b>                                       | <b>753</b>                                                                                    |

On peut voir par ces chiffres que sur 3.415 communes consultées, 1.728 seulement ont répondu et que 1.687 se sont abstenues de fournir des renseignements. Or, sur 1.728 communes, 753, soit 43 %, sollicitent la venue ou la création d'industries artisanales. Les artisans les plus demandés sont les maréchaux, les charrons-forgerons, les mécaniciens réparateurs de machines agricoles, puis les menuisiers, charpentiers, maçons, plâtriers, couvreurs, tonneliers, cordonniers. Les chiffres précédents nous montrent qu'il y aurait une véritable « disette » d'artisans dans les huit départements soumis à l'enquête; le mal serait terrible et les nombreuses plaintes que nous avons enregistrées ne seraient que trop justifiées en ce qui concerne ces régions.

La Confédération Générale de l'Artisanat Français n'a d'ailleurs pas adopté une interprétation aussi rigoureuse des résultats de son enquête. Voici comment s'exprime à ce sujet le Secrétaire Général de ce groupement dans son rapport à la Semaine de l'Artisanat rural tenue à Lyon les 6 et 7 novembre 1928 (1): « Sur 3.415 communes, 1.687 ne firent aucune réponse quoique la question intéressât au moins 50 % de celles-ci, et si l'on ajoute ces 50 % aux 975 communes pourvues d'artisans, on peut en conclure que sur 2.571 communes rurales, 1.818 ont un nombre suffisant d'artisans pour leurs besoins et que seules 753, près du tiers, en demandent; la crise existe donc bien et certainement, dans quelques années, ce nombre augmentera ». Il n'est pas besoin d'insister sur le peu de valeur que présente une telle argumentation. Pourquoi y a-t-il lieu

(1) Voir *l'Artisan Français*, numéro de novembre 1928.

d'admettre que l'enquête intéressait au moins 50 % des communes qui n'ont pas répondu, plutôt que la totalité, ou 75 ou 25 % ? Ne pourrait-on pas décider tout aussi bien que toutes les communes qui n'ont pas répondu étaient pourvues d'artisans et conclure que sur 3.415 communes, 753, soit 22 % seulement, souffraient de l'absence de ceux-ci ?

A notre sens, il n'est possible de comparer le nombre des communes demandant des artisans qu'à celui des communes ayant répondu, ce qui fait apparaître une crise d'une ampleur effrayante. Nous allons heureusement trouver des résultats beaucoup plus rassurants dans une enquête scientifique organisée récemment par le Ministère du Travail et que nous allons examiner. Mais pour en finir avec la statistique de la Confédération Générale de l'Artisanat Français, répétons qu'il est bien vain de tirer des conclusions générales d'une enquête portant sur 3.415 communes, alors que le dernier recensement de la population effectué le 8 mars 1931 en fait apparaître, pour l'ensemble du territoire, 38.000 dont l'immense majorité est composée par des communes rurales. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter plus longuement à cette tentative d'enquête.

### SECTION III. — L'ENQUÊTE EFFECTUÉE AU COURS DES ANNÉES 1928 ET 1929 PAR LES OFFICES RÉGIONAUX DE PLACEMENT SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTÈRE DU TRAVAIL (1).

Cette enquête présente certainement plus de garanties que les précédentes. Elle est effectuée, en effet, par

(1) Voir le *Bulletin du Ministère du Travail*, année 1929. Tome IV. Octobre-Décembre.

des organismes — les offices régionaux de placement — qui non seulement présentent toutes garanties d'impartialité, mais qui, en raison de leurs attributions, sont mieux placés que quiconque pour rechercher et connaître les besoins de main-d'œuvre de leur région.

C'est l'Office Régional de Lyon qui, le premier, en 1928, a l'idée de cette statistique et qui envoie à tous les maires des communes englobées dans sa circonscription le questionnaire suivant :

1° Votre commune manque-t-elle d'artisans appartenant aux professions suivantes : maçon, peintre, plâtrier, menuisier, charron, forgeron, serrurier, réparateur de machines agricoles, électricien, cordonnier, tailleur, etc...?

2° Désirez-vous que l'Office Départemental de placement essaye de vous trouver les artisans qui vous manquent et de les mettre en rapport avec votre mairie?

3° La commune pourrait-elle indiquer ou procurer aux postulants un atelier ou une habitation de famille?

4° Une clientèle suffisante semblerait-elle pouvoir être assurée à ces derniers?

5° Au besoin, la commune consentirait-elle aux nouveaux venus, au moins pour le début, quelques avantages afin de faciliter leur installation (subventions, avances sur nantissement, garantie d'un chiffre d'affaires minimum, etc...)?

En 1929, à la demande du Ministre du Travail, les divers offices régionaux de placement de France envoient, dans les communes de leurs circonscriptions respectives, le même questionnaire. Tous, à l'exception

de celui de Strasbourg (1), font parvenir au Ministère le dépouillement des réponses recueillies, et c'est par la coordination de celles-ci que les Services de l'Administration Centrale du Travail arrivent à « faire le point » en ce qui concerne la situation exacte de l'artisanat rural.

Remarquons tout de suite que cette enquête touche exclusivement à l'artisanat rural tel que nous l'entendons : les petites industries à domicile, le métier d'appoint y sont complètement laissés de côté. Elle est donc plus limitée, partant plus précise que la précédente.

Remarquons en second lieu qu'elle englobe un très vaste champ d'investigation, savoir : 63 départements, 25.869 communes ont reçu le questionnaire et 18.187 y ont répondu, soit 70,30 %. Il est donc permis de tirer des conclusions générales d'une telle enquête dont les résultats figurent dans le tableau ci-annexé (p. 50).

Nous constatons que sur 18.187 communes, 1.704 seulement demandent des artisans, soit 9,36 % (2) et que parmi ces 1.704 communes, 1.129 d'entre elles demandent au total 2.129 artisans, soit moins de deux artisans par commune, 19 artisans pour 10 communes

(1) En ce qui concerne la région de Strasbourg, nous trouvons des éléments statistiques dans le rapport moral et administratif de la Chambre des Métiers d'Alsace (année 1930). Alors qu'en 1924, les petites et moyennes communes des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin demandaient 683 artisans, elles n'en demandent plus que 381 en 1930 ! La crise — si même il y avait crise — paraît donc sérieusement enrayée. Au surplus, alors que dans le chiffre de 683 n'étaient pas comprises en 1924 les demandes de charpentiers, couvreurs, ferblantiers, plâtriers et sabotiers, ces demandes représentent un total de 49 unités en 1930. Ce sont donc les nombres 683 et 332 qu'il convient de comparer, ce qui fait ressortir une diminution de plus de 50 % en 6 ans ! Les artisans les plus demandés sont les cordonniers, les charrons, les forgerons, les tailleurs, les selliers.

(2) Remarquons qu'une erreur s'est glissée dans le *Bulletin du Ministère du Travail* qui indique une proportion approximative de 0,9 % au lieu de 9 %.

approximativement. Nous voilà loin des chiffres — même rectifiés — donnés par l'enquête de la Confédération Générale de l'Artisanat Français!

Notons d'ailleurs que les artisans les plus demandés par les communes qui sont privées de leurs services sont ceux dont l'activité est indirectement en rapport avec l'exécution des opérations agricoles. Ce ne sont pas, en effet, les charrons, forgerons, réparateurs de machines qui viennent en tête dans les demandes, mais les cordonniers, les tailleurs d'habits, les maçons. On demande deux fois plus de cordonniers que de réparateurs de machines agricoles!

Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer outre mesure du manque d'artisans ruraux. Il est numériquement beaucoup moins important qu'on a bien voulu le dire et en tout cas ce ne sont pas les artisans les plus nécessaires à la culture qui font défaut.

Au surplus, il convient de lire les communications que les Directeurs des Offices Régionaux de placement ont fournies à l'appui des chiffres cités plus haut. L'opinion générale est que l'insuffisance — bien relative — des artisans ruraux a des conséquences beaucoup moins funestes qu'on le prétend d'ordinaire.

Ainsi, d'après les renseignements fournis par l'Office de Marseille, la crise de l'artisanat rural existe réellement, mais elle est d'une importance moindre que celle qu'on lui attribue généralement et n'a pas en tous cas de répercussions excessivement fâcheuses sur la vie économique. Il n'en est toutefois pas de même dans certains départements tels que la Corse et les Basses-Alpes où la crise sévit sérieusement, ce qui s'explique par le manque de débouchés qui seraient

| Désignation des<br>Offices régionaux<br>de placement | Nombre de                      |                               |                                | Pourcen-<br>tage des<br>communes<br>ayant ré-<br>pondu | Communes<br>ne deman-<br>dant pas<br>d'artisans | Communes<br>deman-<br>dant des<br>artisans |
|------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------|
|                                                      | départe-<br>ments<br>consultés | commu-<br>nes con-<br>sultées | commu-<br>nes ayant<br>répondu |                                                        |                                                 |                                            |
| Paris .....                                          | 18                             | 9.413                         | 6.357                          | 67,53                                                  | 5.782                                           | 575                                        |
| Lyon .....                                           | 10                             | 3.605                         | 2.460                          | 68,23                                                  | 2.193                                           | 267                                        |
| Marseille .....                                      | 7                              | 1.532                         | 880                            | 57,44                                                  | 725                                             | 155                                        |
| Toulouse .. ...                                      | 10                             | 3.979                         | 2.896                          | 72,78                                                  | 2.637                                           | 259                                        |
| Lille .....                                          | 4                              | 2.905                         | 1.579                          | 54,35                                                  | 1.399                                           | 180                                        |
| Nantes .....                                         | 14                             | 4.435                         | 4.015                          | 90,52                                                  | 3.747                                           | 268                                        |
| Totaux .....                                         | 63                             | 25.869                        | 18.187                         | 70,30                                                  | 16.483                                          | 1.704                                      |

(1) Ce pourcentage est établi par rapport au nombre des communes ayant répondu.

(2) Ces 2.129 demandes sont effectuées par tous les Offices, sauf celui de Paris, soit la demande moyenne par commune est donc :  $2.129 : 1.129 = 1,87$ . Les 2.129 demandes se trouvent dans le tableau annexé dans la colonne « Observations ».

| Pourcentage des communes demandant des artisans (1) | Nombre d'artisans demandés par les communes | Nombre moyen d'artisans demandés par commune | Personnel proposé par les Offices | OBSERVATIONS        |                                    |                                                                                |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| 9,04                                                | n'a pas répondu                             |                                              | 49                                | PROFESSIONS         | Nom-<br>bre<br>de<br>deman-<br>des | Pour-<br>centage<br>par rap-<br>port au<br>nombre<br>total de<br>deman-<br>des |
| 10,85                                               | 372                                         | 1,39                                         | 61                                |                     |                                    |                                                                                |
| 17,61                                               | 446                                         | 2,87                                         | 33                                |                     |                                    |                                                                                |
| 8,94                                                | 717                                         | 2,76                                         | 14                                |                     |                                    |                                                                                |
| 11,39                                               | 43                                          | 0,23                                         | »                                 |                     |                                    |                                                                                |
| 6,67                                                | 551                                         | 2,05                                         | 130                               |                     |                                    |                                                                                |
| 8,36                                                | 2.129 (2)                                   | 1,87                                         | 287                               |                     |                                    |                                                                                |
|                                                     |                                             |                                              |                                   | Divers :            |                                    |                                                                                |
|                                                     |                                             |                                              |                                   | Bourrelliers .....  |                                    |                                                                                |
|                                                     |                                             |                                              |                                   | Vanniers .....      |                                    |                                                                                |
|                                                     |                                             |                                              |                                   | Sabotiers .....     | 440                                | 20,73                                                                          |
|                                                     |                                             |                                              |                                   | Coiffeurs, etc..... |                                    |                                                                                |
|                                                     |                                             |                                              |                                   | Totaux .....        | 2.129                              | 100 %                                                                          |

par 1.704 — 575 = 1.129 communes. La de-  
lécomposent comme il est indiqué dans le

éventuellement offerts aux artisans ruraux. En raison du peu de richesses naturelles de ces régions et des difficultés rencontrées dans l'exploitation des richesses existantes, les populations rurales s'y trouvent pauvres et clairsemées. C'est à cause de la situation dans ces deux départements, que le pourcentage des communes dépendant de l'Office de Marseille et réclamant des artisans s'élève à 17,61 et que le nombre moyen d'artisans demandé par commune s'élève à 2,87. Ce sont les deux plus forts pourcentages enregistrés au cours de l'enquête. Ils sont nettement supérieurs à la moyenne générale.

L'Office de Lille signale que la pénurie est très peu importante, surtout dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme. S'il n'en est pas tout à fait de même dans l'Aisne, l'artisan qui fait défaut dans une commune se trouve dans la localité voisine. Remarquons d'ailleurs que dans la circonscription de cet Office, le nombre moyen d'artisans demandé par commune ressort à 0,23. C'est le plus faible chiffre donné par la statistique.

Pour l'Office de Lyon également, la pénurie d'artisans ruraux est moindre qu'on le conçoit d'ordinaire.

Quant à l'Office de Toulouse, il signale que la crise n'a pas l'étendue que d'aucuns prétendent et qu'en tout état de cause, les intéressés eux-mêmes, quand ils affectent de s'en plaindre, ne paraissent pas disposés à agir pour la faire cesser. « On ne se préoccupe pas, dit le Directeur de cet Office, de donner les moyens de vivre à l'artisan et quand celui-ci s'est décidé à partir, on jette de hauts cris parce qu'on n'a plus sous la

main l'homme à tout faire dont l'utilité enfin apparaît ».

La plupart des Offices remarquent, du reste, que s'il est vrai que des artisans manquent dans différentes communes, la clientèle qu'ils y trouveraient ne serait pas suffisante pour garantir à de nouveaux venus qu'ils pourront vivre de leur travail. L'Office de Lille fournit à ce sujet les renseignements suivants : sur les 180 communes de sa circonscription réclamant des artisans, communes réparties entre les quatre départements de l'Aisne, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, 29 seulement pourraient assurer la vie de l'artisan; pour les autres, en certains cas, le logement même ferait défaut. Comment, dans ces conditions, peut-on espérer qu'un artisan viendra s'installer dans ces campagnes?

L'Office de Paris, qui englobe 18 départements, signale de son côté les mêmes difficultés de moyens d'existence et de logement.

Les rapports de Lyon et Marseille font observer également que si les habitants des campagnes regrettent parfois de ne pas avoir sous la main les artisans nécessaires, ils reconnaissent que, dans la plupart des cas, ceux-ci n'auraient pas assez de clientèle pour assurer leur existence.

Cette unanimité des Directeurs des Offices Régionaux à déclarer que le manque d'artisans provient du manque de clientèle, nous incite fortement à penser qu'il n'y a pas de véritable crise de l'artisanat rural. Une crise implique nécessairement une idée de déséquilibre entre la production et la consommation: ou bien la production est inférieure à la consommation,

ou bien celle-ci n'absorbe pas la totalité de la production. La situation est toute différente en matière d'artisanat rural : si l'on ne trouve pas des artisans dans tous les villages, c'est que la clientèle est clairsemée, c'est donc que les besoins des habitants reçoivent à peu près satisfaction ; il n'y a pas de production parce qu'il n'y aurait pas une consommation suffisante. On ne saurait donc dire qu'il y a crise. Sans doute, on entendra maugréer quelques habitants qui seront obligés, une fois ou deux dans l'année, d'aller à la ville voisine faire réparer leurs chaussures, ou acheter une paire de sabots. Mais la crise de l'artisanat rural se borne, en réalité, à ces quelques récriminations. Bien plus, il résulte de l'enquête du Ministère du Travail que beaucoup d'artisans ruraux se plaignent qu'on ne s'adresse à eux que pour de menus travaux et que les grosses commandes sont effectuées à la ville voisine où les cultivateurs trouvent, sinon des prix plus avantageux, tout au moins un choix plus grand. C'est là un son de cloche tout à fait nouveau et une attitude assez paradoxale de la part des cultivateurs qui réclament à grands cris la présence, dans leur village, « d'hommes à tout faire » et qui, en même temps, délaissent les artisans installés pour aller faire exécuter leurs travaux à la ville !

A dire vrai, nous pouvons conclure avec le Directeur de l'Office Régional de Placement de Nantes que ce n'est pas à proprement parler une crise de l'artisanat rural qui existe dans nos départements, mais qu'une transformation s'est opérée dans les divers métiers ruraux. Cette transformation est le résultat de l'organisation actuelle de l'industrie et du commerce.

## CHAPITRE IV

---

### L'INFLUENCE DE L'ORGANISATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE MODERNE SUR LES METIERS RURAUX

---

La concentration des entreprises et ses conséquences, notamment la production en grande série, d'une part; le développement prodigieux des transports, d'autre part, constituent les traits caractéristiques de notre organisation industrielle et, dans une plus faible mesure, de notre organisation commerciale.

Or, grâce aux magasins à succursales multiples, grâce à l'automobile qui permet aux représentants régionaux de visiter une nombreuse clientèle, une multitude d'objets fabriqués autrefois sur place parviennent aux cultivateurs sans passer maintenant par les mains de l'artisan. Au surplus, les procédés de fabrication en grande série permettent au consommateur de faire des achats à des prix beaucoup plus avantageux. Qu'il nous suffise de citer à titre d'exemple la fabrication mécanique des sabots et des chaussures, ou la confection en grande série des vêtements. Une grosse partie de la clientèle se trouve, dans ces conditions, détournée de l'atelier de l'artisan rural.

En second lieu, la production en grande série des objets les plus divers a pour conséquence de bouleverser parfois totalement la technique professionnelle de l'homme de métier. Beaucoup d'articles qu'il confectionnait entièrement il y a quelques années lui parviennent maintenant déjà ébauchés ou façonnés : il n'y a plus qu'à les mettre en place après les avoir ajustés tant soit peu. Ce changement complet de la technique professionnelle se trouve encore accru du fait que la force motrice, rare autrefois, est maintenant à domicile à la disposition de l'artisan, grâce aux grosses sociétés de distribution d'énergie électrique qui seules sont à même d'assurer l'électrification rurale dans des conditions pécuniaires abordables.

#### SECTION I. — LA CONCURRENCE ENTRE LA PRODUCTION DES ARTISANS RURAUX ET LA FABRICATION EN GRANDE SÉRIE.

Il est évident a priori que la production en grande série ne peut exister que pour les objets de grande consommation. Chaque fois donc qu'un artisan produit un article de consommation courante, il se voit concurrencer sérieusement par la grande usine qui fabrique à meilleur compte le même objet. Ceci est vrai aussi bien pour l'artisan rural que pour l'artisan des villes. Dans ces conditions, ou bien l'artisan disparaît, ou bien il est condamné au simple raccommodage de ce qu'il fabriquait autrefois. « Le cordonnier est réduit aux fonctions de savetier; l'horloger répare les mouvements de montres et pendules qui ne viennent plus de chez lui (1) ». Parfois même, les métiers

(1) G. Renard et A. Dulac. *L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans*. Paris 1912.

sont atteints dans leur indépendance. L'artisan, pour pouvoir vivre, est obligé d'apporter ses connaissances techniques et son travail à la grande entreprise. Nous voyons donc des peintres, des tourneurs, des ébénistes, des menuisiers qui sont attachés à une grande fabrique de meubles, — des charrons, des selliers, des bourreliers, des vernisseurs qui travaillent pour le compte d'une grande fabrique de carrosserie. Les artisans rentrent alors « dans la catégorie du travail loué; ils ne sont plus vraiment leurs maîtres et ils ne besognent plus à leur heure et à leur guise. Ils sont soumis à la réglementation qui est un des caractères distinctifs de la grande industrie : ils sont descendus au rang de salariés » (1).

Dans certains cas, cette évolution peut cependant rencontrer des obstacles. Il en est ainsi notamment en matière de construction mécanique. L'enquête du Ministère du Travail nous a montré que les réparateurs de machines agricoles étaient loin d'être les artisans qui font le plus défaut dans nos campagnes. L'importance du rôle qui leur est dévolu dès 1911 — importance constatée au Congrès de Mécanique Agricole dont nous avons examiné précédemment les conclusions — ne fait que croître depuis cette date. Tout progrès technique, réalisé dans l'industrie, l'agriculture ou les moyens de transport, aboutit, en effet, à un développement de la construction mécanique. Or, bien souvent celle-ci consiste dans une mise en place, dans l'utilisation d'éléments déjà fabriqués en grande partie. « Si l'objet à produire n'est pas de dimensions importantes, si d'autre part il ne doit pas être livré

(1) G. Renard et A. Dulac. Op. cit.

en grand nombre de telle manière qu'il ne soit plus question de le fabriquer en série, une petite installation peut suffire (1) ». La construction et la mise au point des machines agricoles utilisées dans les villages satisfont pleinement aux conditions visées ci-dessus. La petite entreprise artisanale est, dès lors, tout à fait à sa place en cette matière; elle présente même l'avantage de s'adapter plus exactement aux besoins de la population locale; elle offre, en outre, la possibilité d'effectuer les réparations.

En résumé, la grande entreprise se heurte dans ce domaine à deux obstacles qui entravent ses progrès. D'une part, la fabrication est extrêmement variée, les cultivateurs préférant d'une région à l'autre tel ou tel montage de charrue ou de faucheuse; par suite, la production en série n'est pas possible. D'autre part, la mise au point sur place de la machine et les réparations supposent la résolution d'une série de problèmes pour la solution desquels il faut avoir sous la main l'homme possédant les connaissances techniques nécessaires.

Les faits confirment la théorie précédente. Il résulte en effet, de l'Annuaire de la Construction Mécanique Agricole publié en 1927, à Paris, qu'il existe en France environ 1.900 constructeurs de machines agricoles. Or, la plupart d'entre eux sont établis dans des communes rurales et il n'y a guère qu'une centaine de maisons ressortissant à la grosse industrie. En faisant abstraction du département de la Seine, il existe une moyenne de 20 constructeurs par département. L'en-

(1) P. de Rouziers. Les grandes industries modernes. Tome II. La Métallurgie, Paris 1925.

semble des fabricants est réparti avec une assez grande régularité. Seuls la Corse et le Var n'en possèdent aucun. Si des départements de peu d'importance agricole, comme l'Ardèche, la Corrèze, la Lozère, ne comptent que quatre et cinq constructeurs locaux, d'autres, par contre, en comptent une quinzaine ou une vingtaine, voire même une trentaine.

Mais non seulement la grosse industrie n'a pu faire disparaître les petits constructeurs de machines agricoles. Elle a encore dû faire appel, et dans des proportions beaucoup plus grandes qu'à l'époque où a été faite l'enquête soumise à l'examen du Congrès de Mécanique Agricole, à tous les petits artisans du fer répandus dans les campagnes pour arriver à placer ses produits. De la statistique que nous a permis d'établir l'Annuaire de la Construction Mécanique Agricole, il résulte qu'il existe en France près de 5.300 dépositaires de machines; 2.500 d'entre eux ressortissent aux cadres de l'artisanat rural, soit une proportion de 47 %. Parmi ces 2.500 professionnels, nous trouvons environ 960 maréchaux-ferrants, 570 réparateurs de machines agricoles, 460 mécaniciens, 190 serruriers, 160 charrons, 140 forgerons, le reste étant constitué par des ferblantiers, taillandiers, etc. La même statistique permet de se rendre compte que ce pourcentage de 47 % est, à peu de chose près, le même dans toutes les régions de la France. Il est d'ailleurs légèrement inférieur à la réalité, certains dépositaires s'intitulant marchands de cycles et étant en même temps mécaniciens. Faute de précisions complémentaires, ils n'ont pu être compris dans la statistique.

En tout état de cause, il nous est permis de conclure.

Certains métiers spécialisés dans la fabrication d'objets de consommation courante ont été concurrencés par la grosse industrie, concurrence d'ailleurs aggravée par le développement des transports automobiles. Dès 1912, MM. Renard et Dulac écrivaient dans leur ouvrage sur l'évolution industrielle et agricole (Op. cit., p. 175): « C'est là surtout où les débouchés sont restreints, où les chemins de fer ne pénètrent pas encore, que les artisans se perpétuent avec succès ». De nos jours, s'il existe encore des régions où les chemins de fer ne pénètrent pas, l'automobile, par contre, arrive partout et nos artisans cordonniers, tailleurs, bourrelliers, etc..., n'ont pas tardé à en ressentir les conséquences, funestes à leur point de vue, avantageuses au contraire pour les consommateurs.

Mais tous les métiers ruraux touchant à la mécanique, tous ceux ayant des rapports plus ou moins éloignés avec la construction mécanique ont vu leur position renforcée par une double nécessité: pour le gros constructeur, nécessité d'avoir un représentant sur le lieu même d'utilisation de sa fabrication; pour l'utilisateur, nécessité d'avoir à proximité le technicien qui, le cas échéant, lui apportera l'aide indispensable au fonctionnement normal de ses appareils. Cette évolution a du reste entraîné les plus heureuses conséquences pour les maréchaux-ferrants qui, malgré le grand nombre de chevaux existant encore dans nos campagnes, risquaient de voir peu à peu disparaître leur clientèle en raison de la substitution croissante des moteurs inanimés aux moteurs animés. La vente et la réparation des machines agricoles sont maintenant le complément habituel des travaux de ces artisans qui deviennent les hommes indispensables, également ca-

pables de faire marcher le cheval, rouler l'auto, tourner un moteur, toutes les fois que ces divers travaux ne présentent pas de difficultés techniques exceptionnelles.

## SECTION II. — LA NOUVELLE TECHNIQUE

### DES MÉTIERS.

§ 1<sup>er</sup>. — *Les modifications apportées à la technique des métiers par l'emploi de certains objets fabriqués mécaniquement.*

En 1912, MM. Renard et Dulac constataient (loc. cit.) que l'artisan se procurait les matières premières nécessaires à l'exercice de sa profession une fois qu'elles sont déjà à demi fabriquées et que son rôle n'était plus que d'achever ou de mettre en place ce qui lui venait de la grande usine.

Exacte en 1912, cette remarque s'impose encore davantage de nos jours. L'artisan fabricant tend de plus en plus à disparaître, remplacé par l'artisan façonnier, installateur ou réparateur.

En matière d'artisanat rural, la maréchalerie nous en fournit une preuve éclatante. Nulle part maintenant, nous ne trouvons un patron maréchal qui forge lui-même d'une façon courante ses fers ordinaires. Il achète ses fers tout préparés et se contente de les ajuster et de les poser. C'est vers 1825 que les premiers fers mécaniques furent fabriqués, mais ils ne devinrent d'un usage courant que vers 1890. Cette fabrication, qui pendant de longs siècles fut essentiellement artisanale en raison même de son caractère manuel, n'a, à l'heure actuelle, plus rien d'artisanal. Elle est effectuée, au contraire, par une puissante industrie qui

doit posséder, pour la mener à bien, un important outillage nécessitant de gros capitaux. La fabrication mécanique d'un fer s'effectue, en effet, à l'aide de cinq machines : un laminoir universel à 4 cylindres, une machine à cintrer, un pilon à étamper ou à poinçonner, un pilon à parer, une poinçonneuse. Or, au 31 décembre 1930, il existait en France 2.924.230 chevaux et dans une année un cheval consomme 8 ferrures pesant en moyenne 3 kg. 200; la consommation totale annuelle pour l'ensemble du territoire s'élève donc à  $3 \text{ kg. } 200 \times 8 \times 2.924.230 = 74.860 \text{ tonnes}$ . On voit par là que la fabrication des fers réunit toutes les conditions pour donner naissance à une industrie des plus modernes et florissantes, où la production en grande série pourra être poussée à ses extrêmes limites. Au surplus, malgré les vives critiques dont ils ont été l'objet au début de leur apparition, les fers mécaniques présentent autant de qualités et de garanties que les fers forgés à la main. Aujourd'hui surtout, on est arrivé à un grand perfectionnement et les machines fournissent des fers bien faits qui sont supérieurs à ceux forgés à la main. Par ailleurs, il faut reconnaître que le jour où l'on a pu fabriquer des fers au moyen d'appareils mécaniques, on a beaucoup soulagé l'ouvrier et rendu la pose du fer plus facile. « Tout le monde a vu des maréchaux soudant et forgeant des fers représentant souvent un poids de 2 kilos et même plus. L'état de dépression et de fatigue que ce travail amène leur donne un tremblement tel qu'il leur est matériellement impossible d'écrire ou de faire quoi que ce soit qui demande un peu de soin. Et certes, on peut se demander comment après avoir forgé un certain nombre de fers, ils peuvent se livrer

à cette tâche si délicate de ferrer un cheval, c'est-à-dire d'implanter des clous dans la paroi de corne qui n'a que quelques millimètres d'épaisseur (1). »

Enfin, les fers forgés à la main, surtout par les maréchaux de campagne, présentaient, en général, l'inconvénient d'être beaucoup trop lourds, ce qui détériorait le sabot et gênait le cheval dans sa marche, inconvénient qui a disparu avec la fabrication mécanique (2).

Pour toutes ces raisons, l'industrie des fers mécaniques a pris, de nos jours, un essor considérable. La spécialisation elle-même s'y est introduite et certaines maisons de Crouy (Aisne), des Trillers (Allier), de Saint-Brieuc, de Riom et de Lyon, ne fabriquent que des fers pour les bovins. D'autres usines fabriquent diverses séries de fers pour les chevaux : séries de culture, séries de ville, séries spéciales. Toutes ces catégories sont elles-mêmes extrêmement subdivisées et l'on prévoit à peu près tous les besoins à satisfaire. A l'heure actuelle, la concentration est tellement poussée dans cette nature d'industrie qu'il existe même un « Comptoir des fers à cheval » composé des maisons suivantes :

1° Société Anonyme des fers à cheval d'Amiens (ancienne maison Sibut).

2° Gauthier et Cie, à Anzin.

3° Géhu père, frères et sœurs, à Hautmont (Nord).

4° Forges de l'Espérance, à Louvroil, près Maubeuge (ancienne maison Dumont).

(1) Lavalard. La Maréchalerie. Paris, 1919.

(2) On a reproché à l'emploi des fers mécaniques d'habituer le maréchal à trouver le travail tout préparé et de lui faire perdre l'habileté nécessaire lorsqu'il s'agit pour lui de forger un fer pathologique, qui ne peut être évidemment fabriqué en série. A notre avis, ce reproche n'est pas justifié surtout à la campagne où le maréchal ferrant a bien souvent assez d'objets divers à forger pour « entretenir sa forme ».

En dehors de ce comptoir, nous trouvons comme autres usines de fabrication les Forges et Aciéries de Commercy, Schneider et Cie, au Creusot, enfin, d'autres usines de moindre importance à Valenciennes, Vénissieux (Rhône), Feignies (Nord) et Laudun (Gard).

Il est intéressant de constater d'ailleurs que ce développement de la fabrication mécanique des fers n'est pas particulier à la France et se rencontre également à l'étranger, surtout en Angleterre, en Allemagne, au Danemark. M. Lavalard, dans son ouvrage sur la Maréchalerie (Op. cit., p. 65 et seq.) note que « les étrangers ont été poussés plus vite qu'en France à se servir de fers mécaniques. Dans toutes les grandes villes, depuis longtemps, les maréchaux ne forgent plus qu'exceptionnellement pour les cas spéciaux; il en est de même pour les campagnes. Nous avons été très étonnés de voir en Suisse les maréchaux n'employer que des fers fabriqués en Allemagne et en Autriche... En Allemagne, la tendance actuelle est à employer les fers fabriqués mécaniquement et les usines sont très nombreuses... Dans les pays du Nord, on donne maintenant la préférence aux fers mécaniques dans les ateliers de maréchalerie même dans les campagnes... L'Amérique comme toujours n'est pas restée en arrière et fabrique même des fers dont la matière est si malléable qu'il est inutile de les mettre au feu pour les ajuster ». Les principales usines de fabrication existant dans ces pays sont: en Angleterre, la maison Henri Wooldrige et la Société « The Horse Shoe and Nail Manufacturing Company of London »; en Allemagne, les maisons O. Rohrig, à Brunswick, Ernest Laar et fils, à Sinn (province de Hesse Nassau),

Funske et Hueck, à Hagen (Westphalie); au Danemark, la grande fabrique de Copenhague (Kjobenhawns Hesteskofabrik Tagensvei).

Mais il y a plus : non seulement la grande industrie s'est attribuée l'apanage de la confection mécanique des fers; c'est elle qui maintenant fabrique aussi les clous nécessaires à la pose de ceux-ci. Cette fabrication est plus récente que celle des fers. C'est en 1878, à l'Exposition Universelle de Paris, qu'apparaît le premier clou de bonne qualité fabriqué mécaniquement. Il vient d'Amérique, des usines Goodenough, et depuis cette époque, la fabrication du clou à la main par les maréchaux n'existe pour ainsi dire plus. La nouvelle industrie trouve d'ailleurs là un débouché merveilleux. Les techniciens évaluent approximativement la consommation annuelle en France à 5.800 tonnes pour les chevaux et 320 tonnes pour les bœufs. Au surplus, elle nécessite un outillage assez important (24 machines à forger, 13 machines à affiler, 6 tambours à blanchir les clous, 2 raboteuses, 6 tours parallèles, 1 mortaiseuse, 2 machines à percer et 130 CV de force motrice pour une usine moyenne). Aussi trouvons-nous tant en France qu'à l'étranger de nombreuses maisons présentant tous les caractères de l'industrie concentrée et produisant en grande série. Les grandes marques connues sont les clous Lions, à Oslo, Couronne, à Oslo également (cette marque est aussi fabriquée en France à Duclair dans la Seine-Inférieure); au Taureau, à Bayonne; Mesnier, à Saint-Etienne; Syam, à Syam (Jura); à l'Etoile (fabriquée par la même maison que la marque Couronne); le Globe, à Osthamarchen, près Hambourg. D'autres maisons moins impor-

tantes existent également en France, dans les Vosges, la Loire, la Haute-Marne et le Doubs.

Le phénomène que nous venons de constater dans la maréchalerie existe également dans la serrurerie. Autrefois, le serrurier fabriquait lui-même les serrures et les ferrures dont il avait besoin. Maintenant, il les trouve toutes préparées et son existence dans les campagnes ne se justifie plus, car n'importe quel menuisier, nous dirons même n'importe quel paysan de tempérament un peu bricoleur, est capable de poser une serrure achetée toute montée chez le quincaillier du chef-lieu du canton. La fabrication en grande série des serrures est, à l'heure actuelle, une industrie fort bien organisée qui compte de nombreux représentants, notamment en Picardie, dans les Ardennes, dans la région stéphanoise, à Saint-Dizier (Haute-Marne) et enfin à Paris. Ceux-ci parviennent au moyen d'outillages appropriés à découper, percer et monter mécaniquement les divers éléments des serrures. La production est des plus variées et les fabrications françaises comprennent, en particulier, les serrures de portes, noires, à pêne dormant simple et à pêne dormant demi-tour, les becs de canne à manivelle et de devanture, les serrures pour armoires et tiroirs, les serrures à pêne dormant catalanes, les serrures de grilles, les serrures et verrous de sûreté, les cadenas et clefs diverses. Les usines de Saint-Dizier fabriquent principalement les serrures pour boîtes aux lettres, meubles et malles, — celles de Paris, la serrurerie de meubles et les boutons de porte en cuivre, en bois et en cristal, — celles des Ardennes, les boutons de porte en céramique et en fonte. Enfin, les maisons

de Picardie étaient autrefois seules spécialisées dans les serrures à pêne dormant, mais on trouve aussi bien celles-ci maintenant chez les fabricants de Saint-Etienne ou d'ailleurs.

Dans tous les autres corps de métiers ruraux, nous trouverions des exemples analogues à ceux que nous venons de citer. Ainsi le menuisier achète ses fenêtres toutes préparées d'avance, ses parquets tout façonnés, et se contente de poser les uns et les autres. Partout cette transformation dans la nature du métier qui n'a plus la fabrication pour but, mais simplement la pose, l'ajustage, provient des mêmes causes : d'abord un large débouché est offert à la grande industrie dans la masse des populations rurales, ce qui permet une production en grande série à un prix relativement bas; ensuite il est indispensable de posséder, pour effectuer mécaniquement ces fabrications, un outillage assez important, que seule une usine pourra se procurer grâce à la concentration des capitaux et qui est par le fait interdit à l'artisan du village. Ce dernier n'est donc plus nécessaire dans bien des cas que pour la pose des objets qui lui arrivent tout préparés. Or, il est évident qu'une telle modification dans la nature des métiers a laissé des loisirs aux artisans qui peuvent ainsi arriver à satisfaire la quasi totalité des besoins, même si leur nombre est en décroissance. Au surplus, ils ont trouvé un puissant auxiliaire dans la force motrice électrique mise à leur disposition au cours des dernières années.

§ 2. — *Les modifications apportées à la technique des métiers par l'utilisation de la force motrice électrique.*

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur l'immense développement de l'électrification rurale de nos jours. Sur 38.000 communes que compte notre pays, il n'en reste que quelques milliers dans lesquelles ne pénètre pas l'électricité, et leur électrification se poursuit au rythme annuel de 3.000. Or, l'électrification des campagnes a eu des répercussions considérables sur la technique du métier de l'artisan. Pendant longtemps, ce dernier n'a pu facilement disposer de la force motrice : la machine à vapeur lui était interdite, seul lui restait le moteur à essence qui présentait l'inconvénient d'être assez onéreux.

Mais dès qu'une commune est électrifiée, on constate que les artisans locaux adoptent assez rapidement l'emploi de la nouvelle énergie. C'est généralement le boulanger qui leur donne l'exemple. Ce sont ensuite les industries du bois (menuisiers, charrons, charpentiers) qui suivent les premières cet exemple; c'est enfin le tour des industries du fer. Cette évolution est du reste des plus naturelles : le charpentier et le menuisier ont généralement plus de machines à faire fonctionner (scies, raboteuses, etc...) que le forgeron qui n'a que quelques petits outils assez facilement utilisables à la main.

La plupart des artisans ruraux ont d'ailleurs quelques hésitations au début à employer l'énergie électrique, car les uns possèdent déjà un moteur à essence et d'autres ont des doutes sur le profit qu'ils pourront retirer de la nouvelle énergie en tant que

force motrice. Mais ces hésitations sont généralement bien courtes : l'énergie électrique étant meilleur marché que toute autre et d'un emploi plus commode, les artisans du village ne tardent pas à transformer leur installation. Ils y ont d'autant plus intérêt qu'il leur est possible d'utiliser un moteur de faible puissance pour chacun de leurs appareils, au lieu d'avoir un seul moteur pour l'ensemble de l'atelier avec un arbre de transmission générale entraînant tous les outils. De cette sorte, l'énergie qu'ils consomment est exactement proportionnelle à l'importance du travail qu'ils effectuent : il en résulte une économie sur le coût de la force motrice. Au surplus, le moteur de chaque outil est placé en contre-bas de la table de travail, les canalisations étant habituellement dans un petit caniveau souterrain, de sorte que l'atelier se trouve dégagé. Le travail y est donc plus facile et les chances d'accident sont grandement diminuées.

L'emploi de la force motrice électrique a un autre effet bienfaisant : elle permet à l'artisan d'utiliser de nouvelles machines-outils qui autrefois lui étaient interdites et qui pourtant facilitent singulièrement sa tâche. Ainsi les charpentiers emploient très avantageusement la perceuse portative électrique ; cet appareil, qu'un seul homme peut porter, permet de percer en très peu de temps tous les trous d'une charpente disposée en épure. Quand le chantier est grand, on peut très facilement disposer le long de l'épure une ligne de distribution avec des prises de courant ; le câble de la perceuse est relié lui-même à un tambour que l'on accroche aux supports de la ligne électrique, de sorte qu'on a toujours une prise de courant

en face de l'emplacement où l'on veut travailler et qu'on évite ainsi de traîner un câble électrique sur toute la longueur du chantier et sur le sol. La consommation d'un tel appareil est insignifiante, le moteur n'ayant pas une puissance supérieure à 1 cheval-vapeur ou à 1 cheval 1/2. Dans le même ordre d'idées, M. Bardi de Fourtou signale, dans son ouvrage sur l'électrification des campagnes en France et à l'étranger, que les charrons et menuisiers des régions alpêtres emploient couramment depuis quelques années le rabot électrique, actionné par un moteur électrique universel d'une puissance de 1 cheval. Enfin, beaucoup de maréchaux-ferrants et forgerons ont supprimé l'antique soufflet de forge actionné à la main, qui a été remplacé par un ventilateur électrique (1).

L'utilisation de la force motrice électrique et la transformation complète de l'outillage qui en résulte ont apporté à l'artisan rural une aide considérable. Il convient de remarquer d'ailleurs que cet allègement du travail de l'artisan n'aurait jamais pu se produire si l'électrification rurale n'était assurée par de puissantes sociétés qui seules, en raison de leurs immenses capitaux, sont à même d'aménager les forces hydrauliques servant à la production de l'énergie électrique et de transporter celle-ci à des distances parfois considérables. Au fur et à mesure que les usines génératrices deviennent de plus en plus importantes et augmentent leur rayon d'action, on crée de nouvelles lignes de transport amenant l'énergie à haute tension

(1) On peut remarquer que l'emploi de la force motrice électrique par les artisans ruraux est susceptible d'augmenter d'une manière très sensible la consommation des réseaux ruraux de distribution, ce qui a pour effet de rendre moins onéreuse l'exploitation du secteur et de permettre la vente à meilleur compte de l'énergie électrique aux usagers agricoles.

en des endroits spécialement choisis, d'où partent de nouveaux réseaux à moyenne tension pour la répartition de l'énergie et finalement des réseaux de distribution qui vont en s'accroissant constamment et très rapidement. Mais cette extension de la puissance génératrice et des réseaux de distribution ne peut se concevoir que si les moyens financiers des sociétés de production d'énergie sont suffisants pour faire face aux nombreux frais qu'elle entraîne. Quoi qu'en prétendent certains groupements (1), il n'est pas possible d'assurer l'électrification rurale au moyen de petites centrales hydro ou thermo-électriques. La consommation d'un seul village ou d'un petit groupe de villages ne saurait, en général, couvrir les frais que représentent la construction et l'entretien d'une usine électrique destinée à l'alimenter.

L'aide apportée aux artisans ruraux par l'utilisation de la force motrice électrique est donc encore une conséquence indirecte de la concentration et du développement des entreprises industrielles modernes, au même titre que l'aide résultant de l'utilisation à la base du métier de produits autrefois confectionnés à la main et achetés maintenant en grande série aux usines spécialisées dans ces fabrications.



Et maintenant que conclure? Les faits nous montrent, en plein accord avec les résultats de l'enquête du Ministère du Travail, que l'organisation industrielle et commerciale moderne a totalement transformé les

(1) Voir, notamment, les articles parus dans la *Revue d'Economie sociale et rurale* au cours des années 1930-1932 et l'ouvrage de MM. Garet et Billard : *La résurrection du Village* (Paris 1920).

divers métiers ruraux. D'une part, la clientèle s'est détournée des ateliers des artisans lorsque ceux-ci produisaient des objets de consommation courante; d'autre part, certains artisans ont vu leur tâche considérablement allégée par l'emploi dans la technique du métier de certains objets fabriqués en grande série et l'utilisation facile de la force motrice, cet allègement du travail étant d'ailleurs une conséquence directe ou indirecte de la loi de concentration des entreprises. Parfois même le rôle des artisans a pris une orientation toute nouvelle et la grande industrie s'est empressée de les utiliser pour le placement de ses produits, notamment des machines agricoles, que celles-ci soient mues par la main de l'homme, ou par un moteur animé ou inanimé.

Il en résulte, en premier lieu, qu'il n'est pas nécessaire que les artisans soient aussi nombreux qu'autrefois dans nos villages : ceux qui sont spécialisés dans la production d'objets de consommation courante (cordonniers, sabotiers, tailleurs, etc...) ne sont plus indispensables, le paysan trouvant à meilleur marché, soit à la ville voisine, soit même dans son village grâce au développement des transports automobiles, des objets tout fabriqués lui convenant tout aussi bien que ceux confectionnés par l'homme de métier. Quant aux artisans qui à la fois fabriquent et mettent en place, ils ont vu leur tâche considérablement facilitée; le métier pour eux ne comprend souvent même plus la fabrication et se réduit à une simple mise en place. Par conséquent, leur rendement se trouve accru. Le développement des moyens de transport permettant au surplus à la clientèle de venir les trouver plus fa-

cilement ou à eux-mêmes d'aller plus facilement trouver le consommateur, il leur est possible de satisfaire davantage de besoins, même si leur nombre se réduit quelque peu (1).

Mais la transformation des métiers ruraux a d'autres conséquences. L'utilisation d'un outillage moderne nécessite des connaissances techniques assez approfondies, surtout des connaissances électro-mécaniques, et l'acquisition d'un tel outillage suppose la possession de quelques capitaux destinés à faire face aux frais de premier établissement. L'artisanat rural pose donc des problèmes de formation professionnelle d'une part, des problèmes d'ordre financier d'autre part. Ces problèmes vont faire l'objet des chapitres suivants de notre étude.

---

(1) Dans certains pays, quelques métiers ayant même pour objet la pose et la réparation de divers articles sont en voie de disparition. Ainsi dans les pays anglo-saxons, les travaux de plomberie sont exécutés par le personnel ambulant de grandes usines qui se déplace avec des voitures ateliers dans lesquelles il y a force motrice, traitement thermique, machines-outils, etc... (Voir Mémoires de la Société des Ingénieurs Civils de France. Octobre-décembre 1922. Article de M. Hiernaux sur la crise d'apprentissage et l'enseignement technique.)

## CHAPITRE V

---

### LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARTISANS RURAUX

---

Avant de procéder à la formation professionnelle d'un individu quel qu'il soit, il convient tout d'abord de l'orienter vers un métier en rapport avec ses qualités physiques, intellectuelles et morales. Il est évident que les maréchaux-ferrants ne sauraient être recrutés parmi des hommes chétifs. Il convient, au surplus, d'éviter que les jeunes gens choisissent des professions trop encombrées qui, en raison de leurs cadres surpeuplés, n'offrent plus de débouchés. Qu'il nous suffise de citer à cet égard les chiffres suivants : les agriculteurs forment 45 % de la population française; les écoles d'agriculture ont moins de 1 % de l'effectif des écoles moyennes. L'industrie occupe 30 % de nos compatriotes; les écoles qui lui préparent des ouvriers qualifiés et des techniciens que tous les gens apprécient n'obtiennent que 10 % du nombre des élèves. Quant aux commerçants, qui représentent 15 % de la population active, ils sont encore plus mal partagés que les industriels : 3 à 4 % seulement des élèves reçoivent une instruction commerciale ou ban-

caire. Les autres, soit 85 % de l'effectif scolaire, se préparent, dans l'enseignement primaire supérieur ou dans l'enseignement secondaire, à des fonctions publiques et à des professions qui ne touchent que 7 % de la population active totale (1).

Orientation professionnelle d'abord, apprentissage ensuite, telles sont les deux phases du processus qui conduit au recrutement sain et bien compris de tous les corps de métiers.

## SECTION I. — L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

Cette question des plus à l'ordre du jour n'est pas nouvelle. Pascal émettait déjà l'idée que le choix d'un métier est l'un des actes les plus importants de la vie. Le Baron Dupin (op. cit., p. 77 et seq.) estime « qu'un service très grand serait rendu à la France entière par les curés s'ils étudiaient, dans le naturel et les dispositions des enfants, quelle peut être la vocation de ceux qui semblent marqués par des dispositions particulières ». Il ajoute que « les médecins et les chirurgiens voient dès le berceau les enfants dont ils peuvent connaître promptement et les dispositions et le tempérament. Ils ont, par conséquent, beaucoup de facilité pour deviner les dispositions du jeune âge et la vocation de chaque individu. Ce devrait être un principe de bienfaisance dans les hommes appelés à pratiquer l'art de guérir que le soin de chercher à découvrir de jeunes sujets d'espérance, et d'unir tous leurs moyens d'influence et de conviction à ceux des ecclésiasti-

(1) Rapport sur le budget de l'Enseignement technique (Exercice 1931-1932) Chambre des Députés.

ques et des magistrats qu'ils connaissent pour trouver à ces enfants le genre d'éducation et d'instruction qui convient à leurs facultés intellectuelles ».

A l'heure actuelle, l'orientation professionnelle, comme tant d'autres questions, ressortit à la fois à l'initiative privée et à celle de l'Etat. Mais bien entendu, l'intervention de l'Etat en la matière ne saurait constituer une contrainte; telle que les pouvoirs publics conçoivent l'orientation professionnelle, celle-ci respecte entièrement le droit des familles; elle leur permet simplement, par l'aide qu'elle leur apporte et conformément à leurs vœux intimes, de mieux remplir leurs devoirs.

En matière d'artisanat rural, l'orientation professionnelle est appelée à jouer un rôle de premier plan. Reprenant une phrase de M. Labbé (1), Directeur Général de l'Enseignement technique, nous pouvons dire qu'une des fins de l'orientation professionnelle est « d'adapter aux métiers de l'artisanat rural et, par conséquent, de maintenir à la terre ces vocations ouvrières que le prestige de la mécanique fait naître si nombreuses chez les jeunes paysans et qui, faute de cette adaptation, ne manqueraient pas de les entraîner à la ville ». Combien de fils de nos campagnes, ont, en effet, quitté leur village pour l'usine, attirés par le prestige que la machine a toujours exercé sur l'homme! Combien d'entre eux, sagement conseillés, auraient pu satisfaire à cet attrait en s'établissant dans leur village en qualité de mécanicien ou d'électricien, surtout si on leur avait montré combien la machine

(1) Voir *Bulletin du Ministère du Travail* (octobre, novembre, décembre 1929), page 374 et seq. en note.

s'introduit peu à peu dans le plus petit de nos hameaux (1). Les plus grands efforts méritent donc d'être tentés en vue d'une organisation rationnelle de l'orientation professionnelle dans les métiers ruraux.

Il convient, en premier lieu, de former des orienteurs, c'est-à-dire des conseillers capables de discerner les aptitudes des adolescents et de les diriger vers le métier rural ou autre répondant le mieux à ces aptitudes. Dans ce but, on a créé en 1927, à Paris, un Institut d'orientation professionnelle, comprenant un certain nombre de professeurs chargés de former les orienteurs nécessaires. Ces derniers sont appelés à collaborer avec les offices régionaux d'orientation professionnelle. Ces Offices publics, ou privés et subventionnés par l'Etat, prennent un développement de plus en plus considérable et leur activité ne fait que s'accroître. De 60 en 1924, leur nombre est passé à 66 en 1925, à 100 en 1929 (2). Par ailleurs, le tableau suivant fait ressortir leur activité pendant les années 1927 et 1928 :

(1) Dans le même ordre d'idées, M. Fontègne, Inspecteur Général de l'Enseignement technique, écrit en 1925 dans ses « Nouveaux Entretiens sur l'Orientation Professionnelle », page 23 :

« Jeunes gens et jeunes filles continuellement hantés par le rêve de cette vie souvent factice que doit vous offrir la ville, et qui tenez absolument à devenir mécaniciens, employés de bureaux, valets de chambre ou domestiques tout court, vous oubliez qu'il vous serait aisé d'apprendre, dans votre village même ou dans le bourg voisin, les métiers de charron, forgeron, menuisier que vous pourriez ensuite exercer au grand air. Et en supposant même que vous fissiez en ville votre apprentissage de mécanicien ou d'employé de bureau, pourquoi ne reviendriez-vous pas plus tard au lieu natal ou dans ses environs, pour occuper un de ces nombreux emplois industriels ou commerciaux, qu'offre la mécanique rurale actuelle ou l'exploitation d'une grande ferme, d'une grande sucrerie, ou établissement semblable ? »

« Citons tout particulièrement les métiers de tailleur, cordonnier, charbon, forgeron, menuisier, charpentier, cordier, sellier, tonnelier, potier, vannier, maçon, sans oublier que l'électrification des campagnes le développement du tourisme, l'extension du machinisme agricole exigeront à brève échéance une quantité d'ouvriers qualifiés habitant la campagne. »

(2) Ces renseignements, ainsi que beaucoup des chiffres figurant dans ce chapitre, sont extraits tant des rapports parlementaires sur le Budget de l'Enseignement technique pour les exercices 1929, 1930-1931, 1931-1932 et 1932, que du *Bulletin du Ministère du Travail*.

| Années     | Enfants orientés |              |               | Placements en apprentissage |              |               |
|------------|------------------|--------------|---------------|-----------------------------|--------------|---------------|
|            | Garçons          | Filles       | Total         | Garçons                     | Filles       | Total         |
| 1927 ..... | 7.410            | 3.983        | <b>11.393</b> | 4.026                       | 1.961        | 5.987         |
| 1928 ..... | 8.041            | 4.194        | 12.235        | 4.554                       | 2.228        | 6.782         |
| Totaux ... | <b>15.451</b>    | <b>8.177</b> | <b>23.628</b> | <b>8.580</b>                | <b>4.189</b> | <b>12.769</b> |

Notons que 289 des enfants dénombrés dans le tableau ci-dessus ont été dirigés vers les métiers des cuirs et peaux, 637 vers ceux du bois, 1.417 vers ceux des métaux, 218 vers ceux du bâtiment, et qu'un grand nombre d'entre eux sont devenus des artisans ruraux.

Le chiffre des subventions accordées aux divers Offices nous permet encore de nous rendre compte de l'activité qu'ils sont appelés à déployer, ainsi que de l'effort de l'Etat en la matière. Ce chiffre, pour les Offices des Départements, ressort du tableau suivant :

| Années     | Nombre de demandes de subventions | Subventions sollicitées | Subventions accordées |
|------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| 1928 ..... | <b>51</b>                         | 160.150                 | 115.000               |
| 1929 ..... | <b>52</b>                         | <b>165.359</b>          | 92.430                |
| 1930 ..... | <b>57</b>                         | <b>153.430</b>          | 110.950               |
| 1931 ..... | <b>75</b>                         | <b>233.504</b>          | 207.208               |

Enfin, l'orientation professionnelle doit trouver un puissant adjuvant dans la collaboration du personnel enseignant. En 1929, le Ministre de l'Instruction Publique donne aux Inspecteurs d'Académie les instructions suivantes : « La collaboration étendue des maî-

tres de l'Enseignement primaire est indispensable pour de multiples tâches d'une importance capitale. Elle l'est pour l'organisation de l'orientation professionnelle qui ne peut être assurée pratiquement qu'avec l'école et peut-être par l'école... Je vous recommande, dès maintenant, de faire une vive propagande auprès des instituteurs et institutrices en faveur d'une notion souvent mal comprise, confondue par les uns avec le simple recrutement des professions industrielles et commerciales, par les autres avec une simple main-mise de l'Etat sur les enfants, au mépris du droit des familles, notion complexe sans doute, d'une haute valeur sociale, et qui permet seule à l'école rurale comme à l'école urbaine de jouer son véritable rôle de préparation à la vie ».

Cette circulaire appelle deux remarques. Tout d'abord, en matière d'artisanat rural, le rôle de l'instituteur dans l'orientation professionnelle peut être de premier plan. Il connaît individuellement tous les enfants du village, est au courant de leurs goûts, de leurs aptitudes, ainsi que de ceux des parents. Il peut facilement connaître, d'autre part, les besoins éventuels d'artisans dans la région, ainsi que les débouchés susceptibles d'être ouverts aux nouveaux venus. Il n'est donc pas douteux que si, au cours des années passées à l'école normale primaire, le jeune instituteur reçoit quelques leçons et conseils sur les métiers ruraux et sur les diverses méthodes d'orientation professionnelle, il sera appelé à rendre les plus grands services en la matière. Mais une seconde remarque s'impose : il arrive souvent que de très bons élèves boursiers, qui eussent choisi d'eux-mêmes ou sous la direction de leurs parents l'enseignement technique à leur sortie de

l'école primaire, en soient détournés par certains maîtres qui les orientent d'une façon trop exclusive vers l'enseignement primaire supérieur ou vers l'enseignement secondaire. Cette tendance, louable en soi, est fort préjudiciable au recrutement des cadres de l'artisanat rural.

En réalité, le personnel enseignant ne saurait à lui seul prendre la responsabilité de l'orientation professionnelle des enfants. Il ne doit être que l'auxiliaire — le plus puissant auxiliaire, il est vrai — des Offices d'orientation professionnelle. L'Office départemental du Rhône a donné à cet égard un exemple qui mériterait d'être suivi. Grâce à ses efforts, les instituteurs et institutrices exercent, auprès des familles, par des distributions de tracts, par des causeries, la propagande persuasive qui amène les parents à s'éclairer auprès de l'Office. C'est également le personnel enseignant qui établit les fiches individuelles des enfants, qui met à jour les fiches médicales après chaque visite du médecin, qui reçoit les questionnaires et demandes de conseils établis par les parents, et les transmet à l'Office. Notons d'ailleurs qu'une légère indemnité lui est attribuée pour chaque dossier ainsi constitué. Au surplus, l'Office fait parvenir à chaque école diverses monographies indiquant, pour chaque métier, les aptitudes exigées, les incompatibilités physiques ou psychologiques et toutes données économiques utiles. Enfin, chaque établissement scolaire est pourvu, également par les soins de l'Office, des jeux de fiches nécessaires à l'étude psychologique et médicale des enfants.

Dans tous les cas, l'Office s'attache non seulement à ne pas détourner les enfants du milieu rural, mais, au

contraire, à les y fixer chacun selon ses aptitudes et même parfois à y attirer de jeunes citadins. Dans ce but une enquête fut effectuée, dans le dernier trimestre de l'année 1930, auprès des maires de 264 communes qui devaient retourner, après l'avoir remplie, une liste des employeurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie, désireux de prendre à leur service des apprentis des deux sexes. Parmi les 237 réponses reçues, 40 communes seulement donnent des listes d'employeurs demandant au total 130 apprentis. Dans ces employeurs, au nombre de 120, nous trouvons des ajusteurs mécaniciens, des charpentiers, des charrons, des ferblantiers, des zingueurs, des forgerons, des maréchaux-ferrants, des maçons, des menuisiers, des monteurs électriciens, des peintres, des plâtriers, des plombiers zingueurs, des tonneliers, des sabotiers, des serruriers. Nous voyons que l'Office est loin de négliger l'orientation des enfants vers les métiers ressortissant à l'artisanat rural. Au surplus, après cette consultation et à la fin de l'année scolaire 1930-1931, les résultats de son activité s'établissaient ainsi :

2.335 adolescents, dont 1.273 garçons et 1.062 filles, avaient été conseillés.

67 % d'entre eux avaient été orientés ou approuvés dans leur choix;

19 % avaient été détournés de leur choix;

10 % devaient continuer à fréquenter l'école;

4 % n'avaient pu être orientés (arriérés ou anormaux).

Et le Directeur de l'Office insistait encore sur le fait que ses services s'étaient très soigneusement gardés,

sauf nécessité impérieuse ou raison majeure, d'éloigner l'enfant des milieux ruraux. Selon les propres paroles de ce fonctionnaire, « cela eût été mauvaise besogne dont l'Office ne saurait prendre la responsabilité ».

Une telle notion de l'orientation professionnelle ne peut qu'être favorable au recrutement judicieux de l'artisanat rural. Mise en pratique avec la collaboration du personnel enseignant, elle est appelée à donner d'heureux résultats. La collaboration des maîtres de l'enseignement primaire et des Offices est d'ailleurs tout à fait conforme aux désirs du Ministre de l'Education Nationale qui, dans la circulaire précitée, déclarait que l'organisation de l'orientation professionnelle ne pouvait être assurée pratiquement « qu'avec l'école et peut-être par l'école ». « Avec l'école » nous sommes tout à fait d'accord. « Par l'école », la question est plus douteuse. Le Département de l'Education Nationale envisageait sans doute l'hypothèse pour l'orientation à la campagne : l'exemple du département du Rhône nous prouve que même à la campagne, l'influence d'un Office d'Orientation professionnelle est loin d'être négligeable, ne serait-ce que pour la documentation du personnel enseignant. Cette influence ne peut d'ailleurs que grandir si tous les moyens de propagande et de documentation : tracts, affiches, monographies, cinéma, T.S.F., sont mis à la disposition des Offices (1).

(1) Il convient de remarquer que le cinéma est le moyen le plus puissant qui peut être mis à la disposition des méthodes d'orientation professionnelle. Pour éclairer un jeune homme sur le métier de son choix et l'instruire de la vie professionnelle, il n'y a rien de tel que lui en montrer la réalité : le film donne entière satisfaction en la matière, surtout à la campagne où il n'est pas toujours possible de montrer réellement à l'enfant ce qu'est la vie dans telle ou telle profession.

Notons également que les Offices pourraient veiller particulièrement à l'orientation des pupilles de l'Assistance Publique. Nous signalerons à cet égard que le Conseil Général de la Seine consacre des sommes fort importantes (près de 1.500.000 francs en 1929 et 1930) à l'octroi d'avances aux enfants assistés du département qui deviennent agriculteurs ou artisans à la campagne; mais un des membres de cette Assemblée (1) est obligé de constater qu'il y a lieu de lutter dans ce domaine contre les tendances urbanistes de l'Administration et de certains membres du Conseil Général qui s'efforcent de détourner les jeunes gens des milieux ruraux. Ainsi, dans l'un des trente-trois départements où sont répartis les pupilles de la Seine dans des familles rurales, voici ce que sont devenus les enfants : 1 fille et 2 garçons sont à l'Ecole Normale primaire, 1 garçon est au cours complémentaire, un autre est tailleur, un autre cordonnier, 2 garçons sont devenus menuisiers ébénistes, un est sellier-bourrelier, 2 autres charrons, 2 autres maréchaux-ferriers; le reste est devenu compositeur imprimeur, couturière ou demoiselle de magasin. Ces résultats, décevants quant au recrutement des cadres de l'artisanat rural, seraient certainement tout différents si les jeunes gens dont il s'agit avaient été confiés à un Office d'Orientation Professionnelle. Compte tenu du fait qu'il y a en France plus de cent mille enfants assistés, le débouché offert à l'activité des Offices dans ce seul domaine est loin d'être négligeable.

Quoi qu'il en soit, il existe une poussée dans tous les milieux en faveur d'une orientation rationnelle

(1) M. Ambroise Rendu à l'Académie d'Agriculture de France, séance du 19 novembre 1930.

des jeunes gens vers la profession qui leur convient. Et il est sans aucun doute que le recrutement des professions artisanales bénéficiera largement de cette tendance en quantité et en qualité. La technique et les modalités d'application restent encore obscures pour beaucoup, mais « l'action des protagonistes de l'œuvre est simplifiée par l'état de réceptivité du public à demi-instruit, partant à demi-convaincu. Raison majeure pour encourager et répandre les travaux de vulgarisation, heureusement de plus en plus fréquents, susceptibles d'instruire la foule et de l'amener à une conception exacte de son devoir social et de son intérêt (1) ».

## SECTION II. — L'APPRENTISSAGE.

Ce n'est pas tout que d'avoir orienté les jeunes gens vers tel ou tel métier en rapport avec leurs aptitudes : il faut encore leur apprendre la technique du métier. Le système corporatif assurait la régularité de cet enseignement. De nos jours, la loi réglemente l'apprentissage, et l'Etat ou des groupements privés ont créé de nombreuses écoles d'enseignement technique ou professionnel.

Beaucoup de plaintes s'élèvent autour de la question de l'apprentissage : on parle de crise d'apprentissage, de disparition totale des apprentis. Certains auteurs écrivent même qu'en supprimant les corporations, la Révolution ouvrirait la crise de l'apprentissage (2). De telles affirmations sont des plus contestables.

(1) *Bulletin du Ministère du Travail* (Octobre, novembre, décembre 1929, page 377).

(2) Voir, notamment, en ce sens, un article paru dans la *Revue générale d'Electricité* d'octobre 1917.

Même à l'époque florissante du régime corporatif, les apprentis n'étaient pas en nombre aussi grand qu'on veut bien le dire : les corporations de métiers interdisaient d'ailleurs la trop grande quantité d'apprentis. Ainsi, l'ordonnance des tailleurs de pierre de Strasbourg n'en permet que trois par chantiers, au plus cinq. « Il importe, disait-elle, que notre science ne soit pas dévoilée à un trop nombreux vulgaire (1) ».

Quoi qu'il en soit, l'apprentissage est réglementé à l'heure actuelle par une loi du 20 mars 1928 qui a profondément modifié les dispositions de la législation antérieure, laquelle datait de 1851. Depuis cette loi, le contrat d'apprentissage doit être nécessairement écrit, et déposé s'il est sous seing privé, au Secrétariat du Conseil des Prudhommes ou, à défaut, au Greffe de la Justice de Paix. On a voulu par cette formalité remédier à l'abus qui consistait pour le patron à engager un jeune homme comme apprenti et à l'utiliser comme ouvrier en négligeant complètement son instruction professionnelle, ce qui permettait à l'employeur d'avoir de la main-d'œuvre à bon marché. Par ailleurs, le patron est obligé d'enseigner à l'apprenti le métier qui est l'objet du contrat et de veiller tant à son instruction générale qu'à son instruction professionnelle. A cet égard, les patrons sont tenus, par les dispositions de la loi du 25 Juillet 1919 sur l'enseignement technique, de laisser, à leurs apprentis de moins de 18 ans, 4 heures par semaine ou 100 heures par an prises sur les heures de travail, pour suivre les cours professionnels qui peuvent être organisés dans leur commune. Enfin, l'employeur doit surveiller la

(1) F. Husson. *Artisans et compagnons*, page 181.

conduite de l'apprenti, lui payer, le cas échéant, le salaire convenu, et lui délivrer, à la fin de l'apprentissage, le congé d'acquit par lequel il constate que l'apprenti a achevé sa formation professionnelle.

En contre-partie, l'apprenti doit être fidèle à son patron et lui témoigner obéissance et respect. Il doit également aider le maître dans son travail, dans la mesure de ses forces.

Il faut bien reconnaître qu'avec l'envahissement des métiers par la machine, une telle réglementation ne saurait suffire : la conduite, la surveillance ou la réparation d'une machine exige des connaissances techniques qu'un petit patron de village ne saurait véritablement inculquer à des apprentis. On est donc fondé à conclure que, dans les conditions de la production moderne, pour beaucoup de métiers, il ne peut guère y avoir de véritable apprentissage qu'à l'école. C'est pourquoi l'Etat s'est efforcé de créer de nombreuses écoles d'enseignement technique, parmi lesquelles les écoles d'artisanat rural n'ont pas été oubliées.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 25 décembre 1926, « le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts est chargé de l'organisation et de l'administration des établissements et œuvres ayant pour but la formation des artisans ruraux. Ces établissements et œuvres sont rattachés à la Direction de l'Enseignement technique. Le Ministre de l'Agriculture sera consulté sur la création des écoles et œuvres ci-dessus désignées ». Il convient de noter que l'activité de la Direction de l'Enseignement technique en matière d'artisanat rural ne date pas du jour de la parution de ce décret : antérieurement à celle-ci, les efforts des

services de l'Enseignement technique s'étaient déjà portés sur la formation des artisans ruraux, et il existait des écoles et des bourses d'apprentissage. Par ailleurs, l'intervention du Ministère de l'Agriculture en matière de création d'écoles trouve son explication dans le fait que celles-ci sont destinées à former, non pas des ouvriers, mais des hommes de la terre qui doivent être éduqués dans un milieu agricole. Les écoles d'artisanat rural devront donc chaque fois que cela sera possible être rattachées aux écoles d'agriculture. Ainsi que l'écrivent MM. Herriot et Queuille dans le rapport au Président de la République accompagnant le décret susvisé, il s'agit là « d'un problème de collaboration » entre le Département de l'Education Nationale et celui de l'Agriculture « comme c'est le cas d'un grand nombre de problèmes d'enseignement professionnel qui relèvent par leur forme pédagogique du Ministère de l'Instruction Publique, mais qui touchent par leur matière aux intérêts d'autres Départements ministériels ».

Les Services de l'Enseignement technique ont, au surplus, parfaitement compris l'importance et la nature de leur mission. Dès 1927, M. Labbé, Directeur Général de ces Services, écrit que le programme de l'Enseignement technique est encore « agrandi par la nécessité de ne pas sacrifier l'agriculture à l'industrie et de former ces artisans ruraux dont la disparition menaçait de mort la production agricole (1) ». Nous faisons toute réserve sur une disparition éventuelle des artisans ruraux susceptible de menacer de mort

(1) « La Pédagogie de l'Enseignement technique ». Recueil de circulaires, instructions et documents, publié en 1927 par le Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Préface de M. E. Labbé.

la production agricole : l'enquête du Ministère du Travail nous a montré qu'une telle crainte est vaine. Mais il est encourageant de voir les services de l'Enseignement technique s'efforcer de former d'une façon moderne les cadres de l'artisanat rural. Trois séries de moyens ont été mises en œuvre pour parvenir à effectuer cette formation :

- 1° Les écoles d'artisanat rural;
- 2° Les cours professionnels;
- 3° Les encouragements aux apprentis et aux petits patrons qui les forment.

Le financement de cette œuvre, comme celui de tout l'effort de l'Enseignement technique, est assuré notamment par la taxe d'apprentissage instituée par l'article 25 de la loi du 13 Juillet 1925, dont le produit s'est élevé de 50 millions en 1925 à plus de 81 millions en 1930. Au surplus, les départements, communes et certains établissements privés accordent aux différentes institutions de l'Enseignement technique des subventions dont le montant atteint 50 % de la totalité des dépensés.

#### § 1<sup>er</sup>. — *Les écoles d'artisanat rural.*

La conception, sans être très ancienne, n'est pas nouvelle. La première école d'artisanat rural organisée en France fut une école de maréchalerie créée en 1902 à Paris par le Syndicat des Patrons maréchaux-ferrants de la capitale. Puis des écoles municipales de maréchalerie furent successivement organisées par les villes de Lyon, de Marseille, de Nancy, d'Arles, de Tourcoing, de Reims, de Saintes, de Bordeaux et de Béziers.

Dans cette énumération, l'école de Reims mérite une mention spéciale. Elle fut fondée en 1907 par le Syndicat des Patrons Maréchaux de la Marne qui, dès cette époque, se rendit compte que le rôle du maréchal à la campagne était de plus en plus vaste et que la réparation des machines agricoles devenait son apanage. Aussi les programmes de l'école comportaient-ils, à côté de l'enseignement de la maréchalerie proprement dite, un certain nombre de cours sur les matières suivantes :

1<sup>re</sup> leçon : Le rôle du maréchal à la campagne, le matériel agricole moderne.

2<sup>e</sup> leçon : Les principaux organes des machines.

3<sup>e</sup> leçon : Charrues, brabant, herses, rouleaux.

4<sup>e</sup> leçon : Semoirs à grains et à engrais.

5<sup>e</sup> leçon : Houes, bineuses, cultivateurs.

6<sup>e</sup> leçon : Faucheuses mécaniques.

7<sup>e</sup> leçon : Râteaux à cheval, faneuses, pulvérisateurs à cheval.

8<sup>e</sup> leçon : Moissonneuses, moissonneuses-lieuses.

9<sup>e</sup> leçon : Visite d'une exploitation agricole.

Les écoles d'Arles et de Saintes ne tardèrent pas à suivre cet exemple, et une large place fut faite dans leur enseignement à l'étude des machines agricoles.

Notons qu'à la même époque, des écoles de maréchalerie se fondèrent également en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Russie, dans les Etats scandinaves et dans les Etats balkaniques.

De nos jours, les services de l'Enseignement technique, s'inspirant du rapport susvisé de MM. Herriot et Queuille, se sont efforcés de créer des écoles d'artisa-

nat rural dans des centres ruraux, de façon que les élèves ne s'habituent pas à la vie urbaine et ne soient pas tentés de s'installer en ville une fois leur formation achevée. Parfois aussi, on a jumelé une école d'artisanat rural et une école d'agriculture afin de maintenir les élèves de l'école d'artisanat en contact avec un milieu rural. Enfin, dans certaines écoles pratiques situées dans des villes, ont été créées des sections d'artisanat rural : mais, dans ce cas, on s'efforce d'éviter le plus possible les rapports entre les élèves des différentes sections de telle sorte que les ruraux soient soustraits à l'influence de leurs camarades des villes.

Quoi qu'il en soit, en 1924, il n'existait en France que 3 écoles de métiers dont une seule pour les métiers de l'artisanat rural : celle de Gourdan-Polignan dans la Haute-Garonne.

Lors de l'élaboration du projet de budget de 1925, la Direction de l'Enseignement technique pense fonder au moins une section pour le recrutement des artisans ruraux dans les écoles professionnelles suivantes (1) : Agen (où l'on formerait spécialement des électriciens pour faciliter la diffusion de la force électrique), Bordeaux et Brives (où l'on pourrait s'occuper utilement de former les artisans nécessaires à la viticulture, en particulier des tonneliers), Auxerre et Reims (où l'on formerait également des tonneliers), Charleville, Gannat, L'Isle-sur-Sorgue, Romans, Troyes et Arles (écoles de maréchalerie où l'on pourrait former des mécaniciens en même temps que des

(1) Voir Projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1925. Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, 3<sup>e</sup> Section Enseignement technique.

maréchaux). En 1929, l'Enseignement technique obtient la transformation de l'Ecole de Souillac (Lot) en école d'artisanat rural, et demande la création de deux écoles à Beaucaire et à Doullens; en 1930, 2 autres écoles sont créées à Contamine-sur-Arve et à Beaulieu. A l'heure actuelle, il existe des écoles d'artisanat rural dans les centres suivants : Gourdan-Polignan (Haute-Garonne), Tournus (Saône-et-Loire), Douvres-la-Délivrande (Calvados), Neuvic (Corrèze), Cibeins (Ain), Fontaineroux (Seine-et-Marne), Souillac (Lot), Contamine-sur-Arve (Haute - Savoie) et Beaulieu (Gers). Par ailleurs, des sections d'artisanat rural ont été créées dans les écoles professionnelles suivantes : Angers, Châlons-sur-Marne, Charleville, Dijon, Evreux et Grenoble.

En matière de créations d'écoles d'artisanat rural, l'effort de la Direction Générale de l'Enseignement technique a d'ailleurs été inclus dans son action en faveur de la création d'écoles de métiers, qu'ils soient ruraux ou non. De 3 en 1924, les écoles de métiers sont passées à 17 en 1929, puis à 21 en 1931. La population scolaire s'est élevée de 638 élèves en 1925 à 1.923 en 1929.

Il convient d'insister sur le fonctionnement de ces écoles ainsi que sur la nature et la méthode de l'enseignement qui y est donné.

Il faut noter, en premier lieu, que, dès 1924, les Services de l'Enseignement technique estimaient que les écoles professionnelles devaient avoir à leur disposition toutes les ressources matérielles nécessaires au succès et qu'en particulier, les divers ateliers devaient posséder tout l'outillage utile et toutes les machines-

outils universellement employées pour permettre aux élèves d'effectuer un véritable apprentissage. Il n'y a, l'expérience le confirme, aucune comparaison à établir entre les résultats obtenus par deux écoles pratiques dont l'une est suffisamment outillée, tandis que l'autre ne l'est pas. Mais il est évident que l'équipement rationnel d'une école professionnelle est des plus coûteux. Au moment de la préparation du budget de 1925, l'Enseignement technique estimait à 21.990.000 francs les besoins en outillage des écoles pratiques y compris celles d'artisanat rural : 50 % seulement de cette dépense, il est vrai, devaient être supportés par l'Etat, ce qui réduisait sa contribution à 10.995.000 francs.

Par ailleurs, l'Ecole de Neuvic, dans la Corrèze, va nous permettre d'étudier spécialement le fonctionnement d'une école d'artisanat rural. Cet établissement est rattaché à une école d'agriculture, conformément aux directives données par les Ministres de l'Instruction Publique et de l'Agriculture dans le rapport accompagnant le décret du 25 décembre 1926. Le personnel comprend :

Un Directeur administratif, qui n'est autre que le Directeur de l'Ecole d'Agriculture;

Un Directeur technique;

Des professeurs et maîtres auxiliaires;

Des contremaîtres d'ateliers.

Les élèves sont divisés en trois groupes selon la nature de l'enseignement qu'ils reçoivent :

1<sup>er</sup> *groupe* : forge, serrurerie, soudure autogène, taillanderie, maréchalerie, mécanique agricole, charonnage, ferblanterie, plomberie;

2<sup>e</sup> groupe : menuiserie et notions d'ébénisterie, charpente, vitrerie, peinture, pose de papiers peints;

3<sup>e</sup> groupe : maçonnerie, pose de briques, taille de la pierre, plâtrerie, emploi du ciment.

Les études durent trois ans. Sur 43 heures 1/2 de cours par semaine, l'atelier occupe 30 heures; la géométrie et le dessin, 4 heures 1/2; le français et l'instruction civique, 3 heures. Le reste du temps est employé à l'étude de notions élémentaires qui varient selon les groupes et portent sur les connaissances suivantes : mécanique, technologie, physique, chimie, électricité pratique, comptabilité.

Bien que les programmes d'enseignement de l'école s'inspirent des programmes types des écoles pratiques d'industrie, la Direction de l'établissement s'est toujours efforcée de former non pas des spécialistes comme dans les écoles professionnelles, mais des hommes connaissant plusieurs métiers, de manière à ce que les élèves, après l'achèvement de leur scolarité, soient à même de pouvoir exécuter les divers travaux inhérents à la vie rurale. L'école, disposant d'un outillage tout à fait moderne et trouvant dans l'école d'agriculture voisine l'occasion d'appliquer pratiquement son activité à la réparation d'un matériel qui comprend toujours les dernières nouveautés du machinisme agricole, est à même de former, dans des conditions particulièrement favorables, l'artisan qui, suivant les directives du Ministère de l'Education Nationale, doit être apte à exercer à la fois les anciens métiers ruraux (maréchalerie, charronnage, menuiserie, serrurerie) et les nouveaux métiers dont l'importance croît sans cesse (mécanique agricole, électricité,

conduite et réparation des moteurs, soudure auto-gène).

De plus, la partie purement manuelle de l'enseignement n'est pas le seul élément de la formation que reçoivent les élèves de l'école de Neuvic. Les connaissances qu'ils acquièrent en dessin, en mécanique, en technologie, sont largement utilisées pour les amener à analyser leurs procédés de travail et pour les éloigner de la routine.

Les notions de mécanique et de technologie qu'ils reçoivent leur permettent de comprendre, à l'aide de connaissances fondamentales très simples, les principales applications de ces sciences qui se rencontreront dans l'exercice de leur futur métier. Cet enseignement est surtout expérimental : il est par ce moyen à la portée de tous. Souvent les trois groupes d'élèves sont réunis pour les leçons de mécanique et de technologie, car ainsi on arrive à former l'homme à tout faire : l'artisan mécanicien-électricien-serrurier à compétence étendue, l'artisan menuisier-charpentier non confiné dans les seuls travaux du bois, l'artisan du gros œuvre du bâtiment qui doit être prêt également à rendre tous les services.

L'enseignement de la géométrie est, lui aussi, le plus souvent expérimental. Il est complété par celui du dessin, du dessin professionnel surtout, car l'artisan peut avoir à effectuer soit des tracés sur le métal ou sur le bois, soit quelques études d'appareillage, soit des plans de bâtiments, soit de petits projets divers.

Enfin, il y a lieu de noter que le personnel enseignant s'efforce de souligner, auprès des élèves, l'im-

portance des questions d'organisation du travail. Il s'attache à leur montrer qu'un atelier à la campagne ne s'installe plus comme autrefois, ne s'approvisionne plus comme autrefois, ne dirige plus son activité selon les errements du passé : au lieu d'attendre que les besoins se manifestent et que les commandes au hasard se produisent, l'artisan moderne doit ordonner ses efforts d'après un plan méthodique et raisonné.

Telle a été l'œuvre de l'Enseignement technique en matière d'organisation d'écoles d'artisanat rural. Mais beaucoup de jeunes gens ne peuvent fréquenter ces écoles et font leur apprentissage à l'atelier. Eux non plus n'ont pas laissé indifférents les services de l'Enseignement technique.

## § 2. — *Les cours professionnels.*

Il ne suffit pas que les dispositions législatives ou réglementaires relatives à l'apprentissage prescrivent aux patrons de laisser à leurs apprentis un certain nombre d'heures chaque semaine pour suivre des cours professionnels : il faut encore organiser ceux-ci.

En matière d'artisanat rural, l'organisation de ces cours est une œuvre de premier plan. On a vu précédemment l'importance de la formation technique inculquée dans les écoles. Il serait inconcevable qu'un apprenti qui ne peut fréquenter ces écoles soit en état d'infériorité sur un camarade qui a eu les moyens de bénéficier de l'enseignement scolaire. Par ailleurs, avec l'envahissement des métiers par le machinisme, le travail de l'artisan rural exige de l'attention, de la réflexion, de l'intelligence, de l'initiative, de l'esprit de

décision. Il faut, au surplus, à l'artisan une adresse et une dextérité spéciales pour contrôler les pièces de ses machines, effectuer les travaux de montage et de réparation : toutes ces qualités ne pourront lui être données que s'il est soumis à une certaine instruction théorique qu'il recevra non pas à l'atelier, mais exclusivement aux cours professionnels. D'autre part, outre ces raisons d'ordre économique, il est spécialement désirable que l'Etat moderne s'efforce de développer l'enseignement post-scolaire; mais, afin que l'utilité de celui-ci apparaisse plus clairement au regard du jeune homme, il convient de lui dispenser des leçons qui le rapprochent de sa profession. Celle-ci doit être le pivot et le centre de tout l'enseignement .

Enfin, si l'organisation de cours professionnels est d'une nécessité absolue, ces cours doivent être d'une souplesse extrême, s'adapter à tous les besoins et à toutes les circonstances, tenir leurs portes constamment et largement ouvertes pour accueillir à toute date de l'année ceux qui désirent se perfectionner.

Tels sont les principes dont se sont inspirés les services de l'Enseignement technique.

Mais les cours professionnels d'artisanat rural qu'ils ont institués n'ont pas pour seul objet d'éduquer les futurs artisans ruraux : leur but a été surtout d'apprendre à tous les agriculteurs à effectuer de menus travaux d'artisanat, « de familiariser les jeunes gens avec l'outillage moderne afin qu'ils puissent utiliser avec plus de confiance et dans des conditions meilleures d'économie et de rendement le matériel méca-

nique ou l'appareillage électrique dont l'emploi se répand à la campagne (1) ».

L'idée n'est pas nouvelle. Dès 1901, puis plus tard en 1911 au Congrès de Mécanique Agricole, la Société Nationale d'encouragement à l'Agriculture exprimait le vœu que de petits ateliers de menuiserie, de forge et d'ajustage, soient installés dans chaque école d'agriculture afin de permettre aux élèves de s'exercer au travail manuel du bois et du fer. « Les progrès de la mécanique ont puissamment contribué à la transformation du matériel agricole, disait le rapporteur de la question au Congrès de 1911, et aujourd'hui un grand nombre de types de machines agricoles perfectionnées, fabriquées dans des conditions remarquables de solidité et d'économie, s'appliquant à tous les travaux des champs, tendent de plus en plus à se généraliser. Il en résulte, pour l'agriculteur, le besoin de connaître non seulement le mécanisme et la conduite des machines qu'il peut posséder, mais encore la nécessité de pouvoir faire lui-même les réparations les plus faciles et les plus urgentes lorsque des avaries surviennent au matériel qu'il emploie. » L'électrification rurale a accentué encore, depuis 1911, la nécessité dans laquelle se trouve l'agriculteur de savoir « bricoler ». Au surplus, avec la production mécanique en grande série de beaucoup d'objets fabriqués autrefois manuellement par l'artisan, le cultivateur qui sait manier quelques outils a la possibilité d'effectuer lui-même, à la morte-saison, une foule de petits travaux à l'intérieur de sa ferme (pose de gout-

(1) Rapport sur le Budget de l'Enseignement technique. Exercice 1932 (Chambre).

tières, de portes, de verrous, etc...). Il peut également effectuer les réparations simples aux outils et machines de la ferme et du ménage (affûtage de lames, vérification du serrage des vis et boulons, soudures de toutes sortes, étamage, réparations de joints et de fuites de tuyaux, épissures, scellements dans les murs). L'accomplissement de ces travaux par le cultivateur lui-même ne rend pas d'ailleurs inutile la présence au village d'artisans; leur tâche s'en trouve allégée, mais ils restent indispensables pour effectuer les travaux importants et délicats et pour conseiller le paysan dans son activité de bricoleur.

S'inspirant de ces considérations, les services de l'Enseignement technique ont créé de nombreux cours professionnels d'artisanat rural qui ont été organisés soit en ateliers fixes, soit en ateliers ambulants.

Les ateliers fixes sont annexés à un établissement scolaire du second degré : lycée, collège, école primaire supérieure, école pratique, école d'agriculture d'hiver. Il en existe, notamment, au lycée de Laon, aux collèges de Vienne et de Carpentras, aux écoles primaires supérieures d'Albi, de la Côte-Saint-André (Isère), de Moutiers (Savoie), à l'école pratique de Grenoble, au cours complémentaire de Bourg d'Oisans (Isère).

Il est à remarquer que la fréquentation de ces cours fixes entraîne pour les agriculteurs, malgré l'octroi de bourses, des frais de déplacement et des dépenses de toutes sortes. L'atelier ambulant, au contraire, comme les écoles ménagères organisées par le Ministère de l'Agriculture, va chercher l'agriculteur chez lui. Il s'adresse à tous les habitants du village, et on a pu

remarquer que les vieux ne le fréquentent pas avec moins d'assiduité et de profit que les jeunes.

Les ateliers ambulants se composent généralement de deux camions pourvus de tout le matériel nécessaire et placés sous la direction de deux contremaîtres dont l'un est spécialisé dans les travaux du fer et l'autre dans ceux du bois. Ces camions se transportent de village en village pendant l'hiver et restent, en général, de quatre à six semaines dans chaque localité. Les premiers essais ont été faits dans le département de l'Isère, puis étendus au Rhône, à la Haute-Savoie, à la Corrèze. Partout ils ont laissé une excellente impression dont témoignent les remerciements et les félicitations exprimés par les Conseils municipaux des communes visitées.

Devant de tels résultats, l'Enseignement technique n'a cessé de développer son effort. Le tableau suivant permet de s'en rendre compte :

| Années     | Nombre de<br>cours d'artisa-<br>nat rural | Nombre<br>d'élèves | Montant de la dépense né-<br>cessitée par le fonctionne-<br>ment des cours. |
|------------|-------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| 1928 ..... | 18                                        | 361                | 251.778                                                                     |
| 1931 ..... | 23                                        | 887                | 734.329                                                                     |

Ce développement des cours professionnels d'artisanat rural a d'ailleurs été parallèle à celui de tous les autres cours professionnels. De 528 en 1924, leur nombre s'est élevé à 1.234 en 1931; pendant les années 1924 et 1930, les dépenses y afférentes ont passé de 14.919.831 francs à 43.983.028 francs.

Une autre initiative de l'Enseignement technique en matière de cours professionnels d'artisanat rural et

surtout de bricolage mérite d'être signalée: ce sont les cours à la caserne. Il a paru intéressant d'initier les jeunes agriculteurs, pendant leur service militaire, au travail rudimentaire du bois et du fer et à la conduite de machines à moteurs. Avec le concours de l'autorité militaire, des cours très suivis des jeunes soldats fonctionnent à Grenoble, à Brive et à Aix-en-Provence.

Une dernière remarque s'impose : l'Enseignement technique a besoin, pour continuer sa tâche, de la collaboration de l'enseignement primaire. Le programme des cours professionnels comprend une part d'enseignement général. L'instituteur a donc sa place marquée dans l'organisation de l'enseignement professionnel post-scolaire. Il pourrait même être appelé à rendre au cours professionnel d'importants services s'il était préparé à la sortie de l'école normale, par un stage d'une année dans une école professionnelle, au rôle de professeur technique. L'instituteur est préparé, par une quatrième année d'études sanctionnée par le brevet agricole, à la fonction de professeur de cours professionnels agricoles. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour l'enseignement professionnel industriel, artisanal ou commercial? Une telle réforme présenterait les plus grands avantages en matière d'artisanat rural, car elle permettrait à l'enseignement professionnel de pénétrer dans les communes de petite et moyenne importance, sans avoir recours aux ateliers ambulants qui ne peuvent visiter tous les villages en même temps. Nous rencontrons là encore, comme en matière d'orientation professionnelle, un domaine de collaboration entre les deux enseignements technique et primaire. A cet égard, le département de Maine-et-

Loire mérite une mention toute spéciale (1). Dans ce département, avec le concours du Directeur de l'Ecole nationale des Arts et Métiers d'Angers, du Directeur de l'Usine électrique de cette ville, de l'Inspecteur de l'Enseignement technique, du Directeur des Services agricoles, de l'Inspecteur d'Académie, des Inspecteurs primaires et d'un certain nombre d'instituteurs, onze cours d'artisanat rural ont pu être créés. Le plan de travail de l'année scolaire 1932-1933 porte sur l'électricité et ses applications à la campagne; des moniteurs électriciens vont donner des conseils pratiques aux instituteurs et aux grands élèves, des séances de démonstrations et d'expériences ont lieu au laboratoire d'électricité de l'école des Arts et Métiers. Le personnel enseignant s'initie très rapidement au bricolage rural, de même que les élèves des écoles normales. Les collectivités locales ont déjà accordé des subventions qui permettent la rémunération des instituteurs et institutrices chargés de ce nouvel enseignement.

Il n'est pas douteux qu'une telle organisation dans tous nos départements ruraux faciliterait singulièrement la tâche de l'Enseignement technique et le recrutement des cadres de l'artisanat rural.

### § 3. — *Les encouragements aux apprentis et aux petits patrons qui les forment.*

Il serait vain d'organiser des cours professionnels s'il n'existait aucun apprenti pour les fréquenter, quelque importance que puisse présenter en elle-même

(1) Voir la Revue *L'Enseignement Public*, numéro de décembre 1932.

l'initiation des cultivateurs au bricolage. Il est donc rationnel que l'Enseignement technique ait pris une série de mesures destinées à encourager l'apprentissage proprement dit des métiers ruraux.

L'une des causes qui peuvent faire hésiter des parents à placer leurs enfants en apprentissage, réside dans le fait que l'apprenti gagne peu alors que le jeune manœuvre rapporte bien souvent des gains appréciables. On a donc songé à rétablir la parité entre les deux salaires par l'attribution de bourses (1). Les crédits nécessaires au paiement de ces bourses font l'objet d'un chapitre spécial au budget de l'Enseignement technique. Leur importance ne cesse de croître : les crédits se sont élevés successivement à 50.000 francs en 1921 et 1922; 60.000 francs en 1923 et 1924; 70.000 francs en 1925; 190.000 francs en 1926; 310.000 francs en 1927; 330.000 francs en 1928; 550.000 frs en 1929; 850.000 francs en 1930 et 1931 (2). D'autre part, 74 demandes de bourses ont été faites en 1925; puis il y en a eu successivement 200 en 1926, 400 en 1927, 1.200 en 1928; 35 % à peine d'entre elles ont pu recevoir satisfaction.

Les demandes doivent être adressées à la Préfecture et accompagnées des pièces suivantes :

1° Un extrait du rôle des contributions directes ou un certificat de non-imposition;

(1) Une méthode analogue est suivie à l'étranger, notamment en Irlande, où une Commission, créée en 1926, « pour mener une enquête et établir un rapport sur le système de l'Enseignement technique du point de vue des besoins des métiers et de l'industrie », a approuvé un projet de bourses d'apprentissage qui permettront aux apprentis des régions rurales de suivre des cours dans un centre urbain pourvu d'établissements d'enseignement.

(2) Il convient de signaler que sans la modération apportée par le Sénat qui réduisit quelque peu les chiffres fixés par la Chambre, ces crédits auraient été probablement supérieurs à ce qu'ils sont. (Voir, notamment, le Rapport sur le Budget de l'Enseignement technique pour l'exercice 1929, Sénat).

2° Un bulletin de naissance;

3° Un certificat de situation de famille délivré par le maire;

4° Un certificat de l'instituteur dont le requérant a fréquenté les cours;

5° Une copie du contrat d'apprentissage ou un certificat légalisé de l'employeur attestant que le candidat accomplit son apprentissage;

6° L'engagement d'exercer, pendant cinq ans au moins dans une commune rurale, le métier pour l'apprentissage duquel une bourse a été attribuée, ou de rembourser les sommes reçues dans l'hypothèse où cet engagement ne pourrait être tenu.

Jusqu'à l'année 1925, c'était l'Administration départementale qui était chargée de désigner les boursiers, la bourse accordée étant au maximum de 500 francs sur les fonds de l'Etat et augmentée d'une subvention de même montant prélevée sur le budget départemental.

Depuis 1926, les bourses sont attribuées par le Ministre de l'Education Nationale sur la proposition des Comités Départementaux de l'Enseignement technique chargés d'examiner le dossier de chaque candidat et de faire connaître au Ministre le montant de la contribution du département. Les bourses sont au maximum de 1.000 francs, valables pour une année. Elles sont renouvelables, mais ne dépassent pas 500 francs après renouvellement (1).

(1) Les Pupilles de la Nation ne peuvent bénéficier de ces bourses. C'est l'Office National des Pupilles de la Nation, qui dispose des crédits nécessaires pour leur venir en aide, qui, le cas échéant, doit les défrayer des charges pécuniaires entraînées par leur apprentissage.

En ce qui concerne la répartition des crédits, il convient de signaler que le Parlement a protesté à plusieurs reprises, et notamment au cours de l'examen du budget afférent à l'exercice 1930-1931, contre le fait que l'Administration Centrale de l'Education Nationale distribue les bourses entre les départements dans la proportion même où ceux-ci, sur leurs fonds propres, subventionnent les apprentis et artisans ruraux. Un tel procédé revient, en effet, à sacrifier délibérément les départements qui, en raison de leurs finances obérées, ne peuvent venir en aide à l'apprentissage. Il semble, au contraire, que ceux-ci devraient bénéficier dans une plus grande mesure des générosités de l'Etat.

On a prévu naturellement une surveillance de la formation professionnelle des apprentis bénéficiaires de bourses: les Inspecteurs départementaux de l'Enseignement technique s'assurent, par des visites fréquentes, que le boursier poursuit son apprentissage dans des conditions normales, et aucun renouvellement de bourse n'est accordé sans leur avis.

Enfin, une récente initiative de l'Enseignement technique en matière d'attributions de bourses d'apprentissage mérite d'être soulignée: dans le budget de 1932, des crédits spéciaux ont été prévus en vue de l'octroi de bourses aux élèves des écoles d'artisanat rural désireux de faire une quatrième année de scolarité pendant laquelle ils ont la possibilité de se spécialiser. Cette mesure a été inspirée par les méthodes suivies dans les écoles pratiques d'industrie où beaucoup d'élèves, des Arts et Métiers notamment, font une année supplémentaire d'études en vue de se spécialiser. Une telle tendance ne peut qu'être encouragée: mal-

heureusement les familles désirent, en général, retirer le plus tôt possible un gain du travail de leurs enfants, et elles hésitent à les maintenir à l'école. Il est donc indispensable de les aider en leur accordant des bourses.

Les services de l'Enseignement technique se sont aperçus à la longue que, faute d'outillage pour exercer leur métier à la campagne, beaucoup de jeunes gens qui avaient reçu une formation technique suffisante se dirigeaient vers les villes où ils savaient trouver chez un patron les outils nécessaires. En vue de parer à cet inconvénient, ils ont établi des boîtes portatives d'outillage, lesquelles sont attribuées à des apprentis nécessiteux et méritants qui, leur apprentissage terminé, s'établissent à la campagne. La préférence pour l'attribution de ces boîtes est accordée aux jeunes gens lauréats des concours d'apprentis pour les métiers d'artisanat rural ou ayant obtenu les meilleures notes aux examens du certificat d'aptitude professionnelle délivré à la fin de l'apprentissage.

Chacune de ces boîtes contient les outils indispensables à un ouvrier d'entretien. Deux types principaux ont été établis : 1° boîtes pour les métiers du bois (charron, menuisier, charpentier, etc...); 2° boîtes pour les métiers du fer (serrurier, plombier, zingueur, électricien).

Depuis 1926, un crédit de 50.000 francs environ est prévu dans le budget de l'Enseignement technique pour l'achat de ces boîtes, ce qui permet l'acquisition d'une centaine d'entre elles chaque année. C'est en 1927 que la première distribution de ces coffrets a été effectuée : tous les départements, sauf la Seine, en ont

bénéficié; 52 ont immédiatement attribué à des jeunes gens les boîtes offertes et les autres ont aussitôt prévu des concours d'apprentis pour l'année 1928. Une vingtaine de départements ont même décidé l'acquisition de boîtes d'outillage sur leurs propres crédits.

En 1931, un nouveau progrès a été accompli : à la demande d'un grand nombre de Comités départementaux de l'Enseignement technique, il a été créé un type de boîte spéciale pour chaque métier rural, et pour chacun des types, il a été prévu deux modèles différents : l'un pour les jeunes gens qui désirent travailler comme compagnon chez un patron, l'autre pour ceux qui ont l'intention de s'installer immédiatement à leur compte dès la fin de leur apprentissage. Cette innovation paraît devoir donner les résultats les plus heureux car, au cours de l'année 1932, plus de 1.000 demandes de boîtes ont été transmises à l'Administration par les Comités départementaux de l'Enseignement technique.

Parallèlement aux encouragements aux apprentis, l'Etat s'est efforcé d'encourager également les petits patrons chargés de leur formation. A cet effet, un crédit de 100.000 francs a été inscrit pour la première fois au budget de 1928 en vue d'allouer des primes en argent destinées à récompenser les artisans ruraux formant des apprentis. Pour bénéficier desdites primes, dont le taux est fixé à 500 francs au minimum, les candidats doivent en faire la demande à la Préfecture de leur département. Comme pour les bourses d'apprentissage, ces demandes sont soumises à une enquête et transmises ensuite à la Direction de l'Enseignement technique avec l'avis du Comité Départe-

mental et celui du Préfet. Le crédit budgétaire nécessaire au paiement de ces primes a été porté à 200.000 francs lors du vote du budget de l'exercice 1930-1931.

Une dernière initiative préconisée par les Commissions des Finances de la Chambre et du Sénat mérite d'être examinée: c'est celle qui consisterait à créer des stages dans les écoles techniques en faveur des artisans petits employeurs. Ces stages permettraient, en effet, aux petits patrons de se perfectionner dans la technique de leur métier et de s'initier aux méthodes pédagogiques de l'enseignement. La formation de leurs propres apprentis ne pourrait qu'y gagner. Mais pour que l'expérience réussisse, il importe qu'aucune dépense ne demeure à la charge des petits patrons envoyés en stage: leurs frais de déplacement et de séjour doivent leur être intégralement remboursés. Il faut, au surplus, que pour éviter qu'il ne soit une cause de manque à gagner, le stage soit de courte durée et ait lieu à un moment de morte saison. L'époque à laquelle il s'effectuerait devrait donc varier avec les métiers et les régions, de manière à n'apporter aucune perturbation dans l'industrie artisanale. Malgré ces précautions, nous restons assez sceptiques quant au résultat: un artisan rural ne quittera pas facilement son atelier et sa famille pour aller effectuer un stage de quelques semaines dans une école parfois lointaine, dans le seul but de mieux former ses apprentis. Le souci de garder sa clientèle passera, peut-être à juste titre, avant celui de parfaire sa formation pédagogique.



Telle est l'œuvre des Pouvoirs Publics en matière de formation professionnelle des artisans ruraux. Il

convient d'examiner les tendances du monde artisanal à l'égard de cette œuvre.

### SECTION III. — LES ASSOCIATIONS ARTISANALES ET L'APPRENTISSAGE.

On ne saurait dissimuler que les efforts de l'Enseignement technique n'ont pas reçu des groupements artisanaux l'accueil qu'ils méritaient.

Dès 1931, le rapporteur de la question de l'artisanat rural devant le Congrès National de l'Artisanat fait la plus vive critique des écoles d'artisanat rural et des cours de bricolage. « On a créé, écrit-il (1), des Ecoles d'artisanat rural qui, jusqu'à ce jour, ont eu, pour assurer leur fonctionnement, l'avantage de coûter très cher et dont les résultats sont encore à démontrer, car ne croyons pas que les bénéficiaires de cette instruction artisanale aient réalisé les espérances que l'on escomptait. Dans le Calvados, une école d'artisanat rural a été créée par les subventions de l'Etat et plus particulièrement du département. On espérait beaucoup de cette école du fait que le Calvados est un département agricole par excellence. Mais, hélas ! les résultats jusqu'à ce jour sont à peu près nuls. En voici un exemple : lors de la visite de cette école par un Ministre de l'époque, celui-ci félicitait l'élève sorti premier en fin d'année scolaire et lui posait la question suivante : « Quels sont tes projets pour l'avenir ? » Le jeune homme répondit : « Je compte rentrer dans une Compagnie de Chemin de fer. » Un autre élève interrogé répondit : « aux autobus » ; un troisième :

(1) Voir l'*Artisan Français* (numéro de mai 1931).

« À Paris, dans une usine d'autos ». Jugez donc si ceux-là feront des artisans!... Je ne vous dirai pas le prix exact que coûte à la collectivité la formation d'un de ces apprentis, mais jusque là tout ce que je puis vous dire et vous certifier, c'est que cet apprenti coûte plus de 50.000 francs et encore ce n'est pas un artisan!

« On a voulu aussi créer des cours de bricolage, c'est-à-dire faire d'un même individu un maréchal, un charron, un cordonnier, un électricien, etc... Pour mieux dire, apprendre à se passer des vrais artisans pour certains travaux. Le résultat pratique de cette expérience a été néfaste en ce sens que l'on avait recours à l'artisan spécialisé lorsque la pièce était rendue inutilisable par la malfaçon du bricoleur. Et à ce moment le client discute âprement à l'artisan le prix demandé pour la remise en état du travail mal fait. Aussi protestons-nous avec force contre ces innovations qui coûtent très cher. »

Nous trouvons les mêmes reproches au Congrès National de 1932, exprimés peut-être avec encore plus d'âpreté et moins de discrétion : « Nous savons par expérience, écrit le rapporteur (1), que les remèdes apportés à ce jour par les pouvoirs publics, en particulier par l'Enseignement technique, n'ont donné aucun résultat efficace, sinon que d'aggraver la situation. En effet, des sacrifices financiers importants ont été faits pour créer des écoles soi-disant d'artisanat rural qui, pour la plupart mal dirigées, ont eu le grave inconvénient de faire plutôt du mal que du bien aux artisans ruraux. D'abord les dirigeants de ces écoles et

(1) Voir *l'Artisan Français* (numéro du 31 mai 1932).

leurs professeurs ne sont pas des artisans. Ce sont pour la plupart de bons ouvriers de métallurgie et d'industrie, de là, impossibilité de faire des artisans. En outre, ces écoles font une concurrence acharnée aux artisans qui les entourent, en leur prenant leur travail à des prix dérisoires et vont, de ce fait, à l'encontre du but qui leur est assigné. C'est pour ces raisons que ces apprentis, ayant reçu une instruction professionnelle industrielle, cherchent plutôt à quitter les campagnes pour se diriger vers l'industrie... N'a-t-on pas voulu essayer de créer également des cours de bricolage, c'est-à-dire faire d'un même individu un maréchal, un cordonnier, un électricien, etc., etc...? Voyez d'ici les résultats! On peut les considérer comme nuls et on gaspille beaucoup d'argent! »

Seule, l'institution des bourses d'apprentissage trouve grâce devant le rapporteur, et encore estime-t-il qu'elles n'apportent pas une solution à la question de l'apprentissage en raison de la parcimonie avec laquelle elles sont distribuées.

Une tendance analogue se manifeste au sein de groupements moins importants. L'un des dirigeants de la Fédération Régionale des Artisans de Bourgogne et de Franche-Comté estime (1) qu'à côté des cours complémentaires devant être donnés aux apprentis par l'Enseignement technique, l'atelier artisanal est le lieu où ceux-ci doivent recevoir l'enseignement manuel pratique et théorique de leur futur métier et que l'apprentissage doit, en général, se faire chez l'artisan.

Nous ne saurions approuver de telles critiques contre les écoles d'artisanat rural. Nous avons vu avec

(1) Voir *l'Artisan de Bourgogne et de Franche-Comté* (numéro de juillet 1932).

quel soin y est organisé l'enseignement; nous avons montré combien le but qu'elles poursuivent, savoir la formation d'artisans initiés aux conceptions de la production moderne, est conforme à la nouvelle technique des métiers ruraux : comment, dans ces conditions, peut-on nier l'effet bienfaisant de l'effort tenté? On cite des faits, il est vrai. On insiste sur le cas de quelques élèves qui, après avoir fait leur apprentissage à l'école, s'empressent d'entrer en qualité de salariés dans de grandes entreprises. Mais, à côté de ceux-ci, combien y en a-t-il qui deviennent véritablement des artisans ruraux? Aux reproches formulés par les rapports présentés aux Congrès nationaux de l'Artisanat, il est aisé de répondre par les résultats constatés à Gourdan-Polignan, par exemple. Il ressort, en effet, d'une enquête faite par le directeur de l'école et portant sur tous les élèves sortis de l'établissement depuis sa création, que 72 % environ de ceux-ci sont restés à la campagne et y exercent le métier pour lequel ils ont été préparés. Ces renseignements diffèrent sensiblement des précédents!

On critique aussi le recrutement du personnel enseignant, on reconnaît que ce personnel comprend de « bons ouvriers de métallurgie et d'industrie », mais on conclut qu'il y a pour lui « impossibilité des faire des artisans ». Pour quelles raisons? Quels meilleurs techniciens pourraient trouver les apprentis? Le charron ou le maréchal établi dans un petit village depuis plusieurs années, souvent depuis plusieurs générations, donnera-t-il un meilleur enseignement que ces bons ouvriers de métallurgie ou d'industrie? Sera-t-il capable de former ces futurs artisans qui doivent

posséder les notions les plus diverses sur nombre de questions touchant à la mécanique et tout à fait étrangères à la pratique du charronnage ou de la maréchalerie ?

On critique, enfin, les cours de bricolage. On estime que l'artisan est indispensable pour effectuer la moindre réparation. Mais le rôle de l'artisan rural moderne n'est plus de faire les petites réparations de peu d'importance, dont tout cultivateur possesseur de quelques notions de bricolage est à même de se charger. Au surplus, tout le monde tombe d'accord pour admettre qu'il est indispensable que l'agriculteur sache se servir de ses mains non seulement pour effectuer les travaux agricoles, mais encore pour entretenir son matériel. La formation d'artisans initiés à la nouvelle technique des métiers, telle est l'idée directrice de l'action de l'Enseignement technique. L'effort tenté est encore de trop fraîche date, il est vrai, pour avoir donné tous les résultats qu'il comporte; mais les premiers d'entre eux ne sont pas défavorables, loin de là.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons que nous rallier à cette œuvre.

Une autre organisation de l'apprentissage des métiers est toutefois mise en pratique dans les trois départements recouvrés, où a subsisté la législation locale des métiers. Il convient de l'examiner et de la comparer à celle de l'Enseignement technique.

#### SECTION IV. — L'APPRENTISSAGE ARTISANAL EN ALSACE-LORRAINE.

L'artisanat alsacien et lorrain est régi par diverses lois allemandes dont les principales sont la Reichs-

gewerbeordnung du 8 Juillet 1881, introduite dans les provinces annexées en 1888, et la Handwerkernovelle du 26 Juillet 1897. En matière d'apprentissage, cette législation s'oppose sur deux points fondamentaux à la législation française.

Tout d'abord, la Reichsgewerbeordnung distingue trois stades successifs dans l'ascension professionnelle de l'artisan : celui d'apprenti, celui de compagnon, celui de maître ; le passage d'une catégorie à l'autre dépend d'examens purement facultatifs, l'un dit de compagnon, l'autre de maître. Mais bien que ces examens soient purement facultatifs et que le fait de ne pas les subir ne mette pas obstacle à l'exercice de la profession artisanale, la loi dispose que seuls les détenteurs du brevet de maîtrise, âgés de 24 ans, auront le droit de former des apprentis.

En second lieu, les Chambres de Métiers contrôlent, surveillent et réglementent, d'une façon effective, l'apprentissage : elles doivent formuler des prescriptions quant à la durée, aux sanctions et autres modalités du contrat d'apprentissage, qui est toujours obligatoire et doit être conforme à ces prescriptions ; elles sont chargées d'organiser un service d'inspection d'apprentissage par lequel elles pourront constater et faire pénaliser les contraventions aux lois et règlements.

Limitation du droit de former des apprentis aux seuls titulaires du brevet de maître ayant atteint un certain âge, réglementation de l'apprentissage par les Chambres des Métiers, tels sont les deux points sur lesquels les législations française et locale se trouvent en nette opposition. Dans les départements non annexés, en effet, depuis la loi Le Chapelier, tout indi-

vidu — sauf quelques rares exceptions — a le droit de former des apprentis. En outre, la loi française du 26 Juillet 1925, portant création de Chambres de Métiers pour la défense des intérêts professionnels et économiques des artisans et compagnons, stipule bien, dans son article 17, que les Chambres de Métiers ont pour objet de participer à l'organisation de l'apprentissage des métiers dans les conditions qui seront fixées par une loi spéciale, mais cette loi n'est pas encore intervenue. Peut-être verra-t-elle le jour bientôt, mais avant d'examiner la proposition déposée dans ce sens sur le bureau de la Chambre, il n'est pas inutile de faire connaître les résultats de la législation précitée en Alsace-Lorraine.

Conformément à cette législation, les Chambres de Métiers de Strasbourg et de Metz ont élaboré un règlement d'apprentissage (1) et tous les contrats d'apprentissage passés dans leur ressort doivent y être conformes. Un exemplaire de chacun de ces contrats est déposé à la Chambre des Métiers : depuis 1900, leur nombre s'est élevé pour la Chambre de Strasbourg à plus de 100.000, et au cours des années 1929, 1930 et 1931, ce nombre a été respectivement de 10.415, 9.527 et 8.346. Le dépôt d'un exemplaire du contrat à la Chambre des Métiers permet à celle-ci de contrôler la conformité de la convention avec le règlement d'apprentissage et, en particulier, le fait que l'apprentissage est effectué chez un artisan titulaire du brevet

(1) En ce qui concerne le département de la Moselle, le règlement encore en vigueur date du 1<sup>er</sup> janvier 1913. Pour l'Alsace, le règlement d'apprentissage applicable, à l'heure actuelle, a été établi le 15 juillet 1928 par la Chambre des Métiers de Strasbourg et approuvé le 22 décembre 1928 par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique.

de maître et âgé de 24 ans. Sur 25.000 artisans établis en Alsace, 16.000 environ réunissent cette condition.

Le contrôle de l'apprentissage est loin d'être théorique. La Chambre des Métiers de Strasbourg dispose, à cet effet, de 4 inspecteurs qui visitent une moyenne de 7.000 ateliers chaque année : 6.329 exactement en 1931, ce qui représente 285 tournées d'inspection. Au cours de la même année, 1.556 contraventions ont été dressées; elles étaient du reste peu graves dans l'ensemble, puisque 904 d'entre elles ont pu être régularisées à la suite d'une simple mise en demeure.

Mais non seulement les Chambres de Métiers de Strasbourg et de Metz exercent un contrôle sévère sur la formation pratique de l'apprenti : elles attachent encore un intérêt primordial à la formation théorique. A cet égard, elles se sont efforcées de créer, encourager et développer des cours professionnels en faveur, notamment, des apprentis de l'artisanat rural. Un centre de documentation pédagogique, placé sous la direction d'un professeur d'enseignement technique, a été spécialement créé par la Chambre de Strasbourg avec l'aide de l'Etat et des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin pour les cours d'artisanat rural : les maîtres de ces cours ont ainsi à leur disposition la bibliothèque technique et les collections de dessins et de modèles de la Chambre des Métiers. Celle-ci a édité enfin, en 1930, à l'intention des élèves des cours dont il s'agit, le « Guide Compagnon », petit volume de 170 pages servant à la fois de livre scolaire et de manuel aux candidats à l'examen de compagnon : 4.800 exemplaires ont été vendus en un an.

Le tableau suivant fait ressortir l'activité des cours professionnels d'artisanat rural dans le ressort de la Chambre de Strasbourg :

| Années<br>scolaires | Départements                   | Nombre<br>de<br>cours | Nombre<br>d'élèves | Subventions<br>accordées par la<br>Chambre des<br>Métiers | Observations |
|---------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------|--------------|
| 1930-1931 :         | Bas-Rhin .....                 | 35                    | 1.854              | 11.950 fr.                                                |              |
|                     | Haut-Rhin ....                 | 19                    | 1.050              | 13.034 fr.                                                |              |
|                     | Total pour<br>l'année 1930-31. | 54                    | 2.904              | 24.984 fr.                                                |              |
| 1931-1932 :         | Bas-Rhin .....                 | 33                    | 1.373              | 13.800 fr.                                                |              |
|                     | Haut-Rhin ....                 | 15                    | 827                | 12.000 fr.                                                |              |
|                     | Total pour<br>l'année 1931-32. | 48                    | 2.200              | 25.800 fr.                                                |              |

Au surplus, l'effort financier de la Chambre des Métiers en faveur des cours et du centre de documentation pédagogique s'est élevé au total à 63.385 francs en 1930 et à 86.741 fr. 50 en 1931.

Grâce à cette œuvre, les apprentis peuvent, en principe, se préparer en toute facilité à la partie théorique de l'examen de compagnon. Ce dernier comporte, en outre, des épreuves pratiques consistant dans la confection d'une pièce d'épreuve à l'atelier patronal et devant la Commission d'examen. Les diverses modalités de l'examen de compagnon font d'ailleurs l'objet d'un texte spécial : le Règlement d'examen de compagnon, approuvé le 25 Mars 1927 par le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts en ce qui concerne la Chambre des Métiers de Strasbourg, et

le 25 Avril 1925 par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique en ce qui touche la Chambre des Métiers de la Moselle. Bien qu'il soit facultatif, la quasi totalité des jeunes gens terminant leur apprentissage subissent les épreuves de cet examen; bien plus, un certain nombre de retardataires se joignent à eux pour régulariser leur situation après coup, ce qui prouve le prix qu'on attache au brevet de compagnon. Le tableau suivant permet d'ailleurs de juger des résultats obtenus au cours des années 1929, 1930 et 1931 par la Chambre de Strasbourg.

| Catégories                                            | 1929   | 1930   | 1931  |
|-------------------------------------------------------|--------|--------|-------|
| Nombre d'apprentis terminant leur apprentissage ..... | 3.467  | 3.678  | 3.219 |
| Nombre de candidats .....                             | 3.845  | 3.694  | 3.211 |
| Nombre d'admis .....                                  | 3.590  | 3.370  | 2.921 |
| Nombre d'ajournés .....                               | 255    | 324    | 290   |
| Pourcentage du nombre des ajournés .....              | 6,60 % | 8,80 % | 9 %   |

La formation des maîtres est l'objet du même effort de la part des Chambres des Métiers des départements recouvrés. Seuls peuvent accéder au grade de maîtres, les compagnons ayant subi avec succès les épreuves d'un examen spécial à la fois théorique et pratique, dont les modalités ont été approuvées par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, le 22 janvier 1931 pour la Chambre des Métiers d'Alsace, et le 25 avril 1925 pour celle de la Moselle. Des cours professionnels ont été également organisés en faveur des candidats : 26 cours fréquentés par 635 auditeurs ont fonctionné en 1930 dans les départements du Haut-

Rhin et du Bas-Rhin; 29 cours avec 763 participants ont été ouverts en 1931. Les résultats de l'effort déployé par la Chambre des Métiers de Strasbourg dans ces deux départements s'inscrivent dans le tableau ci-dessous :

| Catégories                                                              | 1929 | 1930      | 1931      |
|-------------------------------------------------------------------------|------|-----------|-----------|
| Nombre d'auditeurs aux cours préparatoires à l'examen de maîtrise ..... | 585  | 619       | 633       |
| Nombre de candidats :                                                   |      |           |           |
| a) établis à leur propre compte.....                                    | 602  | 322       | 305       |
| b) travaillant comme compagnons ....                                    |      | 259 } 581 | 215 } 550 |
| Nombre de candidats admis .....                                         | 548  | 508       | 469       |
| Nombre de candidats ajournés .....                                      | 54   | 73        | 81        |
| Pourcentage du nombre des ajournés....                                  | 9 %  | 12,50 %   | 14,70 %   |

L'augmentation du pourcentage du nombre des ajournés à la suite de l'examen de maîtrise, augmentation que nous constatons déjà lors des épreuves de compagnon, permet de se rendre compte que le titre de maître est entouré en Alsace de sérieuses garanties professionnelles. Une constatation analogue peut être faite dans le département de la Moselle .

On pourrait espérer, dès lors, que ces maîtres réunissent toutes les conditions nécessaires à la formation complète de bons apprentis. Et pourtant, il convient de signaler que les Chambres de Métiers de Metz et de Strasbourg notent, dans leur rapport moral et administratif des années 1930 et 1931, que les connaissances théoriques des candidats aux examens de compagnonnage sont loin d'être suffisantes! Ainsi, malgré l'admirable organisation de cours professionnels, malgré la formation minutieuse dont sont l'objet les fu-

turs instructeurs des apprentis, on n'arrive pas encore à un résultat satisfaisant. On objectera, il est vrai, que les cours professionnels n'ont peut-être pas été fréquentés aussi assidûment que les règlements l'exigeraient; mais, en tout état de cause, il semble qu'un patron titulaire du brevet de maîtrise devrait être à même d'assurer la formation théorique et pratique d'un apprenti. Nous trouvons là un motif de plus d'approuver l'effort des Services de l'Enseignement technique en vue de la création et de la multiplication des écoles d'artisanat rural dans lesquelles, quoi qu'on en dise, nos futurs artisans acquièrent toutes les connaissances théoriques et pratiques indispensables à leur futur métier. L'apprentissage à l'atelier ne permettra jamais à un jeune homme de connaître les principes mécaniques ou technologiques qui forment la base des professions ressortissant à l'artisanat rural moderne. Quant à la pratique du métier, il nous a été permis de constater qu'elle constitue la partie principale de l'enseignement des écoles et qu'elle peut y être acquise au moins aussi facilement que dans un atelier de village.

L'exemple alsacien et lorrain a cependant inspiré une proposition de loi tendant à rendre plus effectif l'apprentissage à l'atelier des métiers artisanaux. C'est cette proposition que nous allons examiner.

**SECTION V. — LA PROPOSITION DE LOI DÉPOSÉE PAR M. PAULIN, DÉPUTÉ, ET UN CERTAIN NOMBRE DE SES COLLÈGUES, CONCERNANT L'ORGANISATION DE L'APPRENTISSAGE DES MÉTIERS ARTISANAUX.**

Déposée sur le bureau de la Chambre par plus de deux cents députés, le 29 décembre 1932, la proposi-

tion dont il s'agit a un triple objet : le droit d'exercice de certains métiers, l'apprentissage artisanal et l'orientation professionnelle artisanale.

Dans son article premier, la proposition stipule que « dans les six mois qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, un décret rendu sur la proposition de M. le Ministre du Travail, après avis des organisations syndicales artisanales et des Chambres de Métiers créées en conformité de la loi du 26 juillet 1925, déterminera les métiers artisanaux nécessitant un apprentissage complet sanctionné par le certificat d'aptitude professionnelle artisanale pour pouvoir être exercés ».

Nous ne saurions approuver une telle mesure. Depuis l'abolition du régime corporatif, l'exercice des métiers est libre. Pourquoi vouloir revenir à l'ancien système ? Remarquons que l'adoption de cette proposition tendrait à instituer un régime encore plus strict que celui pratiqué en Alsace-Lorraine, où la liberté absolue est de règle en ce qui touche l'exercice même des professions artisanales. Que la loi réglemente le droit d'exercer certaines professions touchant à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou à la santé publique, c'est là son domaine ; mais il est inadmissible qu'une disposition législative ou réglementaire vienne apporter des entraves au libre développement de l'artisanat rural ou autre. En cette matière, la capacité professionnelle seule peut mettre un frein à l'exercice des métiers : il est évident que la clientèle désertera l'atelier de l'artisan incapable et le mettra dans l'obligation de renoncer à son métier.

Nous envisagerions plus favorablement l'adoption des dispositions tendant à réglementer les conditions d'apprentissage des métiers : aux termes de l'article 2 de la proposition, « nul ne pourra désormais recevoir, instruire ou employer des apprentis, s'il n'exerce son métier depuis plus de cinq ans et s'il n'a été reconnu suffisamment instruit et compétent, après examen passé devant une Commission permanente désignée à cet effet par la Chambre des Métiers du département et soumise au contrôle et à l'approbation de l'autorité préfectorale ». Ces dispositions sont complétées par celles de l'article 7 rappelant l'obligation pour tous les apprentis de suivre assidûment, sous la responsabilité de leurs maîtres, les cours professionnels institués dans la localité, soit par les organisations syndicales artisanales ou par la Chambre des Métiers, soit par l'Etat, les départements ou les municipalités. Le même article place le programme et la fréquentation de ces cours professionnels sous le contrôle direct des Chambres de Métiers : les programmes, qui devront comprendre, outre l'enseignement des données techniques et des procédés manuels, l'enseignement propre à assurer la formation théorique de l'apprenti (géométrie, dessin, notions sur la comptabilité et la tenue des livres, la correspondance, les opérations élémentaires de banque, la publicité, la législation des accidents du travail et des assurances, etc...), seront fixés par décret rendu sur la proposition des Ministres du Travail et de l'Education Nationale après consultation des Chambres de Métiers. Celles-ci auront, en outre, « tous pouvoirs pour surveiller et inspecter les cours professionnels et techniques fréquentés par les apprentis ».

Quels que soient les effets bienfaisants de telles mesures, il serait vain d'espérer qu'elles suffiront à elles seules à assurer la formation professionnelle complète des futurs artisans. L'exemple alsacien et lorrain nous a fait entrevoir que la formation théorique de l'apprenti ne peut être assurée ni à l'atelier, même si le patron est titulaire du brevet de maîtrise, ni aux cours professionnels. Malgré toutes les mesures que l'on pourra envisager tendant à une fréquentation régulière et assidue de ces cours, il y aura toujours un grand nombre de jeunes gens qui éviteront de les suivre. La formation des futurs artisans ruraux dans des écoles spécialisées, telle que l'envisage l'Enseignement technique, donnera, à notre sens, des résultats beaucoup plus tangibles. Il est naturel de s'efforcer d'assurer cette formation en dehors des écoles dans les meilleures conditions possibles, puisque malheureusement tous les apprentis ne peuvent recevoir l'enseignement scolaire : à cet égard, la proposition de loi Paulin est susceptible de donner quelques résultats. Mais jamais ces résultats ne seront aussi féconds que ceux obtenus dans les écoles, et il serait vivement regrettable que dans quelques années, on invoque l'adoption des mesures susvisées pour refuser les crédits nécessaires au fonctionnement des écoles d'artisanat rural. Une telle crainte n'est pas vaine si l'on songe que la proposition de loi dont il s'agit a été établie, selon les paroles mêmes de ses auteurs, en plein accord avec la Confédération Générale de l'Artisanat Français, et si l'on veut bien se souvenir des critiques acerbes dirigées par ce groupement contre l'institution des écoles d'artisanat rural.

Plus légitimes à notre avis sont les dispositions de la proposition tendant à créer des organes d'orientation professionnelle propres à l'artisanat. A cet effet, les articles 5 et 6 disposent qu'il est institué auprès de toutes les Chambres de métiers un centre d'orientation professionnelle artisanale comportant un service médical. Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces centres seront déterminées par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail et de la Santé Publique, après avis des organisations syndicales artisanales et des Chambres de Métiers. Avant de choisir un métier, les candidats apprentis devront subir, aux centres d'orientation professionnelle artisanale, un examen médical approfondi destiné à déceler les indications et contre-indications professionnelles. A la suite de cet examen, les centres conseilleront les futurs apprentis sur le choix du métier, les orienteront vers les professions répondant le mieux à leurs constitution et aptitudes physiques, et les détourneront de celles dont l'exercice est incompatible avec leur état de santé ou susceptible d'y porter préjudice.

Malgré la légitimité de telles mesures, il convient de remarquer cependant que les pouvoirs publics ont été loin de se désintéresser jusqu'à maintenant de l'orientation professionnelle artisanale, en particulier de l'orientation des jeunes gens vers les métiers ruraux. Nous avons vu précédemment les instructions adressées par le Ministre de l'Instruction Publique au personnel enseignant, nous avons signalé également l'effort de l'Office Départemental d'orientation professionnelle du Rhône et nous avons montré l'œuvre féconde qui pourrait en résulter en ce qui touche le

recrutement des artisans ruraux. Ne serait-ce pas faire fausse route que de négliger la collaboration du personnel enseignant et de placer l'orientation professionnelle, artisanale sous le seul contrôle des Chambres de Métiers ? Qu'il s'agisse d'orientation professionnelle, d'apprentissage ou d'initiation des masses rurales au bricolage, l'effort des pouvoirs publics, tel qu'il se poursuit à l'heure actuelle, a été suffisamment probant, bien qu'il n'ait pas encore donné tous les résultats qu'il comporte, pour mériter les plus vifs encouragements et être poursuivi. Il serait éminemment regrettable que les associations artisanales, obtenant seulement à l'heure actuelle le contrôle de l'apprentissage, puissent dans quelques années se targuer de résultats dont, en réalité, tout le mérite reviendrait à l'Etat, aux Départements ou aux Communes.

---

## CHAPITRE VI

---

### L'AIDE FINANCIERE APPORTEE AUX ARTISANS RURAUX.

---

Il ne suffit pas de former des artisans ruraux : il faut encore leur donner les moyens de s'installer. La construction ou l'achat d'un atelier représente, en effet, un capital important dont tous les apprentis ne peuvent disposer lors de leur installation : aussi les artisans ruraux travaillent-ils presque toujours dans des conditions déplorables. Souvent, le maréchal se contente, en guise de forge, d'un mauvais hangar exposé à toutes les intempéries, sous lequel il subit alternativement la terrible chaleur du feu de la forge et les froids et pluies des mauvaises saisons. Aussi les maréchaux sont-ils maintes fois victimes de bronchites répétées et de tuberculose pulmonaire. Les dirigeants de leurs syndicats ne manquent pourtant pas de leur rappeler que la forge et le hangar à ferrer doivent être spacieux, bien aérés, et surtout à l'abri des intempéries ! Mais ces recommandations sont vaines, si le maréchal ne trouve pas les concours financiers nécessaires à l'assainissement de son atelier.

En dehors de ces considérations d'ordre hygiénique, qui posent des problèmes de crédit immobilier, des

faits d'ordre technique ou commercial justifient l'octroi d'avances à court, long ou moyen terme, aux artisans. L'outillage que doivent posséder les artisans ruraux est, en effet, loin d'être simple et bon marché. Le moindre petit mécanicien de village est tenu d'avoir à sa disposition, outre son moteur électrique, des outils de traçage, de dégrossissage, de finissage, de perçage, d'alésage, de filetage, de forgeage, d'affûtage, de mesure et de vérification. Une forge d'importance moyenne doit comprendre 1 enclume, 3 marteaux à main, 2 marteaux à devant, 2 châsses rondes, 2 dégorgeoirs, 5 tranches à chaud, 1 tranche à froid, 3 gouges, 1 poinçon méplat, 2 châsses carrées, 1 châsse à parer, 1 châsse à biseau, 6 poinçons ronds, 12 tenailles, diverses étampes, des clouières, mandrins, règles, compas, tisonniers, etc... Les frais d'outillage que doivent exposer les artisans ruraux, au moment de leur installation, sont du reste d'autant plus élevés que ceux-ci sont appelés à exercer plusieurs métiers et qu'il leur faut posséder les outils propres à chacun d'eux. On estime que le simple outillage de maréchalerie d'une forge de village coûte de 5.000 à 7.000 francs s'il est rudimentaire, de 18.000 à 25.000 francs s'il est assez perfectionné, et jusqu'à 40.000 francs s'il est très perfectionné (1). Ces chiffres, auxquels il faut ajouter ceux représentant le prix des outils de charron, de mécanicien, de serrurier ou de ferblantier, permettent de se rendre compte des sommes que sont appelés à déboursier les futurs artisans ruraux lors de leur installation.

(1) Voir R. Gaudin — *Le Maréchal-Ferrant*. Thèse Droit Paris, 1925.

Mais une fois celle-ci achevée, il faut encore attendre la clientèle ou plutôt aller la chercher et ensuite la visiter le plus souvent possible; il faut, en un mot, faire face aux frais généraux et disposer notamment d'une certaine avance pour assurer les premiers règlements de compte avec les fournisseurs. D'un article publié par « l'Artisan Français » en avril 1931, il résulte que les frais généraux d'un artisan rural du bâtiment se montent à 14.100 francs par an, soit 56 fr. 40 par jour en estimant à 250 le nombre annuel des journées de travail, compte tenu des dimanches et jours fériés et de la morte saison d'hiver.

Il est naturel que, dans ces conditions, l'Etat se soit efforcé d'apporter son concours financier à l'artisanat rural. Mais il convient de remarquer que deux systèmes peuvent être mis en œuvre par les pouvoirs publics en vue d'apporter une aide pécuniaire à un groupe d'individus : un premier système consiste dans l'octroi de prêts; un second réside dans le fait de soumettre les individus en cause à un régime fiscal spécial moins onéreux que le régime de droit commun : c'est en quelque sorte un système négatif.

L'Etat a fait une large application de ces deux séries de mesures en vue d'assurer le développement de l'artisanat rural ou autre.

## SECTION I. — LE CRÉDIT ARTISANAL.

Le développement du crédit artisanal est d'origine assez récente. On trouve trace, il est vrai, en 1880, d'une caisse de prêts instituée par l'Etat en faveur des chefs d'atelier des fabriques de soieries à Lyon; mais cette tentative de crédit fut des plus courtes. En

1917, deux lois, l'une du 13 mars, l'autre du 7 mai, instituent des systèmes d'organisation de crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. Le 24 octobre 1919, intervient un nouveau texte de caractère tout à fait exceptionnel créant un système spécial de crédit en faveur des artisans démobilisés ou des veuves d'artisans morts pour la France. Enfin, l'article 9 de la loi du 5 août 1920, complété par l'article 9 du règlement d'administration publique du 9 février 1921 et par la loi du 17 mars 1931, prévoit que des prêts à court, long ou moyen terme, peuvent être accordés aux artisans ruraux satisfaisant à certaines conditions.

Mais la véritable loi ayant organisé le crédit proprement artisanal ne date que du 27 décembre 1923. Elle est publiée au « Journal Officiel » du 28 décembre et intitulée « Loi portant organisation du crédit aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans, ainsi qu'aux petits artisans ». Elle prolonge considérablement l'aide déjà apportée au monde artisanal par les banques populaires, tant en application des lois de 1917 que par suite de la loi de 1919. Elle présente, en effet, l'avantage de fournir aux artisans du crédit à forme industrielle et non plus commerciale, c'est-à-dire du crédit « long », mettant à leur disposition, non plus seulement des capitaux circulants, mais des capitaux fixes susceptibles d'être immobilisés en frais de constitution et de réfection d'entreprise ou d'acquisition d'outillage. Les conditions d'application de la loi dont il s'agit ont été précisées par un règlement d'administration publique en date du 27 juillet 1924. Aux termes de cette législation, des

avances peuvent être attribuées sous certaines conditions aux sociétés coopératives ou unions de sociétés coopératives d'artisans ainsi qu'aux artisans individuellement. Ces avances sont imputées sur les ressources budgétaires constituées soit à l'aide de crédits ouverts par la loi de finances, soit à l'aide des disponibilités d'un fonds de dotation spécial.

Aucune loi de finances n'a depuis 1923 ouvert de crédits spéciaux destinés à permettre l'octroi de prêts aux artisans. Mais le fonds de dotation a amplement suffi à assurer le fonctionnement du crédit artisanal. L'alimentation de ce fonds, réglée précédemment par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1923, est régie maintenant par les dispositions de l'article 66 de la loi du 19 décembre 1926 ainsi conçu : « A compter de l'exercice 1927, les redevances dues par la Banque de France au Trésor en exécution des articles 5 de la loi du 17 novembre 1897 et 4 de la convention du 26 octobre 1917, ainsi que la part des bénéfices de la Banque de France revenant éventuellement à l'Etat en vertu de la convention additionnelle du 26 Juillet 1918, seront portées à un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor et attribuées pour les 5/6 à la Caisse Nationale de Crédit agricole. Le 1/6 restant est affecté, après prélèvement de 3 millions réservé aux opérations à long terme du crédit hôtelier, par parts égales : 1° au fonds de dotation des banques populaires créé par l'article 11 de la loi du 13 mars 1917; 2° au fonds de dotation de l'artisanat français créé par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1923. Toutefois, lorsque le montant des versements annuels faits par la Banque de France dépassera 115 millions, la moitié du surplus sera attribuée au Trésor et versée

aux produits divers du budget général de l'exercice en cours. » Ce texte est complété par l'article 40 de la loi de crédits supplémentaires du 9 décembre 1927 qui prévoit que « sur le fonds de dotation de l'artisanat français institué par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1923, il est prélevé une somme de 4 millions de francs qui sera portée au compte du fonds de dotation des sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit prévu par l'article 45 du Livre III du Code du Travail, pour être affectée à des avances auxdites sociétés ».

Ce prélèvement ne saurait nous surprendre, car non seulement le fonds de dotation a toujours pu faire face aux demandes de crédit, mais il présente des excédents de recettes qui ne peuvent rester inemployés. Depuis sa création, en 1923, jusqu'au vote de la loi du 9 décembre 1927, le fonds de dotation avait en effet, bénéficié des attributions suivantes (1) :

|                            |                                                                                      |               |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| 1923. —                    | Fonds initial prélevé sur le reliquat disponible des avances de la Banque de France. | 2.000.000. »  |
| —                          | Prélèvement sur le produit des redevances de la Banque .....                         | 5.930.452.20  |
| 1924. —                    | Prélèvement sur le produit des redevances de la Banque....                           | 8.324.188.53  |
| 1925. —                    | Prélèvement sur le produit des redevances de la Banque....                           | 7.161.733.59  |
| 1926. —                    | Prélèvement sur le produit des redevances de la Banque....                           | 5.841.360.42  |
| 1927. —                    | Prélèvement sur le produit des redevances de la Banque....                           | 1.502.635.64  |
| (1 <sup>er</sup> semestre) |                                                                                      |               |
|                            | Total .....                                                                          | 30.760.370.38 |

(1) Voir Rapport Sénat n° 600 sur le projet portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1927.

Or, à la même date, les avances suivantes avaient été accordées sur le fonds de dotation :

|                   |           |
|-------------------|-----------|
| 1925.....         | 1.500.000 |
| 1926.....         | 4.050.000 |
| 1927.....         | 1.070.000 |
| (9 premiers mois) | <hr/>     |
| Total.....        | 6.620.000 |

Il restait donc au 1<sup>er</sup> octobre 1927, soit 4 ans après l'institution du crédit artisanal, un disponible de 24.140.370 francs, et il est légitime que, dans ces conditions, on ait détourné une partie de ces fonds inemployés de leur destination première.

Même après ce prélèvement, du reste, le fonds de dotation peut faire face aux demandes d'ouverture de crédit. En effet, il reçoit en moyenne chaque année, au titre des redevances de la Banque de France, une somme de 12 millions de francs environ (1). Par ailleurs, le disponible au 31 mars 1931 s'élevait à 42.456.000 francs non employés; à la suite du décret du 19 Juin 1931 prélevant une somme de 10 millions de francs à titre de fonds de concours pour accorder de nouvelles avances, le disponible restant était encore de plus de 32 millions de francs. En outre, à la même date, le fonds de dotation devait recevoir avant 1938, au titre de remboursements d'avances aux coopératives, plus de 51 millions, et avant 1937 plus de 25 millions au titre de remboursements d'avances individuelles, soit au total près de 77 millions. En contre

(1) Voir rapport de M. André Payer, député (n° 6327. Session 1932. Chambre. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 février 1932).

partie, au cours de l'année 1930, le fonds a distribué un peu plus de 8 millions d'avances et en 1931, un peu plus de 12 millions.

Le fonds de dotation dispose donc de tous les moyens financiers nécessaires au fonctionnement normal du crédit artisanal. Il convient d'examiner les conditions dans lesquelles a lieu ce fonctionnement tant en matière de crédit collectif qu'en matière de crédit individuel.

### § 1<sup>er</sup>. — *Le crédit collectif.*

Le crédit collectif est destiné aux Sociétés coopératives d'artisans ayant pour but « l'achat, la fabrication, la répartition des marchandises, matières premières, machines ou objets quelconques, ou tout autre but intéressant directement ou indirectement l'exercice de la profession artisanale de leurs membres (1) ».

Ces sociétés sont à capital et personnel variables. Elles fonctionnent normalement comme les sociétés anonymes, c'est-à-dire sous le régime du titre II de la loi de 1867, compte tenu des particularités que comporte la variabilité de leur capital et qui résultent du titre III de la même loi. Cependant, le législateur a apporté quelque modération à la sévérité de cette législation en faisant bénéficier les sociétés coopératives artisanales de certaines faveurs réservées aux banques populaires par les lois des 13 mars 1917 et 7 mai 1917 (possibilité de se constituer un capital supérieur à 200.000 francs, simplification des formalités de publicité). Enfin, les Sociétés peuvent former entre elles des Unions, sou-

(1) Loi du 27 décembre 1923, article 3.

mises au même régime juridique, pour l'achat et la fabrication en commun des objets qu'elles répartissent et du matériel dont elles se servent, pour l'exécution de travaux et pour tous autres buts dans l'intérêt des artisans et de leurs organisations. Elles peuvent également former entre elles des Unions exclusivement destinées à l'accomplissement de leurs opérations de crédit.

Pour bénéficier des avances de l'Etat, les Sociétés coopératives d'artisans et Unions de sociétés coopératives doivent satisfaire à un certain nombre de conditions fixées tant par la loi du 27 décembre 1923 que par le décret du 27 juillet 1924. Tout d'abord, elles doivent être constituées conformément aux dispositions des articles 1, 3, 4 et 7 de la loi du 7 mai 1917 relative aux Sociétés coopératives de consommation, et de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917. En second lieu, les membres des Sociétés ou des Unions doivent faire partie d'un syndicat professionnel (1). En troisième lieu, le Conseil d'Administration doit comprendre deux tiers de sociétaires exerçant ou ayant exercé la profession en vue de laquelle fonctionne la Société. Enfin, les sommes disponibles, déduction faite des charges, ne peuvent être réparties, s'il y a lieu, entre sociétaires que proportionnellement aux opérations effectuées par eux avec la Société ou l'Union. Il n'est donc pas possible de distribuer de dividende au capital engagé qui peut seulement recevoir une simple rémunération moyennant un intérêt prélevé sur les excédents et au plus égal à 6 %. L'égalité de tous

(1) Il convient de remarquer que les syndicats professionnels et les sociétés de caution mutuelle formées entre artisans peuvent souscrire et posséder des parts des Sociétés ou Unions de sociétés coopératives d'artisans.

les sociétaires dans la participation à la gestion de la Société ou de l'Union est la conséquence logique de cette mise au second plan du capital : aussi chaque associé, quel que soit le nombre de ses actions, ne peut disposer de plus d'une voix dans les assemblées générales.

Les Sociétés ou Unions de Sociétés coopératives qui remplissent les conditions précitées doivent adresser leurs demandes de prêts au Ministère du Travail par l'intermédiaire d'une Union agréée. Trois Unions sont, à l'heure actuelle, agréées en vue de servir d'intermédiaires pour le service des prêts; ce sont « l'Union Centrale de la Coopération artisanale française », 30, rue des Vinaigriers, à Paris, — le « Crédit Artisanal », 79, rue du Temple, à Paris, — et l'« Union des Sociétés coopératives d'artisans du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle », 34-36, Avenue des Vosges, à Strasbourg. Ces Unions ont la faculté d'adresser directement au Ministère du Travail leurs propres demandes de prêt.

Lorsqu'elles sont parvenues au Département du Travail, accompagnées de toutes les pièces justificatives réglementaires prescrites par l'article 7 du décret du 27 juillet 1924, les demandes de prêt font l'objet d'une enquête administrative et les dossiers sont soumis pour examen à la Commission spéciale instituée par l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923. Cette Commission, dont les membres sont nommés par décret pour 3 années, est placée sous la présidence du Ministre du Travail et comprend deux sénateurs, trois députés, deux fonctionnaires du Ministère du Travail, deux fonctionnaires du Ministère du Commerce, un

fonctionnaire du Ministère des Finances, le Gouverneur de la Banque de France ou son délégué, six membres de sociétés coopératives ou d'unions de sociétés coopératives artisanales, trois membres de banques populaires. Elle est chargée de donner son avis non seulement sur le montant de l'avance, mais aussi sur les conditions dans lesquelles celle-ci devra être effectuée. Son rôle est purement consultatif et c'est le Ministre du Travail qui, sur le vu des propositions de la Commission, statue définitivement sur la suite à réserver aux demandes de prêt, qui fixe le mode, la durée le point de départ du remboursement, et qui désigne l'Union chargée de distribuer les avances et d'en assurer le recouvrement. Il convient de remarquer cependant que la Commission ne retient que les demandes présentées par des Sociétés ou Unions fonctionnant depuis six mois au moins, afin de pouvoir étayer son avis sur les manifestations d'activité et de vitalité de celles-ci. Au surplus, bien que la loi fixe à dix ans le maximum de durée du remboursement des prêts, la Commission limite en pratique à huit ans la durée du remboursement des avances qu'elle propose.

Celles-ci ne peuvent, en outre, dépasser le triple de l'actif net de la Société emprunteuse et, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 19 mars 1928, le taux d'intérêt auquel elles sont consenties, fixé par décret rendu sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Travail, ne peut être inférieur au taux d'escompte, ni supérieur au taux des avances sur titres de la Banque de France. Il est actuellement de 3,50 %.

Une fois le prêt accordé, il est remis à une Union agréée désignée par le Ministre du Travail et celle-ci

doit reverser le montant des avances à la société demanderesse. Elle doit également prendre toutes garanties utiles pour assurer le remboursement du prêt et opérer les recouvrements pour le compte du Trésor. En compensation, l'Union profite de l'intérêt de 3,50 % demandé aux Sociétés coopératives : les sommes représentant le montant de cet intérêt lui permettent de couvrir ses frais et de constituer une réserve de garantie destinée à rembourser les avances de l'Etat.

En résumé, la réalisation du prêt comporte un double contrat : l'un passé, après avis de la Commission prévue à l'article 6, entre le Ministre du Travail et l'Union, et indiquant à celle-ci les sociétés auxquelles des prêts ont été consentis et les modalités de ces prêts ; l'autre, entre l'Union et les Sociétés bénéficiaires. L'Union, mandataire du Ministre du Travail, verse à la Société désignée par ce dernier les fonds accordés ; en contre-partie, les Sociétés remettent à l'Union des effets à échéances trimestrielles représentant le montant de l'avance, effets qui sont déposés au Trésor et sont retirés au fur et à mesure des échéances.

Il y a lieu de remarquer que le crédit collectif n'est accessible qu'à des artisans fortement organisés. Il ne saurait bénéficier aux nombreux petits artisans de village encore isolés du reste de la masse artisanale. Si intéressant qu'il soit, il l'est beaucoup moins que le crédit institué directement au profit d'artisans individuels.

## § 2. — *Le crédit individuel.*

Il nous a été permis de constater qu'antérieurement à la loi fondamentale du 27 décembre 1923, différentes

dispositions législatives avaient institué un système de crédit spécial en faveur d'artisans ruraux réunissant certaines conditions. L'article 9 du décret du 9 février 1921, portant règlement d'administration publique relatif à la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles, a prévu, en effet, que des prêts à court et à moyen terme pouvaient être consentis par les Caisses de Crédit agricole, contre hypothèque, nantissement, caution ou autres garanties reconnues suffisantes, aux « petits artisans ruraux tels que maréchaux-ferrants, forgerons, réparateurs de machines-outils, d'instruments ou de bâtiments agricoles, bourreliers, sabotiers, tonneliers, charrons, etc..., faisant partie d'un syndicat agricole et n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente ». Une loi plus récente du 17 mars 1931 a complété ces dispositions et a décidé que des prêts à long terme pourraient être accordés aux mêmes artisans ruraux afin de leur permettre de faire face à leurs dépenses de première installation.

Deux conditions sont donc requises d'un artisan rural qui sollicite un prêt au titre de la législation précitée: il doit tout d'abord, faire partie d'un syndicat agricole. Or, un syndicat étant une association formée entre personnes exerçant la même profession, des professions similaires ou des professions connexes, et ayant exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles desdites personnes (articles 1 et 2 du Code du Travail, Livre III), il est indispensable que l'artisan rural exerce, à côté de sa profession artisanale, une profession agricole pour pouvoir faire partie d'un syndicat agricole. Le crédit artisanal institué par la

législation précitée est donc réservé aux seuls artisans ruraux à la fois artisans et agriculteurs. Il convient d'ailleurs de remarquer qu'ils sont assez nombreux, le maréchal ou le charron de village cultivant souvent quelques lopins de terre avec l'aide de sa famille et élevant en même temps quelques têtes de bétail.

Enfin, l'artisan désireux de bénéficier de la législation susvisée ne doit pas employer plus de 2 ouvriers de façon permanente : c'est la seconde condition exigée par les textes.

Ce mode de crédit, totalement étranger au fonds de dotation artisanal prévu par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1923, a acquis, au cours des dernières années, une certaine importance. Pendant la période de dix années comprise entre 1920 et 1929 inclus, les caisses de crédit agricole mutuel n'avaient, en effet, accordé aux artisans ruraux que 3.750 prêts environ s'élevant à près de 21.500.000 francs, dont 2.600 prêts à court terme pour un montant de 9.000.000 de francs et 1.150 prêts à moyen terme pour un montant de près de 12.500.000 francs. Or, en 1930 et 1931, le nombre et le montant des prêts a considérablement augmenté ainsi qu'il ressort des tableaux annexés pages 140 et 141 (1).

L'augmentation constatée dans le nombre et le montant des prêts permet de conclure que des services très appréciables sont rendus aux artisans ruraux par la législation dont il s'agit (2).

(1) Voir les rapports au Président de la République sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit agricole Mutuel pendant les années 1930 et 1931. (Annexe aux Journaux Officiels des 5 novembre 1931 et 16 décembre 1932).

(2) Une proposition de loi n° 4626, déposée par M. Perfetti, député, au début de l'année 1931, tend à accorder, aux ouvriers agricoles et petits artisans ruraux bénéficiaires de prêts à long terme consentis par les Caisses de Crédit agricole, certaines réductions d'intérêt s'ils sont accablés du travail et pères de famille. Cette proposition n'a jamais eu de suite.

Mais, à côté de celle-ci, existe également la législation relative au crédit proprement artisanal, et les artisans ruraux n'ont pas manqué d'y faire appel.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923, des avances peuvent être attribuées, par les banques populaires constituées selon la loi du 13 mars 1917, à des artisans présentés par une Union agréée et qui remplissent certaines conditions déterminées par la Commission prévue à l'article 6. La loi du 1<sup>er</sup> mai 1929, dite loi Serre, a décidé, en outre, que les unions de coopératives d'artisans ayant pour objet exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit pourraient accorder les mêmes avances. Ces avances devront être affectées à la constitution, à l'aménagement, à l'installation, à la réfection totale ou partielle, à la dotation en outillage ou en matériel d'une petite entreprise n'exédant pas en importance les limites fixées par la Commission susvisée. Les artisans ne sauraient donc bénéficier des dispositions de la loi du 27 décembre 1923 pour effectuer des opérations immobilières, acquérir des matières premières ou constituer un fonds de roulement. Conformément à un avis émis par la Commission instituée à l'article 6, le maximum de l'avance pouvant être attribuée à un artisan est fixé à 25.000 francs. La durée des prêts ne peut dépasser cinq ans (1) et depuis la loi de finances du 16 avril 1930, leur taux doit être supérieur d'au moins 1 % au

(1) Une proposition de loi n° 1774, déposée par M. Thoumyre et votée par la Chambre le 30 mars 1932, étend de 5 à 7 ans le délai de remboursement des prêts et institue des prêts individuels à court terme remboursables mensuellement sur une période maxima de 15 mois. Il convient de remarquer que, dès maintenant, les artisans peuvent obtenir, des banques populaires, du crédit à court terme compris entre 90 jours et un an sous forme d'escompte de traites ou autres effets de commerce, dans les mêmes conditions que les autres clients des banques populaires.

## Année 1930

| Catégories d'artisans<br>ruraux      | Prêts à court terme |                  | Prêts à moyen terme |                  | Total des prêts |                  |
|--------------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------|------------------|
|                                      | Nombre              | Montant          | Nombre              | Montant          | Nombre          | Montant          |
| Maréchaux-ferrants .....             | 158                 | 984.300          | 126                 | 1.686.720        | 284             | 2.671.020        |
| Forgerons .....                      | 141                 | 666.670          | 52                  | 647.100          | 193             | 1.313.770        |
| Charrons .....                       | 104                 | 729.200          | 115                 | 1.317.050        | 219             | 2.046.250        |
| Réparateurs de bâtiments .....       | 95                  | 457.460          | 54                  | 685.500          | 149             | 1.142.960        |
| Réparateurs de machines-outils ..... | 53                  | 480.800          | 14                  | 266.000          | 67              | 746.800          |
| Réparateurs d'instruments .....      | 25                  | 225.900          | 18                  | 339.000          | 43              | 564.900          |
| Bourrelliers .....                   | 40                  | 239.300          | 29                  | 369.000          | 69              | 608.300          |
| Sabotiers .....                      | 25                  | 66.050           | 9                   | 138.000          | 34              | 204.050          |
| Tonneliers .....                     | 17                  | 39.200           | 8                   | 89.000           | 25              | 128.200          |
| Scieurs .....                        | »                   | »                | 1                   | 6.000            | 1               | 6.000            |
| Vanniers .....                       | »                   | »                | 1                   | 10.000           | 1               | 10.000           |
| Puisatiers .....                     | »                   | »                | 1                   | 5.000            | 1               | 5.000            |
| <b>Totaux .....</b>                  | <b>658</b>          | <b>3.883.880</b> | <b>428</b>          | <b>5.558.370</b> | <b>1.086</b>    | <b>9.447.250</b> |

NOTA. — 1° Les réparateurs de machines-outils ou d'instruments agricoles bénéficiaires de prêts sont en majeure partie des mécaniciens. Quant aux réparateurs de bâtiments agricoles, ce sont principalement des charpentiers, des menuisiers et des maçons, mais aussi quelques couvreurs, plombiers, ferblantiers et serruriers.

2° Les 1.086 prêts accordés au total ont été consentis par 76 caisses régionales de crédit agricole mutuel : 52 d'entre elles ont consenti des prêts à court terme et 63 des prêts à moyen terme.

| Catégories<br>d'artisans ruraux                          | Prêts à court terme |           | Prêts à moyen terme |           | Prêts à long terme |           | Total des prêts |            |
|----------------------------------------------------------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|--------------------|-----------|-----------------|------------|
|                                                          | Nombre              | Montant   | Nombre              | Montant   | Nombre             | Montant   | Nombre          | Montant    |
| Maréchaux-ferrants .....                                 | 141                 | 832.000   | 108                 | 1.275.100 | 40                 | 696.200   | 289             | 2.803.300  |
| Forgerons .....                                          | 68                  | 437.500   | 55                  | 821.000   | 28                 | 444.000   | 151             | 1.702.500  |
| Charrons .....                                           | 126                 | 720.000   | 88                  | 1.109.111 | 33                 | 677.000   | 247             | 2.506.111  |
| Menuisiers .....                                         | 30                  | 197.200   | 24                  | 355.000   | 10                 | 192.000   | 64              | 744.200    |
| Charpentiers .....                                       | 23                  | 155.670   | 12                  | 141.000   | 6                  | 93.000    | 41              | 389.670    |
| Maçons .....                                             | 35                  | 185.950   | 19                  | 198.000   | 11                 | 126.049   | 65              | 509.999    |
| Couvreur .....                                           | 6                   | 20.500    | 2                   | 13.000    | 1                  | 15.000    | 9               | 48.500     |
| Plombiers .....                                          | 1                   | 10.000    | 1                   | 15.000    | 2                  | 37.000    | 4               | 62.000     |
| Serruriers .....                                         | 3                   | 20.000    | 4                   | 37.000    | 4                  | 98.000    | 11              | 155.000    |
| Bourreliers .....                                        | 39                  | 225.800   | 23                  | 325.200   | 13                 | 221.000   | 75              | 772.000    |
| Sabotiers .....                                          | 14                  | 100.500   | 12                  | 143.000   | 4                  | 62.000    | 30              | 305.500    |
| Tonnelliers .....                                        | 19                  | 95.000    | 4                   | 55.000    | 2                  | 23.000    | 25              | 173.000    |
| Soleurs .....                                            | 3                   | 8.600     | 5                   | 53.000    | 1                  | 8.000     | 9               | 69.600     |
| Vanniers .....                                           | 11                  | 34.000    | 1                   | 5.000     | 8                  | 161.500   | 20              | 200.500    |
| Mécaniciens réparateurs de machi-<br>nes agricoles ..... | 20                  | 238.900   | 15                  | 255.600   | 9                  | 275.000   | 44              | 769.500    |
| Cordonniers .....                                        | 2                   | 7.300     | »                   | »         | »                  | »         | 2               | 7.300      |
| Tourneurs .....                                          | 4                   | 10.760    | »                   | »         | »                  | »         | 4               | 10.760     |
| Totaux .....                                             | 545                 | 3.299.680 | 373                 | 4.801.011 | 172                | 3.128.749 | 1.090           | 11.229.440 |

NOTA. — Les 1.090 prêts accordés au total ont été consentis par 84 Caisses régionales de crédit agricole mutuel. Parmi ces 84 caisses, il faut citer, comme ayant fait un effort particulièrement méritoire en faveur du crédit artisanal, celles du Morbihan, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher, du Gers, de la Haute-Marne, de la Charente-Inférieure, du Jura, de l'Orne, de la Vendée et de la Loire (Caisse régionale Forézienne).

taux d'escompte de la Banque de France et ne peut dépasser celui de ses avances sur titres. Les banques populaires et les Unions déterminent dans ces limites, pour chaque espèce et suivant les garanties de remboursement offertes par les intéressés, l'intérêt à percevoir des emprunteurs. Le montant de l'intérêt est acquis à la Banque Populaire pour y constituer, après couverture des frais, une réserve de garantie.

L'artisan qui désire obtenir un prêt doit adresser sa demande à une Union de Sociétés coopératives d'artisans agréée par le Ministre du Travail. Les trois Unions agréées pour le crédit collectif le sont également pour le crédit individuel; il existe, en outre, en ce qui concerne ce dernier, « l'Union des Artisans de Bourgogne et de Franche-Comté », 6, place Grévy, à Dole (Jura). L'Union est chargée de constituer le dossier du candidat. Elle est seule qualifiée pour certifier la qualité d'artisan du demandeur, au sens de l'article 5 de la loi de 1923, tel qu'il a été précisé par la Commission prévue à l'article 6 dans sa décision en date du 23 octobre 1924. Aux termes de celle-ci, nous l'avons vu, « sont considérés comme petits artisans, au sens de l'article 5, les travailleurs de l'un ou l'autre sexe exerçant un métier d'une façon indépendante, effectuant eux-mêmes les travaux manuels qui font l'objet de ce métier et n'occupant comme auxiliaires en dehors des membres de leur famille que deux personnes au plus; ce nombre peut être porté à trois s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat écrit d'apprentissage. Sont considérés comme membres de la famille : le conjoint, les ascendants, les enfants et petits-enfants et leurs conjoints, ou les pupilles habi-

tant avec eux ». L'Union est tenue de reproduire cette définition au bas du certificat qu'elle doit délivrer, pour être remis à la banque populaire et conservé par celle-ci, à tout artisan qui postule un prêt. La banque populaire est donc dispensée de contrôler par elle-même la qualité de petit artisan de l'emprunteur, sa responsabilité étant à couvert sur ce point par la certification de l'Union. Celle-ci doit également s'assurer que le candidat réunit les conditions légales et réglementaires, notamment qu'il est membre d'une société ou d'une Union de coopératives d'artisans, d'un syndicat professionnel et d'une banque populaire. Enfin, elle transmet le dossier avec son avis à la banque appelée par sa compétence territoriale à consentir le prêt. Seule celle-ci est compétente pour statuer sur la demande.

Mais encore faut-il qu'avant de consentir des prêts, les banques populaires aient reçu des avances leur permettant de satisfaire aux demandes. Dans ce but, elles doivent adresser des demandes d'avances au Ministère du Travail par l'intermédiaire du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Ces requêtes sont soumises à la Commission instituée par l'article 6 qui donne son avis. Le Ministre du Travail statue et notifie sa décision à son collègue du Commerce et de l'Industrie ainsi qu'aux banques intéressées. Pour obtenir de telles avances et pouvoir faire des opérations portant sur le crédit à l'artisanat, les banques populaires doivent satisfaire à trois conditions :

1° Etre expressément habilitées par leurs statuts à effectuer les opérations prévues par la loi du 27 décembre 1923;

2° Tenir une comptabilité spéciale pour les opérations relatives au crédit artisanal;

3° Constituer un fonds de garantie en vue du remboursement des prêts.

Les 95 banques populaires existant en France et rayonnant sur tout le territoire par leurs 650 agences ont, à l'heure actuelle, introduit dans leurs statuts les dispositions leur permettant d'effectuer des opérations de crédit à l'artisanat. Il est malheureusement regrettable que dès le lendemain du vote de la loi du 27 décembre 1923, les banques ne soient pas venues immédiatement en aide aux artisans. Un peu plus de hâte de leur part aurait permis d'éviter le vote de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929 autorisant les unions coopératives d'artisans, ayant pour objet exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit, à recevoir des avances de l'Etat et à consentir des prêts aux artisans. Cette loi est l'œuvre de la Confédération Générale de l'Artisanat Français qui seule a eu les moyens de constituer une Union de coopératives ayant pour objet exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit (Union Nationale des Sociétés coopératives d'artisans de France), et qui pouvait évidemment arguer, au moment du dépôt de la proposition par M. le Sénateur Serre, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> février 1927, que, sur 90 banques populaires existant en France, 29 seulement s'étaient intéressées à la question du crédit à l'artisanat. Il n'en est plus de même maintenant. Les faits se sont chargés de démentir les assertions des dirigeants de la C.G.A.F. qui écrivaient, en mai 1928, dans « l'Artisan Français », que les Unions coopératives d'artisans, étant l'émanation artisanale, sauraient

beaucoup mieux que les banques populaires donner satisfaction aux besoins artisanaux. En réalité, la loi du 27 décembre 1923 pouvait parfaitement être appliquée telle quelle, sans la modification apportée par la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929.

Nous en citerons pour preuve l'œuvre accomplie par l'Union agréée des coopératives d'artisans de Bourgogne et de Franche-Comté, en accord avec les banques populaires des départements de ces deux provinces et des départements voisins (1). Voici les demandes de prêts transmises par l'Union aux diverses banques :

| Banques<br>populaires             | Exercice 1929-1930                                            |              | Exercice 1930-1931                                            |              | Exercice 1931-1932                                            |              | Observa-<br>tions |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------------------------------------|--------------|-------------------|
|                                   | Nombre<br>de<br>demandes<br>présen-<br>tées<br>par<br>l'Union | Mon-<br>tant | Nombre<br>de<br>demandes<br>présen-<br>tées<br>par<br>l'Union | Mon-<br>tant | Nombre<br>de<br>demandes<br>présen-<br>tées<br>par<br>l'Union | Mon-<br>tant |                   |
| Jura ....                         | 75                                                            | 880.000      | 96                                                            | 1.334.500    | 84                                                            | 988.500      |                   |
| Côte-d'Or..                       | 20                                                            | 286.500      | 29                                                            | 440.000      | 19                                                            | 235.000      |                   |
| Doubs ....                        | 22                                                            | 351.000      | 17                                                            | 287.000      | 43                                                            | 785.000      |                   |
| Saône-et-<br>Loire ..             | 7                                                             | 80.000       | 2                                                             | 16.000       | 3                                                             | 51.000       |                   |
| Haute-<br>Saône ..                | »                                                             | »            | »                                                             | »            | 1                                                             | 20.000       |                   |
| Vosges ....                       | »                                                             | »            | »                                                             | »            | 3                                                             | 32.000       |                   |
| Meurthe -<br>et - Mo-<br>selle .. | »                                                             | »            | »                                                             | »            | 10                                                            | 115.000      |                   |
| Totaux..                          | 124                                                           | 1.597.500    | 144                                                           | 2.077.500    | 163                                                           | 2.226.500    |                   |

(1) Qu'il nous soit permis de rendre ici un affectueux hommage à M. Molard, Président de l'Union des Coopératives d'Artisans de Bourgogne et de Franche-Comté, et de le remercier de l'empressement avec lequel il a bien voulu nous documenter.

Or, la grosse majorité des demandes a reçu un accueil favorable. Les quelques requêtes rejetées l'ont été en raison du peu de garanties que pouvaient présenter leurs auteurs. Devant de tels résultats (1), la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929 ne se justifie pas. Bien plus, dans le courant de mars 1932, l'Union Nationale des Coopératives d'artisans de France, filiale de la C.G.A.F. et seul groupement qui, rappelons-le, soit autorisé à accorder directement des avances aux artisans, consentait, à des artisans de l'un des départements susvisés, quatre prêts pour une valeur globale de 80.000 francs en exigeant pour chacun d'eux qu'un acte soit fait par un notaire de Paris en sus pour certains d'une excellente garantie par caution. Les emprunteurs, ne voulant pas accéder à ces conditions, annulèrent leurs demandes de prêt et vinrent s'adresser à la banque populaire. Contrairement à ce que voulait bien laisser prévoir la Confédération générale de l'Artisanat Français lors du vote de la loi de 1929, les sympathies artisanales vont donc vers la banque populaire avec laquelle les intéressés sont fréquemment en rapport d'affaires et qui, les voyant travailler de près, peut juger de leur valeur morale et de leurs garanties et leur consentir des prêts à meilleur compte. L'Union Nationale peut, à la rigueur, rechercher sa clientèle dans les circonscriptions des rares banques populaires qui apportent quelque lenteur à l'octroi des prêts artisanaux; même si son concours est onéreux à raison précisément de son éloignement (elle demande un intérêt plus élevé que celui des banques populaires et

(1) Des résultats analogues peuvent être constatés en Alsace-Lorraine où en 1930 les banques populaires ont accueilli favorablement 84 demandes de prêts se montant à 1.183.000 francs ; en 1931, les prêts accordés se sont élevés à 2.330.000 francs pour 155 demandes satisfaites.

exige, en général, un cautionnement de 6 % du capital prêté), il pourra être parfois le bienvenu. Mais l'Union doit éviter de venir concurrencer, dans leur rayon d'action, les banques populaires qui consacrent leur activité et leur dévouement aux artisans.

Au surplus, même si les banques populaires sont déficientes, et c'est l'exception, il semble que les Caisse régionales ou locales de crédit agricole mutuel pourraient être appelées à les suppléer, en recevant des avances du fonds de dotation du crédit à l'artisanat et en étant autorisées à effectuer des prêts dans les conditions de la loi du 27 décembre 1923. Pourquoi, en effet, leur refuser le droit de faire des opérations de crédit en faveur de tous les artisans ruraux, alors que les lois de 1920 et 1931 et le décret de 1921 les autorisent à consentir des avances aux artisans ruraux faisant partie d'un syndicat agricole? Pourquoi le charron qui est exploitant du moindre champ peut-il très facilement obtenir de la Caisse de Crédit agricole un prêt pour son entreprise artisanale, alors qu'un confrère non exploitant agricole devra s'adresser à la banque populaire par l'intermédiaire d'une Union agréée? Bien plus, la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929 autorise en fait une seule Union, qui a son siège social à Paris, à consentir des prêts au premier artisan venu, qu'elle ne connaît nullement et dont elle est obligée d'exiger de coûteuses garanties, alors qu'une Caisse de Crédit agricole, qui est tout près des artisans ruraux, qui peut donc juger leur valeur morale et surveiller leur manière de travailler, se voit refuser la même autorisation si l'emprunteur n'est pas en même temps artisan et cultivateur. Une Union lointaine n'a pas, il faut le

répéter, les éléments nécessaires pour accorder les prêts à bon escient. Elle sera obligée d'avoir des agences de renseignements, le personnel de l'organisme coûtera cher et au bout de quelques années, il ne restera plus rien pour assurer la constitution du fonds de réserve indispensable au remboursement des avances de l'Etat. Il convient, enfin, de noter que mettre le crédit entre les mains d'une Union qui n'est qu'une émanation d'une Confédération de syndicats risque de faire écarter, des avantages du crédit, quelques emprunteurs hostiles à l'orthodoxie confédérale.

L'octroi de prêts par les Caisses de Crédit agricole et dans les conditions fixées par la loi de 1923 n'offrirait, au contraire, aucun des inconvénients susvisés. Et, nouvel argument en faveur de notre thèse, la grosse majorité des prêts est dans les départements sollicitée par des artisans ruraux. Ainsi, dans le Jura, où, au cours de l'exercice 1929-1930, l'Union agréée a transmis 75 demandes à la banque populaire (voir tableau précédent), plus de 50 d'entre elles émanaient d'artisans ruraux (menuisiers, mécaniciens, tourneurs, cordonniers, scieurs, maçons, sabotiers, plâtriers, bourreliers, etc...). On ne saurait véritablement contester, dans ces conditions, qu'il y aurait le plus grand intérêt à autoriser les Caisses de Crédit agricole à consentir des prêts à tous les artisans ruraux, qu'ils soient en même temps exploitants agricoles ou non. Aussi ne pouvons-nous que nous rallier entièrement au vœu adopté, en 1930, par l'Union agréée des coopératives d'artisans de Bourgogne et de Franche-Comté et tendant à compléter en ce sens la loi du 27 décembre 1923.

Une telle modification offrirait, en outre, aux emprunteurs, de réels avantages en ce qui touche les garanties à exiger d'eux. L'article 5 de la loi du 27 décembre 1923 stipulait primitivement que les prêts devaient être garantis par une société de caution mutuelle constituée et fonctionnant en conformité de la loi du 13 mars 1917, qui avait, au surplus, pour mission, de contrôler l'emploi de la somme prêtée, ainsi que par une sûreté en rapport avec l'importance des prêts. L'article 100 de la loi du 26 mars 1927 a modifié ces dispositions en rendant facultative l'intervention d'une société de caution mutuelle et en maintenant la simple obligation, pour les banques populaires, d'exiger des sûretés en rapport avec l'importance des prêts.

Il est évident qu'en égard à la durée des prêts qui peut atteindre 5 ans, les banques populaires ne peuvent se contenter de promesses ou de sûretés purement morales. L'artisan, de son côté, émet la prétention, accueillie parfois avec faveur dans les Congrès artisanaux, que le seul fait d'être artisan lui ouvre la porte du crédit sans avoir auparavant fait effort d'économie. Il n'est certes pas douteux que l'artisan qui s'installe est, en général, digne d'intérêt. D'autre part, la banque populaire, société coopérative, doit savoir, dans son esprit mutualiste, courir des risques : elle ne doit, dès lors, pas hésiter à prendre toutes les initiatives les plus généreuses propres à encourager l'artisanat. Cependant, les pertes qu'elle est exposée à subir devant être supportées par l'ensemble de ses sociétaires clients, elle a le devoir de faire reposer le crédit qu'elle accorde sur une base solide.

Il est certain tout d'abord que la banque populaire sera des plus accueillantes à l'égard de l'emprunteur

qui, au moment où il formulera sa demande de prêt, compte depuis longtemps déjà parmi ses sociétaires. C'est pourquoi l'artisan a intérêt à préparer son accession facile au crédit, au cours de ses années de compagnonnage ou d'apprentissage, en se constituant le plus vite possible un pécule à la banque populaire de son département. En dehors de ce cas tout à fait particulier, il faut examiner les sûretés susceptibles d'être offertes par l'artisan emprunteur. Ce peut être, en premier lieu, la caution solidaire d'un parent ou d'un ami; ensuite, le nantissement de son fonds. Bien que la loi du 17 mars 1909 n'en fasse pas mention, il n'est pas douteux, en effet, que le fonds artisanal puisse faire l'objet d'un nantissement analogue à celui des fonds de commerce, à condition toutefois que ce fonds d'exploitation ait une valeur marchande, c'est-à-dire que l'artisan possède un atelier ou une boutique dotés d'un outillage et d'un mobilier. Il n'y a qu'un assez petit nombre d'artisans qui n'ont pas à proprement parler un fonds d'exploitation à offrir en nantissement, et il appartiendra aux banques populaires d'apprécier la valeur de ce gage. D'après M. Escarra (1), Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Vice-Président de l'Institut National des Métiers et membre de la Commission chargée par le Ministre du Travail d'étudier les mesures à prendre pour faciliter aux artisans la constitution de sûretés réelles, il semble que le propriétaire d'un fonds artisanal pourrait offrir en nantissement, par ordre d'importance :

(1) Voir proposition de loi Albert Paulin n° 1.193, Chambre 1932 (annexe au procès-verbal de la séance du 29 décembre 1932). Exposé des motifs, pages 7 et 8.

1° La clientèle et, éventuellement, le droit au bail et à l'achalandage;

2° Le nom « artisanal »;

3° Les droits de propriété industrielle;

4° Le mobilier, le matériel, l'outillage et les approvisionnements de même nature que le matériel et destinés à y être incorporés. Seraient exclus du nantissement, par application de la loi du 17 mars 1909, les stocks de matières destinées à être transformées, les produits de la fabrication, les livraisons faites aux clients et non réglées dans les délais normaux.

Enfin, si l'artisan est propriétaire d'immeubles, il peut offrir une hypothèque sur ceux-ci. Malheureusement, cette garantie entraîne des frais considérables, et, pour cette raison, il est préférable que l'artisan élude l'apport d'une telle garantie. Voici, en effet, à titre d'exemple, la comparaison établie par une banque populaire de la région parisienne entre les frais entraînés par un prêt avec nantissement et par un prêt avec hypothèque :

*Prêt de 10.000 francs*

| <i>Avec nantissement</i>                           |       | <i>Avec hypothèque</i>                              |        |
|----------------------------------------------------|-------|-----------------------------------------------------|--------|
| Frais d'enregistrement de l'acte (1,50 0/0)....Fr. | 150 » | Frais d'enregistrement de l'acte (1,50 0/0) ....Fr. | 150 »  |
| Droit de nantissement 0,06 0/0 .....               | 6 »   | Frais d'inscription :                               |        |
|                                                    |       | Timbre .....                                        | 21 60  |
|                                                    |       | Enregistrement ...                                  | 45 »   |
| Frais d'inscription de nantissement .....          | 20 »  | Grosse .....                                        | 32 80  |
|                                                    |       | Inscription .....                                   | 80 30  |
|                                                    |       | Honoraires .....                                    | 140 »  |
|                                                    | 176 » |                                                     | 319 70 |
|                                                    |       |                                                     | 469 70 |

Le prêt avec nantissement n'est donc pas très onéreux ; mais dès qu'intervient l'inscription hypothécaire, l'emprunteur doit payer des frais s'élevant à près de 5 % du montant du prêt qui lui est consenti. Signalements, toutefois, qu'une banque populaire, celle du Jura, a pris une initiative généreuse en vue d'éviter aux artisans la charge de ces frais : elle dispense l'emprunteur propriétaire d'immeubles de toute inscription hypothécaire, à condition qu'il prenne l'engagement d'honneur de ne pas hypothéquer son immeuble pendant toute la durée du prêt et qu'il apporte la garantie d'une société de caution mutuelle. C'est là, en réalité, la meilleure sûreté que puisse offrir un artisan emprunteur, la société de caution mutuelle prenant à sa charge les risques de perte que courent les banques populaires. C'est pourquoi il est regrettable qu'au lendemain de la loi du 27 décembre 1923, on n'ait constitué, en guise de sociétés de caution mutuelle, que de vains groupements où ne s'inscrivaient que les sollicitateurs et qui, dans ces conditions, ne pouvaient offrir que d'illusoires garanties. Aussi le législateur en est-il arrivé, nous l'avons vu, à rendre purement facultative l'intervention de tels groupements lors des attributions de prêts. A l'heure actuelle, il n'y a que fort peu de Sociétés de caution mutuelle susceptibles d'offrir de sérieuses garanties. Il convient de citer cependant en exemple celles fonctionnant en Alsace et dans le département du Jura. La banque populaire de ce département notamment, s'étant rendue compte du concours précieux que peut lui apporter la société de caution mutuelle, est allée jusqu'à lui consentir une ristourne de 1 % sur tous les prêts qu'elle

garantit. Nous ne pouvons que souhaiter la généralisation d'une telle mesure et nous élever, au contraire, contre la tendance opposée de certaines banques populaires qui prétendent imposer à l'artisan emprunteur une surcharge d'intérêt de 1 % en faveur de la Société de caution mutuelle garante du prêt.

Il convient, enfin, de signaler que, dès 1925, M. Thoumyre, député, a déposé une proposition de loi tendant à instituer le warrant artisanal, qui permettrait à l'artisan d'emprunter en donnant en garantie ses marchandises, sans toutefois s'en dessaisir. Le warrant pourrait être escompté dans les mêmes conditions qu'un effet de commerce. Les marchandises données en gage seraient estimées par des experts nommés par les Chambres de Métiers et feraient l'objet d'une inscription au greffe de la Justice de Paix. En cas de non-paiement, le gage serait réalisé comme en matière de warrant agricole ou hôtelier.

Par ailleurs, une proposition de loi a été récemment déposée sur le Bureau de la Chambre par M. Albert Paulin et plusieurs de ses collègues « tendant à faciliter aux artisans la constitution de sûretés en garantie des emprunts contractés par eux au titre crédit artisanal, et aux organismes prêteurs la réalisation de ces sûretés en cas de défaillance des emprunteurs ». Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de cette proposition, les avances et prêts alloués aux artisans, au titre de l'article 3 de la loi de 1923, pourraient être garantis :

1° Par un nantissement constitué sur les éléments formant leur fonds d'exploitation;

2° Par un droit de gage sur des objets fabriqués par les artisans, objets qui devront être déposés au siège

d'une coopérative artisanale ou gardés par l'intéressé si l'organisme prêteur y consent;

3° Par une délégation sur les sommes pouvant être dues pour exécution de travaux obtenus soit par adjudication, soit par marché de gré à gré, mais à condition que l'emprunteur fasse partie d'une caisse de garantie caution.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que la question des garanties serait grandement simplifiée si les Caisses de Crédit agricole mutuel étaient admises à consentir des prêts aux artisans ruraux, exploitants agricoles ou non. Il est certain que les dirigeants de ces Caisses arrivent à connaître la situation matérielle exacte de presque tous les habitants de leur canton avec lesquels ils sont en contact permanent. Ils seraient donc tout particulièrement bien placés — et, en tout cas, beaucoup mieux placés que les banques populaires et à fortiori qu'une Union ayant son siège social à Paris, — pour juger de la garantie équitable à exiger de chaque artisan en contrepartie du prêt qu'il reçoit. Nous ne pouvons dès lors que souhaiter une rapide modification de la loi de 1923 dans le sens indiqué. Une telle modification contrebalancerait heureusement la prépondérance excessive que la législation actuelle a permis d'acquérir à la Confédération Générale de l'Artisanat Français. Dès 1926, M. J. Frémont écrit dans son ouvrage intitulé « Le Régime de l'Artisanat Français au point de vue du crédit et du fisc » (Thèse-Paris, p. 99): « L'on a voulu organiser un crédit spécifiquement artisanal et l'organiser d'une façon qui assure l'unité et l'ampleur du mouvement artisanal. Mais le mouvement artisanal ne se borne

pas aux questions de crédit. C'est pourquoi l'on est tenté de dire que la loi de 1923 a une portée politique. La Confédération Générale de l'Artisanat Français est la principale distributrice du crédit artisanal. Elle a créé les copératives prévues par la loi. Par son union agréée, elle oblige les artisans isolés à venir renforcer sa puissance. » Ces paroles sont d'une vérité encore plus éclatante maintenant que la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929 a permis à ce groupement de devenir un véritable magnat du crédit artisanal individuel et de recevoir d'importantes avances de l'Etat (1), alors que, par ailleurs, il exige des emprunteurs des garanties nullement en rapport avec l'importance des prêts qu'il consent. A défaut d'une modification législative permettant aux Caisses de Crédit agricole d'effectuer toutes les opérations de crédit artisanal, il est nécessaire que les banques populaires encouragent la constitution d'Unions agréées pour la présentation des demandes d'emprunts et s'efforcent de développer les prêts aux artisans.

Un dernier point reste à examiner : c'est le crédit artisanal immobilier. La loi du 5 décembre 1922 prévoit, dans ses articles 50, 51 et 52, combinés avec les articles 19 et 45, que les sociétés de crédit immobilier qu'elle institue seront autorisées à consentir des prêts

(1) La C.G.A.F. estime d'ailleurs que les avances qu'elle reçoit sont encore insuffisantes et a fait insérer dans la proposition Thoumyre, déjà citée, une disposition tendant à autoriser les unions de coopératives ayant pour but exclusif les opérations de crédit à recevoir des avances pouvant atteindre jusqu'à 5 fois le montant de leur actif net, alors que les sociétés coopératives artisanales ordinaires n'ont droit qu'à un maximum de 3 fois leur actif net.

hypothécaires spéciaux aux artisans ruraux en vue de leur faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des ateliers annexés aux maisons individuelles à bon marché que la loi leur permet d'acquérir en bénéficiant déjà d'un emprunt hypothécaire.

Pour obtenir ces prêts spéciaux, les intéressés ne doivent pas employer d'autres concours que ceux d'un ouvrier et des membres de leur famille habitant avec eux. Le montant du prêt peut atteindre les 4/5 du prix de revient de l'atelier, mais ne peut dépasser 2.000 francs. En outre, aux termes de l'article 45-1° de la loi, l'artisan devait posséder, au moment de la conclusion du prêt hypothécaire lui facilitant l'acquisition d'une maison individuelle à bon marché, le cinquième au moins du prix de la maison. Cette disposition a été modifiée par l'article 10 de la loi du 13 juillet 1928 qui stipule que l'apport personnel résultant de l'article 45-1° de la loi du 5 décembre 1922 « est réduit à 2.000 francs si l'emprunteur est un artisan faisant construire une maison ou un logement dans une commune rurale avec petit atelier annexe et installé pour l'exercice de sa profession dans ladite commune ». Des dispositions spéciales sont, en outre, prévues par le même article tendant à réduire encore l'apport ou même à le supprimer lorsque l'emprunteur est victime de guerre pensionné au titre de la loi du 31 mars 1919, ou invalide du travail.

Enfin, la loi du 13 juillet 1928 stipule également, dans son article 19, que le système de prêts et subventions qu'elle institue et qui complète celui de la loi de 1922 s'applique « aux logements avec atelier » pour

artisans ruraux. Le programme de constructions rurales qu'elle adopte et qui vise non seulement les artisans, mais également les ouvriers agricoles et petits propriétaires exploitants peu fortunés, a pour son exécution un droit de priorité sur le tiers des crédits affectés aux habitations à bon marché. La loi prévoit, en outre, l'institution obligatoire d'offices publics départementaux d'habitations à bon marché dans toutes les régions où n'existerait aucun organisme de crédit (sociétés d'habitations à bon marché, offices publics d'habitations à bon marché, sociétés de crédit immobilier) dans les six mois suivant sa promulgation. Par ailleurs, le montant des prêts pouvant être consentis par les organismes susvisés est susceptible d'être affecté, non seulement à la construction, mais aussi, et à concurrence de 25.000 francs par local, aux grosses réparations, à l'aménagement et à l'assainissement des locaux destinés aux personnes précitées. Enfin, les caisses régionales de crédit agricole mutuel sont assimilées aux sociétés de crédit immobilier pour l'application de ces dispositions .

Grâce à cette législation, les artisans ruraux pouvaient facilement obtenir des prêts hypothécaires leur permettant l'acquisition d'une maison d'habitation avec atelier annexe. Mais indépendamment des avantages qu'ils peuvent encore en retirer, ils sont en outre en mesure de bénéficier maintenant des dispositions de la loi du 2 août 1932, tendant à faciliter la construction de locaux à usage artisanal. Aux termes de l'article 2 de cette loi, les unions de crédit artisanales prévues par la loi du 27 décembre 1923 complétée par celle du 1<sup>er</sup> mai 1929, comme ayant pour but exclu-

sif l'accomplissement d'opérations de crédit, sont autorisées à attribuer directement aux artisans, membres de sociétés coopératives artisanales et pouvant bénéficier des dispositions de l'article 5 de la loi de 1923, des avances remboursables dans un délai maximum de 25 années, à l'effet de leur permettre d'accéder à la propriété d'habitations individuelles et de locaux professionnels. Ces habitations et ateliers seront construits ou acquis par les sociétés coopératives artisanales prévues par l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923, auxquelles l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 août 1932 confère la faculté :

1° D'acquérir des terrains et de faire construire des immeubles collectifs ou des maisons individuelles comportant des logements et des ateliers;

2° De créer des cités-jardins comportant des maisons collectives et individuelles à usage artisanal;

3° D'acquérir des maisons comportant un fonds artisanal et des maisons déjà bâties en vue de les transformer et de les aménager en maisons collectives ou individuelles à usage artisanal;

4° De louer, gérer, attribuer et vendre les immeubles ainsi construits, acquis ou transformés, qui ne pourront être occupés que par des artisans susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 5 de la loi de 1923, ou par des organisations d'artisans répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 26 juillet 1925 sur les Chambres de Métiers.

Pour effectuer ces diverses opérations, les coopératives artisanales pourront obtenir des avances des Unions prévues par les lois des 27 décembre 1923 et 1<sup>er</sup> mai 1929 comme ayant pour objet exclusif l'accom-

plissement d'opérations de crédit. Celles-ci se procureront elles-mêmes les fonds nécessaires au service des prêts collectifs ou individuels, au moyen d'emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans les mêmes conditions que les départements, les communes et les établissements publics.

Enfin, le Ministre du Travail est autorisé à prélever chaque année, jusqu'à concurrence de 2 millions de francs, sur les disponibilités du fonds de dotation de l'artisanat créé par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1923, les sommes nécessaires pour contribuer au service de l'intérêt des amortissements des emprunts contractés par les Unions susvisées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette contribution, qui est versée annuellement aux Unions, sous forme de subvention, pendant toute la durée de l'amortissement, ne peut dépasser 2 % du montant des fonds empruntés. Elle devra, en outre, être affectée, pour une fraction à déterminer, à la diminution des charges d'amortissement incombant aux sociétés et aux artisans emprunteurs.

Telle est l'économie générale de la loi. Elle appelle plusieurs observations. Il convient de remarquer en premier lieu qu'elle détourne de sa destination première le fonds de dotation à l'artisanat, qui n'a pas été constitué pour faire face à des opérations immobilières, mais dont le but était de faciliter l'exercice du métier ou du commerce. C'est une raison de plus pour demander avec insistance que des avances soient consenties sur le même fonds aux Caisses de crédit agricole en vue de permettre à celles-ci de consentir des

prêts à tous les artisans ruraux. On ne pourra pas objecter qu'on risque par là de détourner le fonds de dotation de sa destination première, la loi du 2 août 1932 constituant une innovation susceptible d'être invoquée à l'appui de notre thèse.

En second lieu, il est permis de se demander pourquoi la loi autorise les seules « Unions de crédit artisanales prévues à l'article 3 des lois des 27 décembre 1923 et 1<sup>er</sup> mai 1929 comme ayant pour but exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit » à contracter des emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il serait de beaucoup préférable, à notre sens, que toutes les coopératives obtiennent directement des prêts de cet Etablissement après examen de leurs programmes de construction par les services compétents, dans les mêmes conditions que les sociétés d'habitations à bon marché. Il n'est pas douteux que les coopératives qui sont obligées de réemprunter aux Unions les fonds que celles-ci ont elles-mêmes empruntés à la Caisse des Dépôts et Consignations, paient un intérêt beaucoup plus élevé que si elles avaient la faculté d'emprunter directement à l'Etat.

Enfin, alors que la loi du 5 décembre 1922 impose, aux sociétés de crédit immobilier qui sollicitent des avances, le dépôt d'un cautionnement constitué sur leurs fonds propres, la loi du 2 août 1932 base le pouvoir d'emprunt des Unions artisanales sur un cautionnement fourni par la dotation du crédit artisanal. Peut-on sérieusement espérer qu'une Union qui n'engage ni son capital, ni ses réserves, assume d'une façon correcte la gestion des intérêts qui lui seront confiés ?

En réalité, la loi du 2 août 1932 est la suite logique de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929 : celle-ci a fait de la Confédération Générale de l'Artisanat Français l'un des grands distributeurs du crédit artisanal immobilier; mais ce seul résultat ne pouvait satisfaire son ambition. Il ne lui permettait pas d'atteindre les nombreux artisans désireux d'acquérir un foyer. Bien plus, d'autres organismes avaient, nous l'avons vu, la possibilité d'offrir des conditions de crédit immobilier extrêmement avantageuses aux petits artisans ruraux. Il fallait donc que la Confédération Générale de l'Artisanat Français obtînt le vote d'une loi lui conférant, en matière de crédit immobilier, des avantages analogues à ceux qu'elle détenait en matière d'emprunt mobilier. Elle l'a obtenu et au-delà de tout ce qu'elle pouvait espérer : grâce à son Union Nationale des Coopératives d'Artisans de France, elle a le monopole du crédit artisanal immobilier, sauf en ce qui concerne les artisans ruraux qui continuent heureusement à bénéficier des lois de 1922 et de 1928. Et ce n'est même pas cette Union qui garantit les prêts que lui consent la Caisse des Dépôts et Consignations; c'est le fonds de dotation de l'artisanat français, c'est-à-dire les sommes que la loi destine au mieux-être de la masse des artisans, qui est chargé de cautionner les opérations de crédit d'une association dont l'action est loin de rallier les suffrages du monde artisanal. On objectera qu'avant la loi de 1932, il n'existait aucune disposition législative relative au crédit immobilier artisanal, sauf en ce qui touche les artisans ruraux, et que la C.G.A.F. a eu le mérite de rendre service à la masse artisanale en faisant voter la loi dont il s'agit. N'eût-il pas été plus

simple d'étendre à tous les artisans les dispositions des lois des 5 décembre 1922 et 13 juillet 1928 propres aux artisans ruraux? Malgré les affirmations de M. André Payer qui, dans son rapport sur la loi de 1932, alors à l'état de proposition, estimait que l'extension de ces dispositions n'était pas possible sans qu'il fût touché aux principes essentiels de la législation sur les habitations à bon marché, nous croyons — et nous ne sommes pas les seuls — que c'eût été la meilleure solution.

## SECTION II. — LE RÉGIME FISCAL DE L'ARTISANAT.

En instituant en faveur des artisans un régime fiscal spécial, l'Etat a poursuivi un double but : celui, tout d'abord, de leur apporter une aide pécuniaire, ce régime étant moins lourd que le régime de droit commun; en second lieu, les pouvoirs publics se sont efforcés, là comme ailleurs, de soumettre les contribuables à un impôt justement proportionné à l'importance de leurs revenus.

Nous allons trouver l'application de ces deux principes, tant en matière de contributions directes (patente, impôt cédulaire sur le revenu professionnel) que de contributions indirectes (taxe sur le chiffre d'affaires, taxe successorale et droits de mutation).

### § 1<sup>er</sup>. — *Contribution des patentes.*

Aux termes de l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880, « les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient

ou non une enseigne ou une boutique », ne sont pas assujettis à la contribution des patentes. Il en est de même des ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de 16 ans. L'article 17 stipule, en outre, dans son dernier alinéa, qu'on ne doit considérer comme compagnons ou apprentis ni la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manoeuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession.

La condition essentielle requise pour admettre les artisans à bénéficier de l'exemption édictée en leur faveur, réside dans le fait que les intéressés ne doivent effectuer aucune opération offrant le caractère d'une spéculation industrielle ou commerciale. Leur profession doit, en outre, consister dans un travail essentiellement manuel. Le Conseil d'Etat a notamment refusé l'exemption à un contribuable exploitant, avec l'aide de ses enfants non mariés, un atelier de tourneur muni d'un outillage mécanique, en raison du caractère industriel que présentaient les opérations effectuées (1).

L'article 17 exonère enfin de la patente « la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti, la profession précédemment exercée par son mari ». Malgré l'ambiguïté du texte, l'exemption n'est accordée qu'à la veuve qui continue la profession manuelle qu'exerçait le mari. Les travaux préparatoires de la loi et les rapports parlementaires ne laissent subsister aucun doute à cet égard. M. Ca-

(1) Recueil officiel de l'Administration des Contributions directes, numéro 4.214.

simir Fournier, rapporteur de la loi au Sénat, écrit notamment, à la page 11 de son rapport : « l'article 17 de la loi étend avec raison à la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti, la profession qu'exerçait son mari, l'immunité dont le mari avait pu jouir ». On ne saurait donc appliquer cette disposition à une veuve exerçant la profession d'épicière, de marchande de mercerie, ou toute autre profession pour laquelle son mari n'aurait pas été fondé à demander l'exonération de patente accordée aux ouvriers.

Il convient de noter que la contribution des patentes n'est plus perçue qu'au profit des départements et communes depuis la promulgation de la loi du 31 juillet 1917. Les exemptions accordées par l'article 17 n'en présentent pas moins le plus grand intérêt pécuniaire pour les artisans, ruraux ou autres, en raison de la situation financière obérée de certains départements et communes, et des impositions locales élevées qui en sont la conséquence. Les groupements artisanaux demandent d'ailleurs de plus larges exonérations, et une proposition de loi a été déposée à la Chambre par M. Thoumyre, tendant à exonérer de la patente tous les artisans assujettis à l'impôt sur les traitements et salaires.

## § 2. — *Impôt cédulaire sur le revenu professionnel.*

L'article 10 de la loi du 30 juin 1923, modifiant l'article 13 de la loi du 31 juillet 1917, fait passer de la cédule des bénéfices industriels et commerciaux dans celle des salaires, c'est-à-dire assujettit à un impôt

moins onéreux, les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail, et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de 18 ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé, et d'un compagnon.

Il résulte de ce texte qu'un contribuable qui désire en revendiquer l'application doit réunir une double condition, outre les caractères propres à l'artisan et que nous avons examinés précédemment :

Il doit, d'une part, vendre principalement le produit de son propre travail;

Il ne peut, d'autre part, occuper que les personnes dont le concours est autorisé par la loi.

Si donc, à côté de sa profession, l'artisan effectue des opérations de vente provenant d'achats, deux cas peuvent se présenter : dans l'hypothèse où ces opérations sont susceptibles d'être considérées comme accessoires par rapport à la vente des produits du propre travail de l'artisan, ce dernier est passible de l'impôt sur les traitements et salaires à raison de la totalité de son revenu professionnel, y compris les bénéfices réalisés sur la vente des articles provenant d'achats; dans l'hypothèse contraire, l'artisan sera assujéti à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux d'après l'ensemble de ses revenus professionnels. Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 24 juin 1927 (C. E. n° 90248) permet de préciser les règles à suivre pour apprécier le caractère principal ou accessoire des opérations commerciales de l'artisan. Cet ar-

rèt est d'autant plus intéressant pour nous qu'il s'applique à l'artisan rural type, dont la présence au village est, nous l'avons montré, indispensable, et dont le nombre dans nos campagnes est loin d'être négligeable; il s'agit, en effet, d'un forgeron effectuant des achats de machines agricoles en vue de la revente, en même temps qu'il exerce sa profession. Le Conseil d'Etat a jugé que ce contribuable était passible de l'impôt sur les traitements et salaires pour le motif que son travail de forgeron constituait son activité principale. On est dès lors conduit à poser en principe que, pour apprécier si les artisans restent passibles de l'impôt sur les traitements et salaires lorsqu'ils joignent à l'exercice de leur profession artisanale la vente d'articles provenant du commerce, il y a lieu de rechercher quel est l'objet principal de leur activité. Bien plus, dans l'espèce à laquelle s'applique l'arrêt du 24 juin 1927, le contribuable intéressé avait réalisé, comme marchand de machines agricoles, un chiffre d'affaires supérieur au chiffre de recettes que lui avait procuré l'exploitation de sa forge. Le Conseil d'Etat ne s'en est donc pas tenu à la comparaison du montant respectif des deux catégories d'affaires pour déterminer quelle était l'activité principale du requérant.

L'Administration des Contributions Directes en conclut que sont admis à bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, les contribuables qui réalisent, par la revente d'articles achetés dans le commerce, un chiffre d'affaires supérieur aux recettes que leur procure la vente du produit de leur travail, s'il est établi que leur activité principale est consacrée

à l'exercice de leur profession artisanale. D'une manière générale, cette condition sera considérée comme remplie lorsque, les opérations de revente étant du reste trop peu nombreuses pour caractériser l'exercice d'un véritable commerce, l'intéressé n'en retire qu'un revenu d'appoint. Il reste bien entendu cependant que l'application de ces principes ne peut être mise en œuvre que si les opérations de revente et les opérations artisanales présentent entre elles une certaine connexité, et si l'artisan y consacre concurremment son activité. S'il en est autrement et si, en particulier, le commerce exercé n'a aucun rapport avec le métier artisanal (cas d'un forgeron possédant un cabaret), l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sera dû pour les profits retirés de l'exercice du commerce, l'impôt sur les traitements et salaires atteignant les revenus de la profession artisanale.

Une telle jurisprudence et une telle interprétation ne peuvent qu'être éminemment favorables au développement de l'artisanat rural tel que nous l'avons conçu, les petits artisans mécaniciens de village ne trouvant ainsi aucun obstacle fiscal au déploiement de leur activité dans le domaine de la représentation des grandes maisons de construction de machines agricoles.

Les artisans désireux de bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 doivent, en outre, se contenter de faire appel au concours des personnes précédemment énumérées. Remarquons que les textes n'accordent le concours d'un apprenti qu'autant que celui-ci est âgé de moins de 18 ans. Cette disposition, dont l'abolition est réclamée par les associa-

tions artisanales, paraît à première vue préjudiciable au recrutement et à la formation des apprentis. C'est, en effet, au moment où ces derniers commencent à connaître le métier et à rendre des services, que l'artisan doit obligatoirement s'en séparer s'il tient à rester imposé dans la cédule des traitements et salaires. Mais, en contre-partie, l'artisanat jouit, en matière de taxe d'apprentissage, d'un régime de faveur : en effet, aux termes du paragraphe 5 de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925, les artisans bénéficiaires des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 ne sont pas assujettis à la taxe d'apprentissage. Il en est de même de ceux qui, non soumis au régime de l'article 10, n'ont pas, dans l'année, payé en espèces plus de 10.000 francs de salaires. Si l'on veut bien se souvenir des efforts accomplis par l'Enseignement Technique en matière d'apprentissage artisanal avec le produit de ladite taxe, on doit reconnaître qu'en réalité, la limitation d'âge prévue par l'article 10 ne cause qu'un préjudice restreint à la formation professionnelle des futurs artisans qui bénéficient de ressources fournies par des contribuables totalement étrangers à l'artisanat.

Notons enfin que les règles instituées par l'article 10 sont applicables à la veuve continuant dans les mêmes conditions la profession exercée par le mari. Elles sont également applicables sans qu'il y ait lieu de distinguer si les intéressés travaillent à titre individuel, ou en association, ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé (article 59 de la loi du 4 avril 1926). Ainsi, un artisan a la faculté de constituer une association avec un ou plusieurs de ses

enfants habitant avec lui, tout en continuant à rester assujetti à l'impôt sur les traitements et salaires. Cette disposition est évidemment des plus favorables au recrutement des cadres de l'artisanat rural, l'artisan pouvant retenir son fils au village en l'intéressant de bonne heure à l'exploitation de son fonds.

Le système fiscal que nous venons d'examiner est à l'heure actuelle l'objet de diverses tentatives de modifications. La plus importante d'entre elles réside dans une proposition de loi récemment déposée par M. Albert Paulin, député, et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une véritable cédule artisanale. Les honorables parlementaires justifient leur proposition en faisant observer que l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 « ne régit malheureusement que la situation fiscale du petit artisan, les moyens et grands artisans continuant à être imposés à la cédule de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ». Ils ajoutent que même le système fiscal établi en faveur des petits artisans ne saurait suffire, ces contribuables rencontrant beaucoup de difficultés pour obtenir leur droit à l'imposition dans la cédule des traitements, par suite de l'absence de toute doctrine en la matière. Ils signalent enfin « que l'imposition sur les salaires a fait naître bien des jalousies et bien des appétits et qu'aujourd'hui tout le monde se réclame de l'artisanat ».

Les auteurs de la proposition estiment, en conséquence, qu'il y aurait lieu d'établir « un impôt annuel sur le revenu des professions exercées en France par les maîtres artisans ». Par maîtres artisans, il conviendrait d'entendre « les travailleurs autonomes de l'un

ou l'autre sexe, exerçant personnellement et à leur compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un métier manuel, travaillant chez eux ou au dehors, employant ou non la force motrice, ayant ou non enseigne ou boutique, se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail, justifiant de leurs capacités professionnelles par un apprentissage préalable ou un exercice prolongé de ce métier, accomplissant leur travail seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, de compagnons ou d'apprentis. Le nombre des compagnons, apprentis et membres de la famille, ne devra en aucun cas dépasser 10 unités ».

Il n'est pas besoin d'examiner plus longuement la proposition de loi en cause pour s'apercevoir qu'elle s'apparente singulièrement à la proposition de M. Courtier étudiée précédemment et tendant à limiter « avec une précision mathématique » le nombre de personnes susceptibles de venir en aide à l'exercice de la profession d'un artisan. Nous avons dit ce qu'il fallait penser de cette tentative: répétons, avec le Bureau International du Travail, qu'en matière d'artisanat, il faut renoncer totalement au besoin de définir et se contenter de faire une appréciation de chaque cas d'espèce. D'ailleurs, quoi qu'en disent les auteurs de la proposition, l'Administration des Contributions Directes a toujours apporté le plus grand tact à l'imposition des professions artisanales. L'examen que nous avons fait de sa réglementation ne nous permet nullement de conclure que les petits artisans rencontrent beaucoup de difficultés pour obtenir leur droit à l'imposition dans la cédule des traitements par suite de

l'absence de toute doctrine en la matière, ainsi que veulent bien le dire les honorables parlementaires. Au surplus, si « aujourd'hui tout le monde se réclame de l'artisanat », cette tendance s'accroîtra fatalement, quelles que soient les mesures préventives envisagées, le jour où de petits patrons employant jusqu'à 10 compagnons pourront bénéficier d'un système fiscal tout à fait avantageux. Ainsi, un artisan marié assujetti à la nouvelle cédula paierait 600 francs d'impôt pour un bénéfice de 24.000 francs, alors que maintenant, s'il est soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le montant de ses contributions s'élève à 3.000 francs. L'adoption d'une telle proposition entraînerait une si forte moins-value dans certaines catégories de recettes budgétaires, qu'elle a fort peu de chance d'aboutir. La loi du 30 juin 1923, appliquée dans l'esprit libéral dont font preuve les agents de l'Administration des Contributions Directes, suffit d'ailleurs à assurer la juste imposition de la plupart de nos artisans ruraux.

### § 3. — *Taxe sur le chiffre d'affaires.*

L'article 59 de la loi du 25 juin 1920 assujettit à l'impôt sur le chiffre d'affaires :

1° Les personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre;

2° Les personnes qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Il résulte des dispositions de ce texte que les personnes non soumises à l'impôt sur les bénéfices indus-

triels et commerciaux sont exonérées de la taxe sur le chiffre d'affaires. Les artisans ne sont donc pas soumis à cette taxe, lorsqu'ils sont inscrits au rôle de l'impôt sur les traitements et salaires. Pour obtenir l'exonération dont il s'agit, les intéressés doivent fournir à l'Administration des Contributions Indirectes un certificat, délivré par le Contrôleur des Contributions Directes, attestant leur imposition dans la cédule des traitements et salaires. Il convient de remarquer cependant que la taxe sur le chiffre d'affaires devient en principe exigible dès que l'artisan vend des objets fabriqués en même temps qu'il exerce une profession. Toutefois, l'Administration des Contributions Indirectes fait preuve du plus grand tact à cet égard et admet que l'artisan assujetti à l'impôt sur les traitements et salaires a la faculté d'effectuer quelques ventes d'objets fabriqués, sans perdre le bénéfice de l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Il y a lieu de signaler, d'autre part, que cette exonération n'est applicable aux coopératives artisanales qu'autant que celles-ci sont composées de moins de 10 artisans pouvant prétendre aux prêts individuels prévus par l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923. Les Unions constituées entre lesdites coopératives bénéficient de la même exemption (article 49 de la loi du 16 avril 1930).

Cette disposition a soulevé de vives critiques parmi le monde artisanal. On a fait observer notamment (1) que l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923 accorde

(1) Voir dans l'*Artisan Français* (numéro d'avril 1931) l'article de M. Courtier, intitulé « La Taxe sur le chiffre d'affaires et les coopératives artisanales ».

aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans les mêmes exemptions fiscales que celles dont bénéficient les banques populaires. Or, les banques populaires, qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, échappent à la taxe sur le chiffre d'affaires. Il semble donc qu'il devrait en être de même des coopératives artisanales. Le Conseil d'Etat n'ayant pas adopté cette manière de voir parce qu'à son sens, la pensée du législateur ne se trouvait pas suffisamment exprimée, il en est résulté que quelques parlementaires se sont efforcés de faire voter une disposition législative exonérant de la taxe, sans aucune ambiguïté, certaines coopératives artisanales. Telles sont les conditions dans lesquelles fut élaboré l'article 49 de la loi du 10 avril 1930. Il faut reconnaître que les dispositions qu'il institue risquent d'entraver le développement de la coopération artisanale. Mais il faut reconnaître également qu'il est au moins favorable aux petites coopératives qui, à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, risquaient de se voir imposées à la taxe sur le chiffre d'affaires, au même titre que les associations plus importantes. En ce qui concerne plus particulièrement l'artisanat rural, l'article 49 permet l'exonération des coopératives pouvant se former entre les artisans d'un même canton. Si, grâce à lui, les artisans se détachent des organismes fondés par la Confédération Générale de l'Artisanat Français, nous ne pourrons qu'approuver l'heureuse décentralisation qui se produira de ce fait dans les cadres de l'artisanat.

§ 4. — *Taxe successorale et droits de mutation  
par décès.*

Avant d'exposer le régime dont bénéficient certains artisans en matière de taxe successorale et de droits de mutation par décès, il convient d'examiner tout d'abord la loi du 22 février 1931 tendant à compléter, en faveur de la classe artisanale, l'article 2 de la loi du 12 juillet 1909 touchant l'institution du bien de famille.

On sait que la loi du 12 juillet 1909, modifiée par la loi du 14 mars 1928, permet à l'un des époux, ou à un ascendant dont les enfants sont mineurs, de constituer un bien de famille, c'est-à-dire un domaine immobilier insaisissable, comprenant soit une maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la famille. Ce bien doit être, lors de sa fondation, d'une valeur maxima de 40.000 fr. en y comprenant les immeubles, le cheptel et les instruments aratoires. Le but du législateur en instituant ces dispositions a été d'enrayer l'exode rural, en évitant que les poursuites des créanciers éventuels de l'exploitant agricole se portent sur son gagne-pain et en facilitant aux ouvriers la constitution d'un petit domaine rural.

Ce sont des considérations analogues qui, appliquées à l'artisanat, ont inspiré la loi du 22 février 1931 : celle-ci, modifiant ses aînées de 1909 et de 1928, stipule que le bien de famille pourra comprendre, outre les biens primitivement indiqués, « une maison avec boutique ou atelier et le matériel et outillage le garnissant, occupés et exploités par une famille d'arti-

sans ». Bien entendu, la valeur du bien, y compris celle du matériel, outillage et immeubles par destination, ne doit pas, lors de sa fondation, dépasser 40.000 francs, et ce sont les mêmes personnes qu'en matière de bien de famille rural qui ont la faculté de constituer le bien de famille artisanal.

Or, l'article 18 de la loi de finances du 31 mars 1931 a décidé que pour la perception de la taxe successorale et des droits de mutation par décès, la valeur des immeubles définis par la loi du 22 février 1931 serait déduite de l'actif net global des successions en ligne directe descendante, à condition :

1° Que ces immeubles soient à usage d'une exploitation artisanale visée à l'article 9 du décret du 9 février 1921, autorisant certains artisans ruraux à recevoir des prêts des Caisses de Crédit agricole;

2° Que ladite exploitation ait été assurée par le de cujus avec l'aide de sa famille et d'un seul ouvrier;

3° Que les héritiers prennent l'engagement de continuer l'exploitation dans les mêmes conditions pendant un délai de cinq ans.

Il résulte de ces dispositions combinées avec celles du décret du 9 février 1921, auxquelles se réfère la loi, que le bien de famille artisanal constitué par un artisan membre d'un syndicat agricole, c'est-à-dire par un artisan rural à la fois ouvrier et cultivateur, est exonéré de la taxe successorale et des droits de mutation à condition qu'il continue à être exploité pendant cinq ans dans les mêmes conditions par les héritiers du de cujus.

Un décret en date du 1<sup>er</sup> septembre 1931 a fixé les modalités d'application du régime. La déclaration de

succession doit contenir une évaluation détaillée des immeubles dont la valeur peut être déduite de l'actif net. Les héritiers sont, en outre, tenus de souscrire une déclaration attestant :

1° Que les immeubles servaient exclusivement à l'habitation du défunt et de sa famille et à l'exercice de sa profession artisanale;

2° Que le de cujus exerçait exclusivement (1) l'une des professions désignées à l'article 9 du décret du 9 février 1921, sans autre concours que celui de sa famille et d'un seul ouvrier.

Les héritiers doivent enfin justifier que le défunt faisait partie d'un syndicat agricole, par la production d'un certificat délivré par le président du syndicat, et souscrire au bas de leur déclaration l'engagement d'exercer pendant cinq ans la profession du de cujus dans les mêmes conditions que ce dernier. Ils sont donc obligés, durant ce laps de temps, de faire eux-mêmes partie d'un syndicat agricole et de continuer l'exploitation avec le concours de leur famille et d'un seul ouvrier. Au surplus, ils sont tenus de fournir, dans le mois qui suit l'expiration de chacune des cinq années postérieures au décès, un certificat du maire de la commune de leur domicile attestant qu'ils satisfont à leur engagement, ainsi qu'un certificat délivré par le président de leur syndicat agricole.

(1) Le terme exclusivement, employé par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1931, est assez mal venu. En effet, dans le décret du 9 février 1921, article 9, figure, nous l'avons vu, une rapide énumération de quelques professions artisanales, énumération qui n'a rien de limitatif puisqu'elle se termine par la locution et cætera. Comment, dès lors, est-il possible d'exiger que le défunt ait exercé exclusivement l'une des professions désignées par le décret du 9 février 1921, puisque cette désignation n'est pas complète ?

L'article 18 de la loi du 31 mars 1931 prévoit, en outre, que, dans l'hypothèse où un premier héritier décéderait avant l'expiration du délai de cinq ans, durée de son engagement, le complément de la taxe deviendrait exigible, à moins qu'un engagement de même nature soit pris pour la période restant à courir par un des autres descendants du de cujus.

Le Trésor jouit enfin, pour la garantie des droits différés visés par l'article 18, du privilège établi par l'article 7 de la loi du 13 juillet 1911, mais à charge par lui d'inscrire son privilège dans un délai de six mois à partir du jour de la déclaration de succession.

Le but d'une telle législation n'est pas douteux : il est d'empêcher la disparition de l'artisanat, de permettre au fils de l'artisan de reprendre la succession de son père sans se trouver aux prises avec les difficultés financières résultant d'une législation fiscale trop lourde. De ce point de vue, on ne peut qu'approuver l'article 18 de la loi du 31 mars 1931.

Mais les dispositions qu'il institue appellent cependant deux grosses critiques. Pourquoi le législateur exige-t-il d'abord que les bénéficiaires éventuels de l'article 18 soient membres d'un syndicat agricole ? Pourquoi, là comme en matière d'avance par les Caisses Régionales de Crédit agricole, existe-t-il deux régimes selon que l'artisan rural est en même temps exploitant agricole ou non ?

Par ailleurs, il est maladroit d'exiger que les héritiers continuent l'exploitation du fonds artisanal dans les mêmes conditions que le de cujus, et ce pendant un délai de cinq années. Un fils jeune et actif sera

ainsi dans l'impossibilité de moderniser l'entreprise de son père et de lui donner de l'extension s'il veut bénéficier de l'exemption fiscale de l'article 8 de la loi du 31 mars 1931. Une telle exigence est des plus mal venues au moment où, au contraire, les artisans ruraux sont appelés à développer leur activité pour devenir les véritables conseillers techniques de nos producteurs agricoles. Aussi peut-on qualifier de véritables mesures de routine les dispositions de l'article 18 de la loi du 31 mars 1931.

---

## CONCLUSIONS

Nous avons pu nous rendre compte, au cours des chapitres précédents, de l'important effort accompli par les pouvoirs publics en faveur de l'artisanat rural, tant au point de vue de la formation professionnelle des futurs artisans qu'à celui de l'aide pécuniaire à apporter à l'ensemble des artisans.

Un premier point doit toutefois attirer notre attention. C'est l'incohérence de la législation en ce qui touche les concours susceptibles d'être utilisés par l'artisan, qu'il s'agisse de mesures de crédit ou de mesures fiscales. Le tableau suivant permet d'en juger :

| Désignation des différentes hypothèses susceptibles de se produire                                                                                                                                                           | Concours autorisés                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Artisan rural sollicitant un prêt d'une Caisse Régionale de Crédit agricole (article 9 du décret du 9 février 1921).                                                                                                         | 2 ouvriers                                                                                                                                      |
| Artisan sollicitant un prêt mobilier au titre de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923.                                                                                                                                  | Membres de la famille + 2 ouvriers (3 si l'un d'eux a passé un contrat d'apprentissage).                                                        |
| Artisan sollicitant un prêt immobilier au titre de l'article 2 de la loi du 2 août 1932.                                                                                                                                     |                                                                                                                                                 |
| Artisan rural sollicitant un prêt hypothécaire au titre de la législation sur les habitations à bon marché.                                                                                                                  | Membres de la famille + 1 ouvrier.                                                                                                              |
| Artisan sollicitant son exonération de la contribution des patentes (article 17 de la loi du 15 juillet 1880).                                                                                                               | Membres de la famille + 1 manœuvre indispensable à l'exercice de la profession + 1 apprenti de moins de 16 ans si le travail a lieu en chambre. |
| Artisan sollicitant son assujettissement à l'impôt sur les traitements et salaires (article 10 de la loi du 30 juin 1923) et par là même son exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe d'apprentissage. | Membres de la famille + 1 compagnon + 1 apprenti de moins de 18 ans s'il a passé un contrat d'apprentissage.                                    |
| Artisan rural sollicitant pour le bien de famille artisanal l'exonération des droits de mutation et de la taxe successorale (loi du 22 février 1931 et article 18 de la loi du 31 mars 1931).                                | Membres de la famille + 1 ouvrier.                                                                                                              |

Un second point mérite d'être souligné : c'est l'omnipotence à laquelle aspire la Confédération Générale de l'Artisanat Français, groupement important certes, qui a concouru d'une façon très active à l'élaboration de la loi du 27 décembre 1923, mais qui s'efforce de toutes les façons à en monopoliser l'application à son profit, à l'encontre même des intérêts pécuniaires des emprunteurs qui doivent supporter les frais très élevés afférents aux prêts que consent son Union de coopératives. Il nous a été permis de constater, par ailleurs, que le même groupement se verrait très volontiers confier la tâche de la formation professionnelle des futurs artisans ruraux et qu'il a adopté une attitude assez agressive et des plus injustes à l'égard des écoles d'artisanat rural et de l'œuvre de l'Enseignement Technique.

Une telle incohérence dans nos textes législatifs, une telle ambition de la part d'un groupement qui est loin de représenter la totalité de la masse artisanale, ne devraient être plus longtemps tolérées, car elles sont néfastes à l'unité et au développement de l'artisanat.

Il existe cependant dans nos lois un texte instituant des organismes officiels qui pourront prendre en main les véritables intérêts de nos artisans, intérêts qui seront d'autant mieux connus et défendus que les dirigeants et les membres de ces nouveaux organismes seront recrutés par voie d'élection parmi la masse artisanale et se trouveront en contact permanent avec elle.

La loi du 26 juillet 1925 crée, en effet, nous l'avons vu, auprès des pouvoirs publics, sous le nom de

Chambres de Métiers, des établissements publics qui seront les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans-maîtres et des compagnons. Leurs membres seront élus : 2/3 d'entre eux seront recrutés parmi les artisans-maîtres, 1/3 parmi les artisans-compagnons.

Les Chambres de Métiers seront principalement chargées de sauvegarder les intérêts professionnels et économiques des métiers et, à cet effet, leur avis sera obligatoirement demandé dans toutes les questions de perfectionnement, de relèvement et de développement du métier et, en général, dans toutes les questions qui intéressent l'artisanat. Les Chambres pourront d'ailleurs émettre des avis, de leur propre initiative, sur tous les problèmes susvisés. Elles doivent, en outre, nous l'avons dit, participer à l'organisation de l'apprentissage des métiers dans des conditions qui seront fixées par une loi spéciale, loi qui n'est pas encore intervenue, mais qui verrait le jour si la proposition Paulin, précédemment examinée, recevait un accueil favorable.

Il n'est pas douteux que les Chambres de Métiers, organes officiels du monde artisanal, pourront rendre à ce dernier les plus grands services. En ce qui touche particulièrement l'artisanat rural, la Chambre de chaque département connaîtra parfaitement les besoins, les débouchés : elle pourra être ainsi un office de documentation de premier ordre et prendre une part active à l'orientation professionnelle. Elle favorisera également, en facilitant les relations entre artisans, la constitution des sociétés de caution mutuelle

et, travaillant en accord avec les banques populaires, elle rendra le crédit artisanal moins onéreux.

En matière d'apprentissage, les Chambres de Métiers, qui doivent désigner quatre artisans appelés à siéger dans les Comités départementaux de l'Enseignement technique, peuvent, en unissant leurs efforts à ceux des pouvoirs publics, jouer un rôle important, notamment dans la surveillance des apprentis formés à l'atelier. Mais nous estimons qu'elles ne sauraient se voir confier à elles seules la formation même des futurs artisans. Où trouveront-elles, en effet, les maîtres nécessaires à cette formation? N'oublions pas qu'un artisan rural doit posséder les connaissances théoriques et pratiques les plus diverses en matière d'électricité, de mécanique, de technologie. Il n'est pas possible, croyons-nous, de trouver à l'heure actuelle dans nos campagnes un artisan qui, outre ces connaissances, possède la formation pédagogique nécessaire à leur enseignement. On objectera, il est vrai, que les Chambres de Métiers de Metz et Strasbourg suffisent à elles seules à assurer l'apprentissage des métiers artisanaux dans leurs circonscriptions respectives. Mais rappelons-nous qu'un tel régime fonctionne en Alsace-Lorraine depuis la promulgation de la *Handwerker-novelle* du 26 juillet 1897, et peut se prévaloir d'une expérience de plus de trente années. N'oublions pas non plus que, dans ces provinces, seuls ont le droit de former des apprentis les artisans justifiant du titre de maître, c'est-à-dire d'une sérieuse formation technique, et que, néanmoins, les dirigeants de la Chambre des Métiers de Strasbourg sont obligés de constater que la formation théorique des apprentis laisse encore

à désirer. Il en serait de même, à fortiori, et dans des proportions beaucoup plus grandes, si, du jour au lendemain, les Chambres de Métiers instituées par la loi du 26 juillet 1925 se voyaient confier la haute main sur l'apprentissage : dans les conditions actuelles, l'Etat seul, en accord avec ces organismes, peut assurer dans ses écoles la formation des futurs artisans ruraux. L'étude que nous avons faite de son effort ne donne pas d'ailleurs à regretter qu'il se soit chargé de cette mission.

Mais si le futur artisan rural reçoit dans les écoles de l'Etat l'enseignement lui permettant d'acquérir les connaissances les plus diverses, qui feront de lui le véritable technicien du village, nulle part, au contraire, si ce n'est à la Chambre des Métiers de son département, il ne peut trouver, une fois installé, la documentation nécessaire à son perfectionnement scientifique, ni la cohésion et la volonté d'action indispensables à l'organisation rationnelle de sa profession, ni enfin les conseils et les secours les plus utiles quant à l'organisation de sa propre entreprise. De tels secours seraient particulièrement bienvenus à l'heure présente, l'artisan rural supportant en ce moment le contre-coup de la mévente des produits agricoles et ne parvenant plus à obtenir soit des commandes, soit même le règlement de ses factures. Aussi M. Raymond Susset, député, et un certain nombre de ses collègues, ont-ils cru devoir déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de loi n° 773, tendant à faciliter la remise en état et l'aménagement des locaux d'habitation, de façon à procurer du travail aux artisans du bâtiment. Aux termes de cette proposition, il serait

constitué, entre propriétaires, des Caisses de crédit qui seraient chargées d'accorder des avances d'une durée maxima de 15 années, destinées au financement des travaux à réaliser par des coopératives artisanales du bâtiment, adhérentes à une Union de coopératives de crédit, ou par leurs membres. Les Caisses dont il s'agit seraient régies par la loi du 27 décembre 1923 et auraient la faculté de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations des emprunts dans les mêmes conditions que les départements, communes et établissements publics. Le gage de ces emprunts serait constitué par un dépôt de rentes ou valeurs garanties par l'Etat.

Signalons également que pour essayer d'enrayer le manque à gagner dont souffre provisoirement l'artisanat rural, les syndicats artisanaux réclament la suppression — impossible d'ailleurs — de ce qu'ils appellent le « travail noir », c'est-à-dire des travaux effectués, pour le compte des particuliers et à très bon marché, par les ouvriers d'usines et les agents techniques de l'Etat (électriciens des lignes télégraphiques et téléphoniques notamment) en dehors de leurs occupations normales.

Quels que soient les efforts effectués pour combattre cette crise, il est certain que des organismes proprement artisanaux, tels que les Chambres de Métiers, seraient particulièrement bien placés pour grouper les commandes et diriger les artisans vers les communes où ils seraient susceptibles de trouver du travail.

Souhaitons donc que la loi du 26 juillet 1925 soit rapidement mise en application dans tous nos départements : la constitution des Chambres de Métiers sera

l'occasion d'un important mouvement de décentralisation dans les masses artisanales, qui ne peuvent trouver, auprès de la seule Confédération Générale de l'Artisanat Français, beaucoup trop éloignée d'elles, les conseillers nécessaires à leur mieux être. Souhaitons également que ces organismes sachent faire valoir leurs revendications auprès des pouvoirs publics, en vue notamment d'une certaine uniformisation de la législation artisanale. Mais évitons de leur confier le soin de la formation professionnelle des artisans ruraux : bornons-nous à nous inspirer de leurs desiderata en la matière, en fixant au besoin les programmes d'instruction en collaboration avec elles, et en leur donnant un droit de regard dans les écoles.

Formation des futurs artisans ruraux par l'enseignement scolaire, après consultation des Chambres de Métiers, défense des intérêts professionnels par ces seuls organismes et non pas par quelque association lointaine, tels sont à notre avis les deux principes qui permettront à nos cultivateurs de trouver encore longtemps dans leurs villages le « réparateur universel » qui, par sa technique, n'a plus rien du maréchal, du charron ou du forgeron d'autrefois, mais qui, en raison des transformations survenues dans les métiers, peut facilement effectuer le travail de tous ces anciens artisans, en vendant au surplus des machines agricoles, et satisfaire ainsi à la plupart des besoins mécaniques de l'agriculture.

Vu  
et Permis d'imprimer :  
*Le Recteur*  
*de l'Académie de Paris,*  
CHARLÉTY.

Vu :  
*Le Président,*  
William OUALID.  
Vu :  
*Le Doyen,*  
Edgard ALLIX.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### *Ouvrages*

- C. BALLOT. — L'introduction du machinisme dans l'industrie française. Lille 1923.
- BARDI DE FOURTOU. — L'électrification des campagnes en France et à l'étranger. Thèse, Paris 1926.
- A. BOISSARD. — Le syndicat mixte, institution professionnelle d'initiative privée à tendance corporative. Thèse, Aix 1896.
- M. BOURGUIN. — Les systèmes socialistes et l'évolution économique. Paris 1907.
- J. CARLOT. — Manuel de l'artisan. Ce que tout artisan doit savoir. Paris.
- R. CHAMPLY. — Le fermier mécanicien. Travaux et réparations à faire soi-même. Paris 1928.
- J. DELAGE. — L'artisanat. Paris 1927.
- P. DELPÉRIER. — Manuel du maréchal-ferrant; comment on forge le fer à cheval. Paris 1909.
- A. DUBRAY. — Annuaire de la construction mécanique agricole. Paris 1927.
- C. DUPIN. — Forces productives et commerciales de la France. Paris 1827.
- P. DE FELICE. — L'artisanat rural. Thèse, Paris 1930.
- J. FONTÈGNE. — Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle. Paris 1925.
- G. FRANCHE. — Manuel de l'ouvrier mécanicien (tome III : la forge), Paris 1929.

- J. FRÉMONT. — Le régime de l'artisanat français au point de vue du crédit et du fisc. Thèse, Paris 1926.
- R. GAUDIN. — Le maréchal-ferrant (essai de monographie professionnelle). Thèse, Paris 1925.
- L. GRANDEAU. — L'agriculture et les institutions agricoles du monde au commencement du xx<sup>e</sup> siècle (tome V), Paris 1911.
- L.-J. GRAS. — Essai sur l'histoire de la quincaillerie et petite métallurgie à Saint-Etienne et dans la région stéphanoise comparée aux régions concurrentes. Paris 1904.
- F. HUSSON. — Artisans et compagnons; études rétrospectives sur les métiers. Paris 1901.
- A. JACQUET. — Le petit outillage moderne du mécanicien. Paris 1927.
- G. JEHAN. — Essai sur l'organisation de l'Enseignement technique industriel postscolaire et de l'apprentissage. Thèse, Caen 1924.
- E. LAVALARD. — La Maréchalerie. Paris 1919.
- H. PARIS. — L'électricité rurale en France. Thèse, Paris 1924.
- A. PEILLON. — Traité de maréchalerie rationnelle et pratique. Paris 1925.
- A. PUECH. — L'artisanat, son évolution, son organisation actuelle en France. Thèse, Montpellier 1929.
- G. RENARD et A. DULAC. — L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans. Paris 1912.
- P. DE ROUSIERS. — Les grandes industries modernes (tome II, la métallurgie). Paris 1925.
- E. TARLÉ. — L'industrie dans les campagnes à la fin de l'ancien régime. Paris 1910.
- A. THARY. — Maréchalerie. Paris 1896.
- Compte rendu des travaux du Congrès de mécanique agricole tenu à Paris les 22 et 23 février 1911. Paris 1911.

### *Brochures*

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — La notion de l'artisanat et son évolution (édition de la Confédération générale de l'Artisanat français).

CHAMBRE DES MÉTIERS D'ALSACE. — La notion d'artisan. Contribution à la controverse sur la définition de l'artisan. Strasbourg 1933.

H. CHAMPIGNY. — Utilisation de l'énergie électrique en Agriculture.

H. LEY. — Le crédit artisanal. Strasbourg 1930.

H. LEY. — Etude comparée de la législation artisanale en droit local et en droit français. Strasbourg 1929.

H. LEY. — L'expérience corporative en Alsace. Le rôle des Chambres de Métiers (rapport présenté au 24<sup>e</sup> Congrès du crédit populaire. Strasbourg, Juin 1932).

H. MACQUERON. — Le Vimeu serrurier à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Abbeville 1922.

PORCHET. — L'utilisation rurale, actuelle et future, de l'énergie électrique. Paris 1926.

E. THOISON. — Fers à cheval et maréchaux-ferrants. Nemours 1894.

### *Revue et Périodiques*

REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — (Années 1901 et 1902, articles de M. Hitier sur « L'Agriculture et son industrialisation »).

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — (Juin 1928, article de Mlle H. Rabinovitch sur « L'Evolution récente de l'artisanat et ses problèmes »).

REVUE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ. — (Octobre 1917, article sur « L'apprentissage »).

REVUE D'ÉCONOMIE SOCIALE ET RURALE. — (Années 1931 et 1932).

COMPTES RENDUS DES SÉANCES DE L'ACADÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE. — (Séance du 19 novembre 1930).

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS CIVILS DE FRANCE. — (Bulletin d'octobre-décembre 1923, article de M. J. Hiernaux sur « La crise d'apprentissage et l'Enseignement technique »).

L'ARTISAN FRANÇAIS. — Organe Officiel de la C. G. A. F.

L'ARTISAN DE BOURGOGNE ET DE FRANCHE-COMTÉ. — Organe Officiel de la Fédération régionale des artisans de Bourgogne et de Franche-Comté.

L'ARTISAN DES VOSGES ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE. — Bulletin Officiel de l'Union des Maîtres-artisans des Vosges et de l'Union des Artisans de l'Est.

### *Documents Officiels*

Projet de loi portant fixation du Budget Général de l'exercice 1925 (Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, 3<sup>e</sup> section, Enseignement technique).

Rapports parlementaires sur le Budget de l'Enseignement technique pour les exercices 1929; 1930-1931; 1931-1932 et 1932.

Bulletin du Ministère du Travail (notamment année 1929, octobre-novembre-décembre).

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (Direction du Travail). Encouragements aux sociétés coopératives d'artisans et aux petits artisans. — Chambre de Métiers. — Paris 1930.

Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. La pédagogie de l'Enseignement technique (Recueil de circulaires, instructions et documents), Paris 1927.

Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Ministère de l'Agriculture. Une école d'artisanat rural (programmes).

Ministère de l'Agriculture. Direction Générale des Eaux et Forêts. Annales (documents officiels, jurisprudence, rapports et notes techniques), années 1924 et 1925.

Statuts de la Chambre de Métiers d'Alsace. Strasbourg 1925.

Règlement intérieur de la Chambre de Métiers d'Alsace. Strasbourg 1926.

Chambre de Métiers d'Alsace. — Règlement d'apprentissage pour les métiers d'Artisanat. Strasbourg 1929.

Chambre de Métiers d'Alsace. — Règlement de l'examen de compagnon. Strasbourg 1927.

Chambre de Métiers d'Alsace. — Règlement de l'examen de maîtrise. Strasbourg 1931.

Chambre de Métiers d'Alsace. — Compte rendu des travaux (1923-1927). Strasbourg 1929.

Chambre de Métiers d'Alsace. — Budget pour l'exercice 1932.

Chambre de Métiers d'Alsace. — Rapport moral et administratif (années 1930 et 1931).

La Chambre des Métiers de la Moselle, sa création, son règlement électoral, ses statuts, son règlement intérieur. Metz 1930.

Chambre de Métiers pour l'Alsace et la Lorraine. — Prescriptions concernant la réglementation de l'apprentissage dans les différents métiers en Alsace-Lorraine (Strasbourg 1913).

Chambre de Métiers de la Moselle. — Règlement de l'examen de compagnon.

Chambre de Métiers de la Moselle. — Règlement de l'examen de maîtrise.

Chambre de Métiers de la Moselle. — Budget rectificatif pour l'exercice 1931 et budget primitif pour l'exercice 1932.

Rapport annuel de la Chambre de Métiers de la Moselle sur son activité pendant l'exercice 1930.

## ADDENDUM

Au moment de mettre sous presse, nous trouvons au *Journal Officiel* (Débats Parlementaires) du 18 octobre 1933, page 3791, 1<sup>re</sup> colonne, la question écrite suivante :

« N° 5648. — M. Léculier, Député, demande à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de lui faire connaître :

1° la situation à ce jour du fonds de dotation du crédit à l'artisanat, institué par la loi du 27 décembre 1923, ainsi que le solde créditeur ou débiteur de ce fonds au 31 décembre de chaque année depuis sa création ;

2° le nombre et le montant des avances accordées sur ce fonds :

a) aux Unions agréées pour le service du crédit collectif artisanal ;

b) aux banques populaires ;

c) aux Unions coopératives artisanales ayant pour objet exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit et visées par la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929, dite loi Serre.

3° le nombre des Unions visées au parag. 2°-c ;

4° le nombre et le montant des prêts accordés chaque année depuis 1923 :

a) aux coopératives artisanales par les Unions agréées pour le service du crédit collectif artisanal ;

b) aux petits artisans, d'une part par les banques populaires, d'autre part par les Unions visées par la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929. »

Nous aurions été heureux de publier la réponse à la question dont il s'agit. Malheureusement le Ministre du Travail fait connaître au *Journal Officiel* (Débats Parlementaires) du 20 octobre 1933, page 3841, 1<sup>re</sup> colonne, qu'« un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de réponse à faire à cette question. »

Nous sommes d'autant plus surpris de cette attitude du Département du Travail que M. Henri Tasso, Député, a pu publier (Voir *Journal Officiel* — Documents Parlementaires — Chambre — Annexe n° 1857 — Session ordinaire — Séance du 16 mai 1933) la situation du fonds de dotation au 31 décembre 1932 : le montant de ce fonds s'élevait alors à 74.215.199 fr. 25, sur lesquels les banques populaires avaient reçu 32 millions 305.000 francs d'avances et les coopératives artisanales 15.800.000 francs. Sur ce dernier chiffre, l'Union Nationale des coopératives d'artisans de France avait reçu 5.500.000 francs pour le service des prêts individuels qu'elle consent au titre de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929. Par ailleurs, M. Tasso fait connaître que le fonds de dotation avait reçu en 1928, 6.200.000 francs ; en 1929, 11.200.000 francs ; en 1930, 11.900.000 francs ; en 1931, 10.200.000 francs ; en 1932, 5.500.000 francs.

Il est donc certain que le Ministre du Travail a dès maintenant entre les mains tous les éléments de réponse à la question écrite susvisée. Nous inclinons à penser que son silence est sans doute motivé par le fait qu'une réponse précise démontrerait l'inutilité totale de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1929, inutilité qu'au cours du dernier chapitre de cet ouvrage nous nous sommes efforcés de faire apparaître.

## TABLE DES MATIERES

---

|                                                                                                                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION .....                                                                                                                                                  | I  |
| CHAPITRE PREMIER                                                                                                                                                    |    |
| <b>Définition de l'artisanat rural</b> .....                                                                                                                        | 1  |
| SECTION I. — Définition de l'artisanat .....                                                                                                                        | 1  |
| § 1 <sup>er</sup> . La définition de l'artisan au regard de la<br>législation fiscale .....                                                                         | 2  |
| § 2. La définition de l'artisan au regard de la<br>législation artisanale .....                                                                                     | 4  |
| § 3. La proposition de loi Courtier .....                                                                                                                           | 7  |
| SECTION II. — Définition de l'artisanat rural .....                                                                                                                 | 10 |
| § 1 <sup>er</sup> . La définition de l'artisanat rural basée sur<br>le lieu d'installation de l'entreprise .....                                                    | 10 |
| § 2. La définition de l'artisan rural basée sur la<br>nature même de son activité .....                                                                             | 12 |
| § 3. La tendance de la Confédération Générale<br>de l'Artisanat français à l'égard de la défini-<br>tion de l'artisanat rural .....                                 | 13 |
| § 4. La détermination des artisans ruraux d'a-<br>près différents documents administratifs ..                                                                       | 16 |
| CHAPITRE II                                                                                                                                                         |    |
| <b>Historique</b> .....                                                                                                                                             | 19 |
| SECTION I. — Des origines à la fin du xix <sup>e</sup> siècle ....                                                                                                  | 19 |
| SECTION II. — De la fin du xix <sup>e</sup> siècle à nos jours ..                                                                                                   | 25 |
| CHAPITRE III                                                                                                                                                        |    |
| <b>Le nombre des artisans ruraux de nos jours</b> .....                                                                                                             | 36 |
| SECTION I. — L'enquête faite à la suite du XII <sup>e</sup> Con-<br>grès National de la Mutualité et de la Co-<br>opération agricoles .....                         | 40 |
| SECTION II. — L'enquête effectuée, en 1927, par la<br>Confédération Générale de l'Artisanat Fran-<br>çais .....                                                     | 42 |
| SECTION III. — L'enquête effectuée au cours des an-<br>nées 1928 et 1929 par les Offices Régionaux<br>de placement sous l'autorité du Ministère<br>du Travail ..... | 46 |
| CHAPITRE IV                                                                                                                                                         |    |
| <b>L'influence de l'organisation industrielle et com-<br/>merciale moderne sur les métiers ruraux</b> .....                                                         | 55 |
| SECTION I. — La concurrence entre la production des<br>artisans ruraux et la production en grande<br>série .....                                                    | 56 |

|                                                                                                                                                                                            |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| SECTION II. — La nouvelle technique des Métiers ..                                                                                                                                         | 61         |
| § 1 <sup>er</sup> . Les modifications apportées à la technique<br>des métiers par l'emploi de certains objets<br>fabriqués mécaniquement .....                                             | 61         |
| § 2. Les modifications apportées à la technique<br>des métiers par l'utilisation de la force mo-<br>trice électrique .....                                                                 | 68         |
| CHAPITRE V                                                                                                                                                                                 |            |
| <b>La formation professionnelle des artisans ruraux ..</b>                                                                                                                                 | <b>74</b>  |
| SECTION I. — L'orientation professionnelle .....                                                                                                                                           | 75         |
| SECTION II. — L'apprentissage .....                                                                                                                                                        | 84         |
| § 1 <sup>er</sup> . Les écoles d'artisanat rural .....                                                                                                                                     | 88         |
| § 2. Les cours professionnels .....                                                                                                                                                        | 95         |
| § 3. Les encouragements aux apprentis et aux<br>petits patrons qui les forment .....                                                                                                       | 101        |
| SECTION III. — Les Associations artisanales et l'ap-<br>prentissage .....                                                                                                                  | 108        |
| SECTION IV. — L'apprentissage artisanal en Alsace-<br>Lorraine .....                                                                                                                       | 112        |
| SECTION V. — La proposition de loi déposée par<br>M. Paulin, député, et un certain nombre de<br>ses collègues, concernant l'organisation de<br>l'apprentissage des métiers artisanaux .... | 119        |
| CHAPITRE VI                                                                                                                                                                                |            |
| <b>L'aide financière apportée aux artisans ruraux ....</b>                                                                                                                                 | <b>125</b> |
| SECTION I. — Le crédit artisanal .....                                                                                                                                                     | 127        |
| § 1 <sup>er</sup> . Le crédit collectif .....                                                                                                                                              | 132        |
| § 2. Le crédit individuel .....                                                                                                                                                            | 136        |
| SECTION II. — Le régime fiscal de l'artisanat .....                                                                                                                                        | 162        |
| § 1 <sup>er</sup> . Contribution des patentes .....                                                                                                                                        | 162        |
| § 2. Impôt cédulaire sur le revenu professionnel.                                                                                                                                          | 164        |
| § 8. Taxe sur le chiffre d'affaires .....                                                                                                                                                  | 171        |
| § 4. Taxe successorale et droits de mutation par<br>décès .....                                                                                                                            | 174        |
| CONCLUSIONS .....                                                                                                                                                                          | 179        |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                                                                        | 187        |
| ADDENDUM .....                                                                                                                                                                             | 192        |



